



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

Limites argentino-chi...

Manuel Augusto
Montes de Oca

89
54.4



Harvard College Library

FROM

Minister Foreign Affairs
Argentine Republic

LIMITES ARGENTINO - CHILIENNES

LE
DIVORTIUM AQUARUM CONTINENTAL

DEVANT LE

TRAITÉ DE 1893

PAR

M. A. MONTES DE OCA



BUENOS AIRES

—
Imprimerie de MARTIN BIEDMA ET FILS
Rue Bolívar 535
—

1901

July 7, 1904
Minister of Foreign Affairs
Argentine Republic.

May 15, 1914
Transferred to
Harvard Law Library

JUN 18 1914

SOMMAIRE — Antécédents. — Traité de 1881. — Convention de 1888.
 — Premiers travaux des experts. — Difficultés survenues.
 — Traité de 1893 : son but.

Le 21 Septembre 1843, le Chili prend possession «des détroits de Magellan et de leur territoire» et fonde la colonie Bulnes dans le port del *Hambre*.

Le Gouvernement de Buenos-Ayres, en 1847, formule une protestation écrite qui revêt toute l'importance et toute la signification d'une demande de restitution. La réponse du Ministre Vial—dans laquelle il parle des titres qui donnent droit au Chili «non seulement au terrain qu'occupe la colonie récemment établie à Magellan, mais encore à tout le détroit et aux terres adjacentes et autres que celles déterminées»,—pose le débat sous une forme vague et indéterminée, qui permet aux futurs représentants de la chancellerie transandine de faire entrer dans leurs prétentions territoriales les régions baignées par le détroit, et de les étendre à toute la Patagonie jusqu'au Rio Negro et même jusque plus au Nord, et qui plus est, jusqu'à l'*Atuel* ou jusqu'au *Diamante*, qui arrosent la province de Mendoza.

Le débat fut long et orageux. Les gouvernements et les congrès des deux pays l'épuisèrent, en faisant défiler, durant l'espace de trente-cinq ans, des arguments et

des titres dans une proportion accablante, sans rencontrer le moyen d'y mettre fin. On ne pouvait même trouver une solution dans un appel à des arbitrages de tiers : les nations en procès n'étaient pas d'accord au fond sur la matière même de l'arbitrage, sur les clauses du compromis, sur le caractère dont devait être revêtue l'autorité du juge.

La situation finit par prendre une sérieuse gravité. La tension des rapports faisait présager une rupture. Le Chili s'était emparé de bateaux de guano dans l'Atlantique, sur les côtes patagoniennes, et la République Argentine avait établi dans ces parages une station navale dans le ferme dessein de défendre sa souveraineté.

La médiation des Ministres des États-Unis, les généraux Osborn,—médiation privée et spontanée au début, et approuvée plus tard par le Gouvernement de Washington,—adoucit les aigreurs, calma les agitations et fit disparaître le danger. Sous leurs auspices, on négocia par télégraphe le traité de 1881, signé « dans le but de résoudre à l'amiable et dignement la question de limites qui a existé entre les deux pays. »

Quoique les discussions aient versé,—durant les époques qui ont précédé cette transaction—sur la Patagonie entière ou morcelée, suivant les circonstances, sur le détroit de Magellan, sur la Terre de Feu et sur les îles australes, les deux gouvernements, afin de cimenter la confraternité et d'éviter des discussions futures, tombèrent d'accord sur les règles générales pour marquer la limite entière du Nord au Sud, depuis la frontière septentrionale des juridictions voisines jusqu'aux confins austraux du continent.

Le vieux procès était terminé : Il n'y avait plus à régler que le tracé matériel des lignes sur le terrain, et cette tâche fut confiée, dans une inspiration élevée, à la science et à l'expérience d'experts.

La tension disparut. Une franche cordialité succéda, dans les rapports politiques, aux animosités passées. Le traité, par sa seule force, servit de baume, et l'on ne jugea pas indispensable, au moins pour le moment, de le mettre à exécution ni de poser les bornes qui devaient déterminer les lignes convenues. Il suffisait que les deux peuples fussent convaincus que le pacte se trouvait sous la sauvegarde de leur honneur, et que le jour où il faudrait l'appliquer, dans sa lettre stricte, on trouverait bien le moyen d'aplanir les difficultés que la prudence conseille de prévoir, mais que la clarté du texte ne permettait pas de soupçonner.

Cependant, la direction des affaires publiques d'un État exige la connaissance précise de ses frontières. Le gouvernement argentin, le 19 Octobre 1883, crut le moment venu de procéder à la délimitation, et chargea son représentant à Santiago de faire des ouvertures à ce sujet, en raison de « son vif désir de terminer cette affaire, pour exécuter le traité et permettre ainsi aux deux gouvernements de resserrer leurs relations et de donner à leurs intérêts réciproques toute leur impulsion et tout leur développement. »

Ces bonnes intentions ne furent pas couronnées d'un succès immédiat, mais l'insistance persévérante de l'Argentine trouva à la fin un écho dans le cabinet chilien. La convention additionnelle Uriburu-Lastarria, du 20 Août 1888, assit les bases des procédés à suivre et détermina les fonctions des experts et le délai dans lequel devait se faire la désignation du personnel.

Le congrès du Chili fit attendre une année encore la sanction de l'arrangement, de façon que l'échange des ratifications ne put avoir lieu que le 20 Janvier 1890.

Les deux experts une fois nommés, les travaux commencèrent, et avec ceux-ci s'élevèrent les difficultés qui, accentuées avec le temps, donnèrent lieu à des polémiques.

miques passionnées dans la presse, à de chaleureuses discussions entre les exécuteurs des conventions.

L'opinion publique s'émut, les passions s'exaltèrent, les perspectives d'une paix durable, nées de la célébration du traité de 1881, commencèrent à s'affaiblir. Tout faisait présager des éventualités redoutables: le nombre considérable des différends, leur importance, le malaise croissant devant l'incertitude des conventions sur des points substantiels, et, surtout, l'ardeur de la discussion, échauffée par des défiances et des accusations.

Ce fut dans ces circonstances que l'action diplomatique du Docteur Quirno Costa, et l'élévation de vues d'Isidoro Errázuriz nous amenèrent à la convention du 1^{er} Mai 1893, où les doctrines des deux parties furent tenues en ligne de compte, et où l'on trouva la formule qui devait mettre fin aux mésintelligences.

Les négociateurs n'ignoraient aucune des questions soulevées par l'application du traité de 1881, et essayèrent de les faire disparaître en en éclaircissant la lettre là où elle semblait obscure, en éliminant les difficultés survenues et celles qui pourraient surgir dans l'avenir.

On ne conçoit même pas qu'une convention internationale, établie dans le but avoué de faire disparaître les difficultés rencontrées par les experts, ait fait abstraction de ces difficultés pour les laisser subsister dans toute leur force. Soutenir, comme on l'a fait, que le protocole de 1893 a laissé en suspens quelqueune des causes du débat, et même de la plus importante, c'est attaquer jusqu'à la gravité des ministres, des gouvernements, des congrès qui sont intervenus dans ce débat, c'est soupçonner la sincérité des opinions émises; c'est manifester que l'on a cherché à déguiser, sous des logomachies d'un succès éphémère, les obstacles qui devaient se redresser immédiatement plus insurmontables que jamais.

Les négociateurs argentins, en attendant, ont agi avec

la franchise qui convient aux actes diplomatiques d'où dépendent les rapports internationaux; et ce serait faire injure aux négociateurs chiliens que de leur attribuer des intentions occultes, des vues cachées déguisées sous des expressions d'amitié, au moment où les hommes dirigeants des deux pays s'efforçaient d'effacer jusqu'au souvenir des discussions, pour entrer dans une voie d'harmonie complète et de loyale confraternité.

La tendance des écrivains d'outre-monts, dont l'expert Barros Arana a été le porte-voix, de supprimer la limite andine, d'aplanir les masses immenses de la Cordillère, pour chercher une frontière incertaine et mouvante dans la ligne de partage des eaux continentales, est en opposition avec le texte et l'esprit du traité de 1881, mais elle a été considérée en 1893 comme une difficulté pendante et, quoiqu'elle ne s'appuyât que sur des habiletés de dialectique, sans consistance devant les clauses des conventions, elle a été catégoriquement repoussée par le protocole du 1^{er} Mai. Si elle reparait aujourd'hui c'est par suite d'une erreur d'appréciation, par oubli de ce qui avait été convenu, ou par ignorance des antécédents.

Prouver que la doctrine du *divortium* interocéanique avait divisé l'opinion des experts, et établir que la convention Quirno Costa-Errázuriz a tendu à faire disparaître les difficultés contre lesquelles ils ont lutté, est aussi important que d'éliminer *in limine* cette doctrine. Il répugne à la raison et au bon sens de faire revivre des controverses étudiées, commentées et terminées, après mûr examen, par des traités qui lient la volonté internationale.

Pour persister dans la suppression des Andes et avoir recours à ses contreforts latéraux, à des pays de montagnes isolés et jusqu'à des plaines pampéennes, dans le but de rechercher les origines variables des rivières et

des ruisseaux, il faut, en premier lieu, forcer les termes du traité de 1881 et, en second lieu, faire table rase du traité de 1893, en déclarant que ce qui y a été expliqué et ce dont on a convenu, n'a été ni convenu ni expliqué. C'est-à-dire, en d'autres termes, que pour que le Chili parvienne à s'agrandir d'un lambeau du territoire patagonique, il faudrait déclarer que, au moment où il se liait à la République Argentine par un nouveau compromis, où les négociateurs manifestaient à la face des deux peuples qu'ils étaient animés du désir « d'établir entre les deux états un accord complet qui répondit aux antécédents de fraternité et de gloire qui leur sont communs et aux vives aspirations de l'opinion des deux côtés des Andes », où ils achevaient une œuvre de paix et de concorde, ils prononçaient, en même temps, entre les dents et pour obeir à des réserves mentales, la phrase attribuée à un personnage fameux de la cour de Louis XIV : *qui vult deciperi decipiatur* (que celui qui veut se tromper se trompe). Déjà, dans cette voie d'interprétations tortueuses, on a laissé entendre un mot qui bouleverse tout : un membre de la commission de démarcation chilienne, Hans Steffen, a déclaré, sans détours, que, de tous les traités, celui de 1893 est le *moins sincère* et, pour cette raison, celui qui est peut-être le moins utile. C'est à de semblables extrêmes que conduit la défense de prétentions indéfendables.

II

SOMMAIRE — Questions diverses soulevées par l'application du traité de 1881: démarcation dans la Terre de Feu, facultés de sous-commissions, borne provisoire de San Francisco, canaux du Sud-Ouest, *dicortium aquarum* continental. Toutes ces questions devaient être résolues par le traité de 1893.

A l'époque où commencèrent les travaux de la négociation de 1893, les mésintelligences entre les experts avaient pris naissance et s'étaient développées autour de cinq questions principales, savoir :

1°. Si la division de la Terre de Feu devait être faite en étudiant au préalable la situation du cap *Espiritu Santo* —qui était le point de départ,—ou si, pour déterminer ce point, on devait s'en rapporter aux données fournies par quelques cartes géographiques ;

2°. Si les sous-commissions devaient déterminer l'emplacement des bornes-frontières d'une façon définitive, ou si leur décision n'était que provisoire, leur mission étant aussi de lever les plans, afin que les experts par eux-mêmes, et en pleine connaissance de cause, puissent fixer les emplacements définitifs ;

3°. Si la borne placée à San Francisco, était située dans la Cordillère des Andes, comme l'ordonnent les

conventions, ou s'il était nécessaire de la changer de place après de nouvelles études ;

4°. S'il était possible, suivant la convention de 1881, que la République Argentine eût des terres sur le Pacifique, ou si le Chili était souverain exclusif des régions situées sur les côtes de cet Océan, dans la partie méridionale de l'Amérique ; et

5°. Si l'article 1^{er} du traité de 1881 établissait que la ligne frontière suivrait le partage des eaux du continent ou s'il décidait qu'elle serait tracée sur les faîtes les plus élevés de la chaîne principale de la Cordillère qui partagent les eaux.

La première question fut soulevée en Avril 1892, quand les sous-commissaires se réunirent à la Terre de Feu pour commencer la démarcation. Dans la première conférence M. Merino Jarpa, chef de la sous commission chilienne, déclara que, comme le point de départ était le cap *Esperito Santo*, ce point devait être pris dans la position indiquée par les cartes géographiques ; mais M. Virasoro, chef de la sous-commission argentine, soutint qu'il fallait commencer par déterminer la situation du cap sur le terrain, après un examen nécessaire, quelle que fût l'indication des cartes. C'est ainsi que se produisit la mésintelligence consignée dans le procès-verbal du 17 Avril 1892. Par décret du 20 Septembre de la même année, le gouvernement argentin approuva la manière de voir de M. Virasoro qui, à cette date, remplissait déjà les fonctions d'expert, auxquelles il avait été appelé après la mort de son prédécesseur, M. Pico. Le conflit paralysait les travaux de la Terre de Feu, puisqu'il affectait le point de départ de la démarcation.

La seconde question survint en Février 1892. Mons. Pico, dans l'intention de faciliter les travaux et dans le but d'obtenir que les experts,—tout en se réservant exclusivement pour eux-mêmes, comme fonction qui leur était

propre, la solution définitive dans la fixation des bornes, —aient en leur pouvoir tous les antécédents qu'ils pouvaient désirer, proposa à son collègue, Monsieur Barros Arana, la levée préalable de plans par les sous-commissions auxiliaires; mais tant Monsieur Barros Arana que son auxiliaire M. Bertrand, « s'opposèrent formellement à ce procédé, en disant que le travail devenait trop long et que, d'ailleurs, il n'était pas compris dans les facultés des experts, qui ne devaient qu'étudier et constater les difficultés que présenteraient certaines vallées formées par la bifurcation de la Cordillère », suivant le texte de la note de M. Pico, du 10 Février 1892. Ce différent fut vite aplani, grâce à l'intervention de notre plénipotentiaire, qui parvint à éviter une rupture, par des procédés signalés dans sa dépêche du 27 Février de la même année; mais il se reproduisit plus tard, à l'arrivée au Chili de M. Virasoro. En Janvier 1893 celui-ci fit valoir l'avantage qu'il y aurait à lever des plans, et rappela que cela était convenu depuis l'année antérieure. Le refus le plus formel paralisa ses projets: « Cela est inutile, lui dit-on; c'est un procédé long, il n'est pas autorisé par le traité, les ingénieurs auxiliaires doivent emporter des instructions précises pour procéder sur le terrain et faire la démarcation, suivant les circonstances et suivant les termes du traité ». (Rapport de Virasoro du 26 Juin 1893). L'écueil prenait une certaine importance et il était prudent de le franchir, avant de continuer des travaux sur l'étendue desquels ceux qui devaient les effectuer n'étaient pas d'accord.

La troisième question a été la conséquence malheureuse d'une erreur. La sous-commission argentine et celle du Chili, qui avaient pour chefs respectifs Messieurs Diaz et Bertrand, placèrent une borne provisoire dans la partie la plus centrale du pas ou *portezuelo* de San Francisco. Cependant les sous-commissions qui avaient

été d'accord au sujet de la situation, discutèrent les motifs et les circonstances qui avaient décidé ce choix et, devant l'impossibilité d'arriver à une entente, dressèrent des procès-verbaux séparés. Cette divergence fit que les antécédents furent envoyés au gouvernement argentin, qui, après avoir entendu Messieurs Diaz et Virasoro, nommé expert depuis peu, résolut le 20 Septembre 1892 « de faire vérifier les opérations techniques dans le pas de San Francisco, ou chemin que traverse la Cordillère depuis la région argentine jusqu'à la région chilienne, pour déterminer la situation du point de départ de la ligne en dedans de ce chemin, à l'endroit où les opérations le conseilleront ; et si ce point ne se trouve pas dans le massif central, on devra supprimer les travaux de limitation du *portesuelo* de San Francisco ». Monsieur l'expert de la République du Chili se refusa à accepter ce tempérament. Il dit et répéta que la borne était déjà placée, qu'elle l'avait été en conformité stricte avec les instructions, et que par conséquent on devait la considérer comme un fait consommé. L'opinion des deux pays fut agitée par la propagande de la presse, et la difficulté revêtit un caractère sérieux.

La quatrième question émut profondément le peuple chilien. Le négociateur du traité de 1881, pour défendre ses dispositions devant le Congrès argentin, déclara que, suivant lui, la République posséderait des territoires baignés par le Pacifique, et cita, à l'appui de son opinion, celle du Dr. Moreno, qui s'exprimait dans ces termes synthétiques : « le traité qui signale pour limite sud au territoire argentin le degré 52°, et à l'Ouest la Cordillère des Andes, nous permet de posséder des ports sur les eaux du Pacifique ». Dans cette hypothèse la convention fut sanctionnée, mais aussitôt qu'elle eut été rendue publique, on entendit de l'autre côté de la Cordillère une rumeur d'alarmes et de protestations qui appelèrent l'at-

tention, et transpirèrent dans les communications officielles. « Je n'hésite pas à déclarer, — disait l'expert Barros Arana, en Janvier 1892, — que cette prétendue démarcation est une chimère géographique, soutenue, il est vrai, dans des écrits et sur des cartes de date récente, auxquels je ne puis accorder la moindre autorité, ni un but sérieux, comme aussi je ne puis l'accorder à une autre chimère géographique que je vois soutenir dans les mêmes écrits et sur les mêmes cartes. Je veux parler des prétendus ports argentins sur le Pacifique qui, contre l'esprit et la lettre du traité, viendraient interrompre et trancher la continuité du territoire chilien. On a fait et refait, sur ce point, des cartes dont les auteurs se sont livrés à un travail aussi pénible qu'inutile ; travail qui, de même que la question géographique que l'on voudrait soulever avec son aide, ne pourra conduire ni aujourd'hui, ni demain, ni jamais, à un résultat pratique ». L'expert argentin, M. Pico, avait une opinion diamétralement opposée. Dans le mémorandum qu'il envoyait le 26 Février à son gouvernement, il répondait aux appréciations de son collègue et exposait : « Il n'y a pas lieu non plus, à mon sens, à ce luxe de réthorique déployé contre les *prétendus ports argentins dans le Pacifique*. Si dans l'application sur le terrain des clauses du traité (aujourd'hui, demain, ou un jour quelconque), il résulte que la République Argentine a droit à des ports sur le Pacifique, elle les aura ». La division sur ce point particulier persistait, et s'était encore prononcée davantage, quand commencèrent les démarches pour le protocole de 1893.

La cinquième question fut la plus importante et celle qui produisit la plus profonde impression. Elle se rapportait à l'interprétation même du traité de 1881, dans son essence, dans la clause destinée à établir la règle qui devait présider au tracé de la ligne frontière. Les

organes de publicité, dans les deux pays, entrèrent dans la discussion dès le premier moment et suscitèrent des polémiques fréquentes et ardentes, qui portèrent l'émoi jusqu'au sein de la commission des experts. Dans la conférence du 12 Janvier 1892, dont il ne fut dressé aucun procès-verbal, il avait été convenu entre M.M. Pico et Barros Arana—comme il est prouvé par les communications de l'expert argentin à son gouvernement—que les sous-commissions mixtes chargées de la démarcation de la frontière dans la Cordillère des Andes auraient pour

« *Première* et fondamentale instruction, l'application stricte de l'article 1^{er} du traité de limites de 1881, dans le ressort de leur compétence et qui dit : « La limite entre la République Argentine et le Chili est du Nord au Sud jusqu'à la parallèle 52° de latitude, la Cordillère des Andes. La ligne frontière, se développera dans cette étendue par les faites les plus élevés desdites cordillères qui partagent les eaux, et passera entre les versants qui dévalent d'un côté et de l'autre. »

« *Secondement*. Quand les faites les plus élevés de la Cordillère des Andes se présenteront sous la forme de plateformes ou *altiplanicies*, on cherchera au moyen de la nivélation les points les plus élevés de ces plateformes et c'est par eux que courra la ligne de division. »

Le procès-verbal devait être dressé le jour suivant, 13 Janvier, mais il n'en fut pas ainsi, parce que l'expert du Chili, comme il l'a dit, voulait fixer le sens précis de l'article 1^{er} du traité, et déclara que la ligne de division entre les deux nations devait se développer par le partage des eaux, dut-on, pour ce faire, s'écarter des faites les plus élevés de la Cordillère. L'expert argentin combattit cette thèse, et dans l'impossibilité d'arriver à un compromis, ils résolurent tous les deux de suspendre les travaux

et de soumettre les points de la dissidence à la décision de leurs gouvernements respectifs.

Dans ce but, M. Pico remit à son collègue la note du 13 Janvier, dans laquelle il soutient son opinion. M. Barros Arana répliqua par une déclaration très étendue, où il révèle sa manière de comprendre le traité, avec grand renfort d'arguments, mais sans la clarté que l'on eût désiré trouver dans la conclusion finale.

Il détermine, il est vrai, que la frontière se développe par la ligne de partage des eaux, mais il n'établit pas affirmativement si ce partage des eaux est celui du continent américain, celui de la Cordillère des Andes, ou celui de la chaîne principale et dominante. Malgré cela, la déclaration produisit une alarme que l'on comprend, d'autant plus qu'on y lisait « que la démarcation devant passer entre les versants qui dévalent d'un côté et de l'autre, il est clair et hors de toute discussion que cette ligne ne peut ni ne doit couper aucun versant, rio ou simple rivière », ce qui importait exclure la limite orographique pour ne tenir compte que des origines des cours d'eau, où qu'ils se trouvassent : sur les cimes des montagnes ou sur les douces et presque imperceptibles déclivités des larges plaines patagoniques.

Dire qu'une rivière est tout entière chilienne pour la seule raison qu'elle débouche dans le Pacifique, équivaut à prétendre qu'il est inutile que le traité de 1881 fasse mention de la Cordillère; qu'il est inutile aussi qu'il parle de ses faîtes les plus élevés; équivaut à tronquer la convention, à la décomposer et à la morceler pour y choisir les phrases ou les expressions que l'on considère propres à être adaptées à une doctrine à ses convenances, et à répudier celles qui ne s'accrochent pas à ses prétentions. L'expert argentin, pour lequel il ne pouvait être douteux qu'une rivière, coupée par la ligne frontière, pouvait appartenir en partie à une nation et en partie à

l'autre, adressa le 26 Février 1892 un long memorandum à son gouvernement, en lui exposant les difficultés qui étaient survenues.

L'intervention du plénipotentiaire argentin à Santiago évita que ce désaccord n'arrêtât, pour l'instant, la démarcation matérielle sur le terrain.

Cependant, l'année suivante, — en Janvier 1893, — les obstacles grandirent. L'expert du Chili sentit la nécessité inévitable de donner aux commissions auxiliaires des instructions précises, et souleva entre lui et le nouvel expert argentin M. Virasoro, le même différend qu'il avait eu autrefois avec M. Pico. On ne put concilier les opinions contradictoires. Un expert, celui du Chili, croyait que les rivières étaient tout entières chiliennes ou tout entières argentines; l'autre au contraire, l'argentin, admettait la possibilité de couper les cours d'eau, en suivant la ligne de la Cordillère.

La démarcation fut ainsi arrêtée, au point que les experts préparèrent un procès-verbal de divergence, que les négociateurs du traité de 1893 laissèrent de côté. Le 26 Juin de la même année 1893, Virasoro informait le Gouvernement de ces incidents et disait :

« M. Barros Arana, en insistant pour ne point dresser préalablement de plans, et sur la nécessité de donner aux auxiliaires des instructions précises, pour qu'ils s'en tinssent strictement à la ligne de partage des origines des eaux qui se dirigent respectivement vers l'Atlantique ou le Pacifique, me dit qu'il croyait convenable que, dans une prochaine conférence, nous dressions un procès-verbal où l'on constaterait l'opinion de chacun des experts relativement aux procédés à suivre. Nous tombâmes d'accord sur ce point, et je dis à M. Barros Arana que devant aller jusqu'à la Cordillère au devant de Monsieur le ministre Quirno Costa, qui venait au Chili en caractère d'Envoyé extraordinaire argentin, je présente-

rais mon exposition à mon retour. À la date du 27 Janvier, je rendis compte par le télégraphe au Ministre des Affaires Etrangères de ce qui s'était passé dans les conférences antérieures, en lui faisant savoir que nous étions sur le point de dresser le procès-verbal de divergence. Le 3 Février, quand le Docteur Quirno Costa se trouvait déjà à Santiago, j'eus une nouvelle conférence avec mon collègue, M. l'expert chilien, et suivant ce dont nous étions convenus antérieurement, je lui présentai l'exposition qui, de mon côté, devait être insérée au procès-verbal, et que connaissait d'avance et qu'avait approuvée le Ministre argentin. Je ne la donne pas ici parce qu'elle n'était que la reproduction de ce qui avait été discuté dans les conférences et que, d'autre part, elle est restée sans effet. Monsieur Barros Arana me dit qu'à la suite de mon exposition il ferait constater la sienne, et emporta à cet effet le procès-verbal déjà rédigé et qui commençait par la mienne. Bien des jours s'écoulèrent sans qu'il me fit connaître sa résolution à ce sujet, et enfin, vers le milieu de Février, survint l'intervention amiable et confidentielle de M. le ministre argentin, afin d'essayer d'aplanir les difficultés et les divergences qui s'étaient produites. »

Les cinq questions énoncées, les unes de fond et les autres de forme, entravèrent la marche de la démarcation et donnèrent naissance à un état d'inquiétude dans les deux républiques. Ce fut dans ces circonstances difficiles que les gouvernements, guidés par un désir commun de paix et de confraternité, étudièrent avec un esprit calme le fondement de chacun des désaccords survenus et, par de mutuelles concessions, les aplanirent toutes.

Dans la ville de Santiago, le 1^{er} Mai 1893 se réunirent M. Quirno Costa, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République Argentine et M. Isidoro

Errázuriz, en son caractère de plénipotentiaire *ad hoc*, et convinrent des clauses de l'arrangement, dans le texte duquel on lit « après avoir pris en considération l'état actuel des travaux des experts chargés de procéder à la démarcation de limites entre la République Argentine et le Chili, conformément au traité de limites de 1881, et animés du désir de faire disparaître les difficultés qui les ont arrêtés ou pourraient les arrêter dans l'accomplissement de leur mission, et d'établir entre les deux états une complète et sincère harmonie, qui réponde aux précédents de confraternité et de gloire qui leur sont communes, et aux vives aspirations de l'opinion d'un côté et de l'autre des Andes. »

Il serait puéril de prétendre que des expressions aussi élevées et aussi concises ne sont que de simples figures littéraires. Quand les représentants de deux nations en litige consignent dans un document solennel qu'ils ont pris en considération « l'état actuel » des débats : quand ils indiquent qu'ils se sont préoccupés « de faire disparaître les difficultés », seul, un esprit dominé par des préjugés doctrinaires peut dire et répéter que l'on n'a pas tenu compte de « l'état actuel » des débats, et que personne n'a pris à tâche de « faire disparaître les difficultés ».

Dans le champ des conjectures, on peut admettre la possibilité d'une omission, par suite d'un oubli ; mais les oublis sont invraisemblables dans les relations diplomatiques, quand il s'agit de questions vitales, importantes, d'intérêt primordial, de ces questions qui ont été la cause efficiente des négociations qui ont donné naissance aux conférences.

Messieurs Quirno Costa et Errázuriz ont pu oublier des détails insignifiants au sujet des difficultés entre les experts, mais on ne saurait concevoir qu'ils aient oublié

celles qui formaient un rempart infranchissable devant leurs grandes aspirations de paix et de confraternité.

S'ils avaient gardé le silence au sujet de l'une des cinq questions controversées, soulevées au cours des travaux, on ne s'expliquerait, en aucune façon, les phrases qui servent de début au traité, puisque ces questions étaient connues, notoires, avaient franchi l'enceinte des chancelleries et étaient du domaine public, où elles étaient vivement commentées. La première et la dernière, surtout, exigeaient la première place dans l'attention. Pour faire la démarcation de la ligne de frontières de la Terre de Feu, qui est une coordonnée géographique—la ligne droite qui en partant du Cap *Espiritu Santo* se prolongerait vers le Sud vrai—il était d'une absolue nécessité de convenir de son point de départ exact; pour faire la démarcation de la Cordillère depuis l'extrême Nord jusqu'à la parallèle 52° de latitude australe, il était aussi d'une absolue nécessité de préciser la correcte interprétation du traité de 1881. Si l'on avait passé sous silence l'un ou l'autre de ces points, on aurait laissé debout l'obstacle qui se dressait devant la détermination des limites, tant dans la Terre de Feu que dans la Cordillère des Andes.

Le simple bon sens repousse l'idée de semblables omissions. Tout au contraire, les règles les plus élémentaires de la logique et ce qui nous est dicté par la raison nous imposent cette conclusion: il faut accepter qu'avec le traité de 1893 les divergences antérieures ont disparu, puisque les représentants des deux pays ne se sont réunis que pour les détruire et ont ensuite déclaré qu'ils les avaient toutes détruites.

III

SOMMAIRE — Solutions du traité de 1893 pour la démarcation dans la Terre de Feu, sur les facultés des sous-commissions, sur la borne provisoire de San Francisco, sur les canaux du Sud-Ouest. Il n'était pas possible que le traité omit la difficulté, déjà soulevée, du *dicortium aquarum*. Décision du Gouvernement du 24 Décembre 1889. Décision du Gouvernement de 30 Janvier 1892.

L'exégèse de la convention de 1893 permet encore d'ajouter de nouvelles considérations à l'appui de celles qui précèdent. Ses termes clairs et concluants révèlent à tout interprète impartial que toutes les questions qui avaient divisé l'opinion des experts ont été résolues.

La première l'a été par l'article 4^e, qui prescrit : « La démarcation de la Terre de Feu commencera en même temps que celle de la Cordillère, et partira du point dénommé *Cabo Espiritu Santo*. Comme, depuis la mer, se présentent à la vue, dans cet endroit, trois hauteurs ou collines d'une moyenne élévation, l'on prendra pour point de départ celle du milieu ou intermédiaire, qui est la plus élevée, et l'on placera sur son sommet la première borne de la ligne de démarcation, qui doit continuer vers le Sud, dans la direction du méridien. »

Par conséquent, l'on n'a pu revenir ensuite sur ce point.

La seconde question, relative aux facultés des sous-commissions et à la levée des plans, a été résolue par les articles 5, 6, 7 et 9, qui fixent les règles de conduite aux commissions et leur ordonnent de recueillir toutes les données nécessaires pour tracer sur le papier, d'un commun accord et avec toute l'exactitude possible, la ligne de division au fur et à mesure qu'ils opéreront la démarcation sur le terrain.

La troisième question, ayant rapport à la borne de San Francisco, fut résolue dans la forme suivante, par l'article 8^e: « L'expert argentin ayant représenté que pour signer en pleine connaissance de cause le procès-verbal du 15 Avril 1892, par lequel une sous-commission mixte chileno-argentine a marqué sur le terrain le point de départ de la démarcation de limites dans la Cordillère des Andes, il croyait indispensable de faire une nouvelle étude des lieux pour confirmer ou pour rectifier cette opération, en ajoutant que cette vérification ne retarderait pas la continuation du travail, qui pourrait être poursuivi simultanément par une autre sous-commission; et l'expert chilien ayant déclaré que pour sa part, bien qu'il crût que l'opération eût été exécutée strictement d'accord avec le traité, il ne voyait pas d'inconvénient à accéder aux désirs de son collègue, comme preuve de la cordialité avec laquelle ces travaux étaient menés, les sous-signés sont convenus de pratiquer la révision de ce qui a été fait, et, en cas d'erreur, de faire transporter la borne au point où elle aurait dû être placée, suivant les termes du traité de limites. »

La quatrième question, qui avait causé tant d'impression au Chili, chez ses hommes politiques et dans la presse—celle ayant trait à la possibilité de l'existence de terres argentines sur les côtes du Pacifique,—a été décidée au moyen de la transaction indiquée dans l'article 2^e, dont les termes, dans la première partie, au moins, sem-

blent avoir été un peu négligés par les écrivains chiliens et dont l'importance est cependant capitale, sans aucun doute, pour l'interprétation correcte du traité. À l'égard des terres du Pacifique, il suffisait peut-être de rappeler le dernier paragraphe de cet article, mais il n'est pas équitable de laisser de côté la disposition tout entière, si l'on désire chercher la portée et la signification du Protocole de 1893 dans toute son étendue. En résumé, on peut se dire, pour le moment, que la transaction insérée dans l'article 2^e, a eu pour résultat le renoncement argentin à des droits éventuels sur les contrées littorales du Pacifique, en échange desquels on abandonnerait l'idée d'altérer la limite convenue, en la retirant des faîtes élevés de la Cordillère pour la transporter aux sources des rivières, sujettes aux changements et aux déplacements multiples que produisent les éléments atmosphériques. « Si, dans la partie péninsulaire du Sud, en s'approchant de la parallèle 52', la Cordillère se présentait comme internée parmi les canaux du Pacifique, qui existent dans cet endroit, les experts procéderaient à l'étude du terrain pour fixer une ligne de division que laisse au Chili les côtes de ces canaux; sur la vue de ces études, les deux gouvernements la détermineront à l'amiable. »

Quatre des cinq difficultés furent aussi levées par le pacte de 1893, et serait-il possible de dire que l'on a omis la cinquième et dernière, qui était la plus importante, et celle qui retardait le plus la poursuite des travaux? Quel aurait été le but d'une semblable omission?

Les hommes d'État qui approuvèrent sous leur signature les clauses de la convention, les gouvernements qui les ont acceptées, les congrès qui leur prêtèrent leur sanction, connaissaient, jusqu'aux plus infimes détails la discussion sur le partage des eaux et ne pouvaient l'oublier, pendant tout le temps que dura la longue

préparation du protocole. Quant au gouvernement argentin, il est utile de rappeler que le memorandum de M. Pico l'avait mis au courant des incidents du débat depuis le 26 Février 1893, si bien qu'il avait déjà reçu à l'avance les détails intéressants qui sont enregistrés aux archives du Ministère des Affaires Etrangères.

Et en effet, depuis très longtemps déjà, le Pouvoir Exécutif de la République s'était préoccupé du grave désaccord sur l'interprétation de l'article 1^{er} du traité de 1881, qui n'avait cependant pas pris au début les formes précises de communications officielles, mais s'était esquissé, même avec une certaine aigreur, dans les polémiques de la presse. Le 24 Décembre 1889, le Gouvernement National approuva un mémoire présenté en conseil des Ministres par M. le Dr. Zeballos et dans lequel il est dit: « On entend par ligne des faites les plus élevés, aux effets du traité, celle qui se développe sur les parties les plus élevées du corps organique qui forme l'ossature de la Cordillère, quoique ce corps ait des solutions de continuité transversale ou des vallées intermédiaires. Le traité se rapporte à des faites qui doivent avoir deux caractères: 1^{er}. Être les plus élevées. 2^e. Partager les eaux. Ce n'est pas parce que, dans certaines parties, les eaux de ces faites se rendent toutes dans le Pacifique, que ceux-ci cessent d'être les plus élevés et de partager les eaux. S'il y a des solutions de continuité, des brèches qui coupent ces faites, il sera juste de suivre dans ce cas la ligne idéale du massif pour les relier entre eux. Le Chili prétend abandonner la Cordillère et chercher en dehors d'elle une ligne de partage des eaux continentales, et cela indique qu'il convoite les vallées orientales de la Cordillère. Il démontre son désir de s'agrandir et cette idée n'est pas seulement injuste, elle est dangereuse. »

Ces conflits d'opinion semblaient si sérieux, que M. le

Ministre étudia aussi dans le mémoire déjà cité, les moyens de les résoudre. Il y en avait quatre à son avis: l'ajournement, la guerre, la transaction et l'arbitrage, et parmi eux il considérait comme préférable la transaction « qui laisse les vallées patagoniques à l'Argentine et les ports du Pacifique, ou golfes fermés, au Chili, dénouement possible dans les limites d'une politique modérée et qui peut contenter les aspirations communes. »

Si donc, la préoccupation du *divortium aquarum* existait, et, partant, celle des vallées patagoniques; si cette préoccupation était si aigüe qu'elle arriva jusqu'à faire naître des craintes pour la paix américaine, est-il vraisemblable qu'elle ait été laissée dans l'oubli en 1893 lors de la célébration de la convention dans laquelle les négociateurs déclarèrent qu'ils l'établissaient « après avoir pris en considération l'état actuel des travaux des experts », et « animés du désir de faire disparaître les difficultés qui les ont arrêtés ? » N'est-il pas plus rationnel d'imaginer que suivant la politique adoptée par le gouvernement argentin, dans le Conseil des Ministres du 24 Décembre 1889, le traité de 1893 contenait la transaction préconisée par le Ministre Zeballos ? Il est évident que par ce traité l'Argentine reconnaissait au Chili les canaux du Pacifique, n'est il pas évident aussi que le Chili a reconnu à l'Argentine l'interprétation du traité de 1881 qui lui permettait de conserver ses vallées patagoniques ?

Le Conseil des Ministres du 24 Décembre 1889 fut renouvelé, dans des circonstances plus remarquables, en Janvier 1892.

L'expert chilien, M. Barros Arana, avait adressé à son collègue la note, que nous avons déjà mentionnée, du 18 Janvier, où il soutenait la thèse que la ligne frontière « ne peut ni ne doit couper aucun versant, qu'il soit rivière ou simple ruisseau ». Le Ministre Zeballos prépara alors une nouvelle exposition tendant à définir et à

préciser la valeur de l'article 1^{er} du traité Irigoyen-Echevarría. « Dans le Droit international, dit-il, comme dans le traité de 1881, quand une cordillère immense s'interpose entre deux nations, par quelle partie de cette cordillère passera la limite? Par le massif central, en laissant les vallées des deux versants aux souverainetés respectives. Quelle règle guidera les ingénieurs chargés de la démarcation pour diviser le massif central? Le partage des eaux de ce massif qu'il n'est pas possible de confondre avec le partage des eaux des autres chaînes de montagnes moins élevées, reliées au massif central ou indépendantes du même massif, ni avec le *divortia aquarum* des plaines orientales, bien qu'il s'y trouve des eaux qui coulent vers le Pacifique, pour des raisons géographiques purement locales, internes et accidentelles qui ne donnent leurs lois générales ni à la science ni au droit public. »

La note de Mr. l'expert chilien, en date du 18 Janvier 1892, revêtait une importance si marquée, et mettait obstacle sous une forme si accentuée à la correcte application des traités, que Mr. le Président de la République, le Dr. Carlos Pellegrini, crut de son devoir d'étudier personnellement le fond même de la divergence et d'exprimer ses impressions dans un document qui fut lu dans le conseil des Ministres du 30 Janvier, et qui se trouve, avec les autres déjà indiqués, aux archives du Ministère des Affaires Etrangères.

En présence de ces faits, pourrait-on affirmer encore que le traité de 1893 a omis de s'occuper d'un point essentiel, autour duquel roulait la majeure partie des désaccords?

Il faudrait que tous ceux qui sont intervenus dans la convention professassent, comme doctrine et comme système diplomatique, l'idée que la parole a été donnée à l'homme pour déguiser sa pensée, si, malgré les phrases

explicites qui forment le début de cette convention, on arrivait à cette conclusion que ceux qui l'ont faite avaient écarté la question vitale pour ne régler que les autres, qui le cédaient à celle-là en gravité, qui tout dignes d'attention qu'elles fussent, devenaient pâles à tous les points de vue, si on les comparait avec celle du *divortium* continental des eaux.

La cinquième question fut donc résolue, comme elle devait l'être, en conservant le texte du traité de 1881, mais dégagé des ombres et des doutes dont Mr. l'expert du Chili avait prétendu l'envelopper dans sa dépêche du 18 Janvier 1892.

IV

SOMMAIRE -- Interprétations diverses du traité de 1881—Théorie des faîtes isolés: ses inconvénients—Théorie du *dicortium aquarum* continental: impossibilité absolue de son application.

L'article 1^{er} du traité de 1881 s'exprime ainsi dans sa partie dispositive: «La limite entre la République Argentine et le Chili est, du Nord au Sud, jusqu'à la parallèle 52° de latitude, la Cordillère des Andes. La ligne frontière se développera dans cette étendue par les faîtes les plus élevés desdites Cordillère qui partagent les eaux et passera à travers les versants qui dévalent d'un côté et de l'autre».

Des interprétations extrêmes, également erronées, ont servi aux écrivains des deux pays à fabriquer des doctrines arbitraires qu'ils ont prétendu baser sur ces clauses du traité.

Suivant l'une, la ligne frontière se développe par les pics les plus élevés de la Cordillère. Pour ceux qui la soutiennent, il n'est pas besoin de chercher sur le terrain d'autres éléments de critérium que la hauteur des pics andins.

L'avantage d'une semblable théorie est basé sur ce que la frontière ne s'écarte pas de la colossale chaîne de montagnes qui, géographiquement et politiquement, divise les

deux nations situées dans la partie australe de l'Amérique. A ce point de vue elle s'adapte à la prescription suivant la quelle « la limite entre la République Argentine et le Chili est, du Nord au Sud, jusqu'à la parallèle 52° de latitude, la Cordillère des Andes ».

Les désavantages de cette théorie sont cependant nombreux. D'abord elle tronque le traité en ne tenant pas compte des expressions: partage des eaux et versants qui dévalent d'un côté et de l'autre. Au reste, considérée au point de vue pratique, elle donnerait lieu à une ligne brisée qui sauterait de pic en pic, sur la cime de hauteurs et de volcans, détachés très souvent du massif central, de l'axe de la chaîne, et isolés, comme des sentinelles avancées, à l'orient et à l'occident de l'ossature principale de la montagne.

L'autre interprétation est celle qui a été soutenue par l'expert du Chili dans la note du 18 Janvier 1892. Suivant elle, la ligne se développe par la séparation des bassins hydrographiques des rivières tributaires du Pacifique et de l'Atlantique. Les défenseurs de cette théorie croient que le travail des ingénieurs chargés de la démarcation se borne à rechercher le cours visible des rios: ceux qui se jettent dans le Pacifique seront chiliens depuis leurs sources, et ceux qui se jettent dans l'Atlantique seront argentins.

Parmi les erreurs innombrables de cette doctrine, on peut signaler les suivantes :

1°.—Elle ne tient pas compte de la Cordillère des Andes qui est la limite naturelle, et celle que le traité détermine, en sanctionnant un fait imposé par la géographie.

La Cordillère des Andes est un accident terrestre qui obéit à une formation spéciale: la ligne de partage des eaux du Continent américain est un autre accident distinct du précédent, et qui obéit dans sa formation à des causes différentes.

Il ya des cas ou ils coïncident l'un avec l'autre, mais il y en a aussi où la coïncidence est impossible; donc, si on adopte comme règle unique la séparation des bassins hydrographiques, on restera quelquefois dans les conditions du traité on les violera d'autres fois. La violation peut arriver à un point inimaginable, dans les termes du traité, quand le *divortium* interocéanique, comme cela arrive en Patagonie, se produit en dehors de la région proprement andine, dans les molles déclivités des plaines.

En théorie, il n'est pas possible de ne pas être d'accord sur un fait que l'observation démontre, c'est que le partage des eaux est indépendant des accidents orographiques.

Pour le démontrer, il suffit d'invoquer une autorité irrécusable au Chili: l'expert Barros Arana, l'infatigable défenseur du *divortium* continental. Avant la signature du traité de 1881, et à l'époque où le jugement du savant n'était pas offusqué, par des considérations de convenance nationale, qui ne s'étaient pas encore laissé pressentir, Mr. Barros Arana écrivait: «L'ensemble des penchants et des vallées d'où naissent les sources et les ruisseaux qui vont alimenter une grande rivière forme ce que l'on appelle *son bassin ou sa région hydrographique*. Des groupes de montagnes, des hauteurs plus ou moins prononcées du terrain, forment les lignes de partage de ces bassins. Les Alpes, par exemple, dans une proportion comparativement réduite, séparent les bassins de fleuves qui vont se jeter dans l'Adriatique, la Méditerranée et la mer du Nord. De petites élévations séparent le bassin du Parana de celui du Tocantino, de telle sorte que les sources de ces deux grands fleuves sont séparées par une courte distance. Le Missouri, dont les eaux vont se jeter dans le Golfe du Mexique, et le Colombia qui va se jeter au Nord de

l'océan Pacifique, prennent naissance dans les Montagnes Rocheuses, et leurs sources ne sont séparées que par un ou deux kilomètres. Dans quelques occasions la ligne de partage de deux régions hydrographiques est interrompue par des brèches à travers lesquelles les eaux peuvent communiquer d'un bassin dans l'autre. En arrivant à cette brèche, les eaux entraînées par une double pente, se divisent en deux rivières qui courent en un sens différent et quelquefois s'acheminent vers des mers opposées. C'est ce qui a lieu dans le haut Orénoque: ce fleuve, à peu de distance de sa source se partage en deux parties, l'une va vers le Nord pour se jeter dans la mer des Antilles, et l'autre appelée Casiquiare va s'unir au Rio Negro, un des grands affluents des Amazones. Un fait plus curieux encore, c'est ce qui arrive, au dire des Indiens, dans les Andes du Chili, à la hauteur de Valdivia: un cours d'eau abondant et que l'on pourrait appeler navigable, unit à travers les Cordillères les lacs de Reinihue et de Neltune, et met en communication l'Atlantique avec le Pacifique; mais ce singulier phénomène n'a pas été suffisamment observé. *Il ya des cas où la ligne de partage des eaux est simplement une plaine.* Dans les steppes de la Russie d'Europe, il y a une ligne de cette sorte qui court du Sud-Ouest au Nord-Est comme une espèce de contrefort de ces plaines immenses, où naissent la Dwina, le Dniéper et le Volga qui se dirigent, le premier vers le Nord, pour se jeter dans la Baltique et les deux autres vers le Sud, pour se jeter dans la mer Noire et la mer Caspienne ». (Éléments de Géographie physique par Diego Barros Arana, seconde édition, 1874, Santiago, page 121).

Il est superflu d'ajouter un mot de plus. Après ces citations, la conclusion suivante s'impose: Etablir comme critérium la ligne de partage des eaux continentales, c'est comme si l'on abandonnait, contre le texte du traité,

la frontière traditionnelle et « immuable » de la Cordillère des Andes.

2°. La doctrine est aussi en opposition avec la phrase insérée dans le traité et qui prescrit : « La ligne frontière se développera sur cette étendue par les faîtes les plus élevés desdites Cordillères qui partagent les eaux ».

Ce paragraphe indique qu'il y a dans la Cordillère des faîtes plus élevés qui partagent les eaux, et qu'il y a aussi des faîtes moins élevés qui les partagent également. Ceux qui sont chargés de la démarcation doivent étudier les uns et les autres, pour déterminer convenablement ceux d'une plus grande altitude et tracer la ligne sur leur arête.

Mais si la règle de conduite était la séparation des bassins hydrographiques des fleuves tributaires de l'Atlantique et du Pacifique, il n'aurait pas été possible de parler des faîtes les plus élevés ni des faîtes les moins élevés.

L'endroit où s'opère le *divortium continental* est sujet aux fréquents déplacements que produisent les éléments de la nature; dégels, tourmentes, avalanches, peuvent faire dévier, et font dévier souvent le cours des rivières; un tremblement de terre, l'éboulement d'une masse granitique, suffisent souvent pour donner un autre cours à une rivière et à modifier la position antérieure du *divortium* interocéanique. Mais si cela est certain, il ne l'est pas moins qu'à un jour fixé, à une heure déterminée, la source des fleuves se trouve à un point précis. Ou trouvera ce point dans une montagne ou dans une plaine, suivant le cas, mais cette montagne ou cette plaine sera une, spéciale et déterminée. Les origines des rios ne permettent pas de distinction entre faîtes *bas* et faîtes élevés, que le traité de 1881 ordonne de prendre dûment en considération.

Les mots « les plus élevés » renferment une idée de

rapport. Ce serait une crasse erreur grammaticale de les employer quand il n'y a pas de termes de comparaison. Personne ne prétend qu'à un moment donné il y ait divers *divortium* continentaux. La comparaison est donc impossible. En admettant par hypothèse, mais seulement par hypothèse, que les sources des rios se trouvent toujours sur «les faites», il aurait été absurde de les qualifier «les plus élevés» en rédigeant le traité, puisqu'il n'y avait pas en ce moment d'autres faites qui remplissent la condition: c'était à cette date «les seuls». Aujourd'hui peut-être il y en a d'autres—depuis 1881 jusqu'à 1899 il est possible que quelques rios aient changé de place—mais ceux qui existent en ce moment comme ceux qui existeront demain sont et seront «les seuls»: ce ne sont pas les plus élevés ni les moins élevés.

3^o.—La doctrine chilienne n'a pas de prise sur l'esprit et sur la lettre du traité. Jamais, même incidemment, il n'y est parlé du *divortium* continental.

L'article 2 se rapporte au *divortium aquarum* des Andes, et de même que le continent et les Andes sont deux choses très différentes, le *divortium aquarum* des Andes et le *divortium aquarum* Continental sont aussi deux choses très différentes.

La condition de partager les eaux se prête a des opérations multiples. Il y a le partage des eaux dans la Cordillère; il y a le partage des eaux dans les plaines; il y a le partage des eaux dans toutes les régions montagneuses ou non, qui par la disposition particulière du sol favorisent l'écoulement des eaux—provenant de l'atmosphère ou des sources,—dans des directions opposées. Dans chacun des continents, il est peut-être possible de marquer d'une ligne claire et précise quelquefois, d'autre fois vague et indéterminée, le partage des eaux, mais parmi ce système général il y a d'innombrables systèmes accessoires dont l'importance varie

suivant les cas. Dans l'Amérique méridionale, par exemple, il existe la ligne un peu indéfinie de partage entre les eaux qui coulent vers le Pacifique et celles qui coulent vers l'Atlantique. Les eaux qui se dirigent vers chaque océan se partagent aussi pour former les diverses rivières. Entre les affluents de l'Orénoque et ceux de l'Amazone, entre les affluents de l'Amazone et ceux de la Plata, il y a des *divortium* d'eaux, comme il y en a également entre les affluents divers d'une même rivière.

S'il fallait recourir aux opinions des savants pour prouver des vérités aussi évidentes et aussi simples, il suffirait de citer l'ex-expert de la République du Chili, qui, avant le traité de 1881 écrivait : « Chacun d'eux (il s'agit des rios) possède sa région *hydrographique*, *bassin ou ceinture* c'est-à-dire toute la partie du pays qu'elle approvisionne d'eaux : celle d'un fleuve, qui va jusqu'à la mer, s'appelle *principale*; celle d'une rivière ordinaire *secondaire* et celle d'un ruisseau *tertiaire*; les limites qui séparent ces régions ou contrées fluviales portent le nom de *ligne de partage des eaux* ». (Éléments de géographie physique, par Diego Barros Arana, seconde édition, Santiago, page 110).

Dans chaque région, par conséquent, la ligne de partage des eaux affectera des aspects et des modalités particulières, suivant qu'il s'agira d'une division principale, secondaire ou tertiaire.

Le traité n'a pas voulu qu'on prit pour règle de conduite le *divortium* continental, le *divortium* américain, le *divortium* entre les deux océans. Si telle avait été l'intention des négociateurs, il est à présumer qu'ils l'auraient déclaré. La convention parle d'une région circonscrite: il se rapporte au *divortium aquarum* des Andes qu'il a parfaitement défini, en le plaçant sur les faîtes les plus élevés de la Cordillère.

4°.—Ontre qu'elle est ouvertement en opposition avec la lettre des traités, la théorie du *divortium* continental est pratiquement inacceptable, non seulement à cause des changements auxquels la ligne est exposée par ce système, mais à cause des sinuosités qu'elle suivrait, en serpentant entre les sources des montagnes et des plaines, le long des rivières et de leurs affluents; en sautant du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, de l'Ouest à l'Est, du Sud au Nord, suivant les directions trouvées; en apportant des difficultés jusque dans la juridiction politique des pays intéressés.

Les deux interprétations extrêmes, celle des hautes cimes absolues et celle du *divortium* continental sont inconciliables avec le texte du traité de 1881. Toutes les deux, par conséquent, devraient être repoussées.

V

SOMMAIRE — Interprétation correcte de la règle contenue dans l'article 1^{er} du Traité de 1881.

L'interprète qui étudie sans passion le texte de l'article premier de la transaction Irigoyen-Echevarría, arrivera, sans aucun doute, aux conclusions où arrivaient M. le Président de la République, Dr. Pellegrini et son Ministre des Affaires Etrangères, M. le Dr. Zeballos, dans le Conseil de Cabinet du 30 Janvier 1892. Il est facile de le prouver en examinant sommairement les termes dont on s'est servi.

« *La limite entre le Chili et la République Argentine est, du Nord au Sud, jusqu'à la parallèle 52° de latitude, la Cordillère des Andes* ». Voilà la règle, la synthèse du traité, le principe qui domine les dispositions corrélatives. La frontière doit être dans la Cordillère, de par une clause qui lie la volonté des deux nations. Sortir de la Cordillère, c'est violer la loi internationale.

La Cordillère est cependant une formation orographique complexe, et dans son sein, faute de meilleurs renseignements, la limite pourrait être tracée sous des formes diverses. Les négociateurs qui commencèrent par enfermer la ligne frontière dans la région andine, marquèrent plus tard la zone de démarcation d'une façon

plus nette et allèrent jusqu'à la définir; « une ligne qui se développera dans cette étendue, par les *faîtes les plus élevés qui partagent les eaux.* »

Les ingénieurs chargés de tracer les limites ne doivent, alors, tenir aucun compte des vallées et des ravins et ne s'occuper que des *faîtes*, parce que le traité le prescrit ainsi. Ils doivent choisir *les faîtes les plus élevés qui partagent les eaux.*

Dans le vrai sens des mots, tous les faîtes ne *partagent pas les eaux*. Les pics, d'ordinaire ont une forme conique, et *déversent* dans toutes les directions les eaux pluviales et celles qui proviennent de la fonte de leurs neiges, mais ils ne *partagent pas les eaux* en deux directions opposées, ce que le traité a voulu indiquer quand il a parlé « *d'un côté et de l'autre* ».

Les faîtes qui *partagent les eaux* sont les faîtes qui forment une chaîne, les crêtes d'une formation montagneuse, l'arête ou axe de leurs deux côtés. Les eaux pluviales tombent sur ces faîtes et descendent de suite, par les deux côtés des plans inclinés; elles ne se répandent pas, comme cela arrive pour les pics, tout autour du point culminant, à tous les vents, vers tous les points de l'horizon.

Dans une chaîne de montagnes compliquée, il est naturel qu'il existe des formations plus ou moins parallèles de faîtes qui partagent les eaux, de faîtes enchaînés, de crêtes proprement dites. Si le traité s'était limité à signaler, comme points de la frontière, les faîtes qui partagent les eaux, les personnes chargées de la démarcation auraient pu être arrêtées par une difficulté insurmontable en se trouvant devant plusieurs chaînes, sur l'ossature desquelles les eaux se partagent.

Le traité a été prévoyant quand il a disposé que parmi ces faîtes il fallait choisir *les plus élevés*. Il évitait, au moins, ainsi toute confusion.

Le traité ajoute que la ligne *passera à travers les versants qui dévalent d'un côté et de l'autre*, et il a ajouté ces mots pour compléter l'idée et signifier que la limite est constituée par l'arête supérieure de la Cordillère, d'où descendent, vers les deux côtés, les deux plans inclinés ou *versants*, car personne n'ignore que les versants signifient en langue espagnole, et dans les termes techniques de la géographie, « les côtés des montagnes par où dévalent les eaux » — pour employer la définition adoptée par l'ex-expert du Chili, M. Barros Arana. — *Éléments de Géographie Physique*, page 42.

En résumé : la frontière argentino-chilienne, se trouve au dedans des Andes, dans la chaîne principale et dominante et se développe par la succession des faites les plus élevés, par le partage des eaux, ou soit, par l'arête où les eaux pluviales et de dégel se divisent pour tomber par les plans inclinés ou déclivités qui constituent la montagne. Cette interprétation est basée fidèlement et entièrement sur les termes de la convention de 1891, et est exempte des graves défauts des doctrines extrêmes : celle des hauts pics absolus et celle du *divortium* interocéanique.

En procédant conformément à cette interprétation, le cours des rios n'a plus aucune importance; ils peuvent être coupés par la ligne de division, quand ils traversent le massif à travers les brèches et les dépressions.

Il est irrégulier, plus qu'irrégulier, absurde, que la ligne frontière qui court du Nord au Sud par l'arête de la chaîne principale s'écarte tout à coup de sa direction et descende de la montagne vers la plaine pour suivre le cours du rio, qui l'interrompt, jusqu'à ses sources, revienne ensuite de la plaine à la montagne et continue de nouveau par l'ossature andine, après avoir fait un long détour dans des régions écartées. La convention de 1881 ne se prête pas à une semblable interprétation.

Pour ne pas sortir des faites les plus élevés de l'axe orographique, la frontière doit couper le rio et passer en ligne droite la brèche par où il s'écoule.

Toute cordillère a un *divortium* des eaux régional, mais son arête est interrompue généralement par des rivières ou des ruisseaux. La cordillère de la côte du Chili peut servir d'exemple. Quoique ses faites partagent les eaux, ses eaux se rendent toutes au Pacifique. La cordillère de la côte est ouverte de distance en distance par les cours d'eau qui descendent des Andes, ou, en d'autres termes,—employés par M. Barros Arana,—«cette chaîne est fréquemment coupée par les rios qui s'ouvrent un passage à travers leurs massifs, dans leur marche vers le mer». — *Éléments de Géographie Physique*, page 324

La République Argentine comprenait ainsi le pacte Irigoyen-Echeverría, en opposant des exemples et des arguments à la théorie chilienne du *divortium* continental, quand les multiples divergences, survenues pendant le cours de la démarcation, donnèrent lieu à la négociation de 1893.

Pour les interprètes argentins, le texte de la première convention était clair et catégorique. Cependant les plénipotentiaires désirèrent déterminer davantage encore leurs conclusions, en coupant court, une fois pour toutes, aux discussions qui, dans un moment difficile, avaient mis en péril la paix du continent, le bien être et la tranquillité des deux nations en litige.

VI

SOMMAIRE — Le traité de 1893 mit fin aux doctrines des pics isolés et du *dicortium aquarum* continental. Examen des articles qui s'y rapportent. «Morceaux de rios», «chaîne principale», canaux de la parallèle 52°, détermination du placement des bornes de division, accidents dont il doit être pris note sur les plans.

Le traité de 1893 contient diverses clauses où se trouve expliquée la règle que celui de 1881 avait établie, et où par conséquent, le *divortium* continental est repoussé.

1. L'article premier commence ainsi : «L'article 1^{er} du traité du 23 Juillet 1881 ayant disposé que «la limite entre le Chili et la République Argentine est, du Nord au Sud jusqu'à la parallèle 52° de latitude, la Cordillère des Andes, et que la ligne frontière se développera dans cette étendue par les faîtes les plus élevés de ladite Cordillère qui partagent les eaux, et passera à travers les versants qui dévalent d'un côté et de l'autre», les experts et les sous-commissions prendront ce principe comme règle invariable de leurs procédés.»

On élève, comme on le voit, à la catégorie de règle invariable un principe d'après lequel le cordillère doit être respectée comme un frontière placée par la nature

même, et l'on répète que sur ses *faites les plus élevés* qui partagent les eaux, doit être tracée la ligne de division. Les seuls faites,—dans le cas où ils seraient des faites, ce qui n'arrive pas toujours—qui séparent les bassins hydrographiques des deux océans sont mis de côté, et il n'en est même pas fait mention.

L'article ajoute : « Seront en conséquence, à perpétuité, propriété et domaine absolu de la République Argentine, toutes les terres et toutes les eaux, savoir : les lacs, lagunes, rios et morceaux de rios, ruisseaux, versants, qui se trouvent à l'orient de la ligne des faites les plus élevés de la Cordillère des Andes qui partagent les eaux, et propriété et domaine absolu du Chili, toutes les terres et toutes les eaux, savoir : les lacs, lagunes, rios et morceaux de rios, ruisseaux, versants qui se trouvent à l'occident des faites les plus élevés de la Cordillère des Andes qui partagent les eaux ». De chaque côté de la ligne frontière, il peut y avoir, alors, « des rios et des morceaux de rios » ou, ce qui est la même chose, un rio peut appartenir à l'Argentine ou au Chili dans son intégrité, ou seulement dans quelque-une ou quelques-unes de ses parties. Tout dépend de sa situation : s'il prend sa source à l'Est des Andes ou dans les Andes elles-mêmes, et qu'il se jette dans le Pacifique, après avoir traversé les faites les plus élevés des chaînes de montagne, à travers une brèche, ce rio coupé par la ligne de frontière, appartiendra à l'Argentine en partie et en partie au Chili.

Les mots « morceaux de rio » font disparaître toutes les ombres qu'une doctrine d'accaparement prétendait projeter sur le protocole de 1881. Si « des morceaux de rios » peuvent rester dans un pays et « des morceaux de rio » peuvent rester dans l'autre, il est élémentaire, il est palpable, il est évident que les rios doivent être morcelés ; et il est élémentaire, il est palpable, il est évident qu'il

est impossible de soutenir la doctrine de la séparation des bassins hydrographiques des deux océans.

Pour échapper à cette conséquence à laquelle la saine raison et l'histoire de la convention conduisent forcément, quelques écrivains du Chili se sont vus dans la nécessité d'inventer des termes que l'on ne trouve ni dans les Dictionnaires de la langue ni dans les textes de Géographie.

« Des morceaux de rios, disait l'ex-expert Chilien en Septembre 1894. ce sont des ruisseaux, des portions de rios, ou des rios incomplets qui n'arrivent pas jusqu'à la mer, accident très commun dans les deux pays, surtout dans la région du Nord, où l'on trouve à chaque pas des cours d'eau interrompus, parce que l'évaporation ou l'infiltration ne leur permet pas de combler les dépressions qui se trouvent sur leur route ». Plus tard Monsieur Bertrand, appartenant à la commission chilienne des limites, croyait, dans le même ordre d'idées, que « des morceaux de rios » sont des « rios interrompus faute de courants ». (Etude technique au sujet de l'application des règles pour la démarcation des limites, page 44).

C'est un argument de désespéré. Un semblable effort de dialectique, qui n'appartient qu'aux vieilles écoles scolastiques, est un simple jeu d'esprit, considéré à la loupe du bon sens contemporain. Cette complaisante classification des cours d'eau manque de points d'appui: il n'est pas exact que l'on n'appelle rios que ceux qui arrivent à la mer, et que ceux qui n'y arrivent pas portent le nom de « morceaux de rios ». Les rios complets, quelque petits qu'ils soient, ne se sont jamais appelés rios incomplets; la *totalité* ne peut jamais se concevoir comme partie d'elle même; la *totalité d'un rio*, qu'il se jette ou ne se jette pas dans la mer n'est, ne peut être, il n'est pas rationnel qu'il soit « un morceau de rio ».

« Morceau de río » a la même signification que « frac-

tion de rio». Morceau, *parte*, suivant l'Académie Espagnole, c'est « la partie d'un tout », et l'on ne saurait citer aucune autorité pour prouver que la partie est égale au tout, ou qu'un tout, quelque petit qu'il soit, est une partie.

Le traité de 1893 accepte qu'il reste dans la République Argentine des *morceaux* de rios, à l'Orient de la frontière; les autres morceaux des mêmes rios resteront au Chili, à l'Occident de la frontière.

Il ne semble pas nécessaire d'insister sur des vérités aussi simples. Il est hors de question que les rios que la ligne de division rencontre sur son tracé, seront morcelés, en laissant des morceaux à l'un des pays et des morceaux à l'autre pays.

La théorie du *divortium* interocéanique a donc été posée et repoussée.

2.—L'article second du traité est également concluant. Dans son premier paragraphe il dit : « Les soussignés déclarent que, suivant l'opinion de leurs Gouvernements respectifs et l'esprit du traité de limites, la République Argentine conserve son domaine et sa souveraineté sur tout le territoire qui s'étend à l'orient de la chaîne principale des Andes, jusqu'aux côtes de l'Atlantique comme la République du Chili le territoire occidental jusqu'aux côtes du Pacifique; en entendant par là que, par les dispositions dudit traité, la souveraineté de chaque état sur le littoral respectif est absolue, de telle sorte que le Chili ne peut prétendre à un point quelconque du côté de l'Atlantique, comme la République Argentine ne peut prétendre à aucun du côté du Pacifique ».

Dans ce paragraphe les gouvernements des deux pays ont donné au traité de limites l'interprétation authentique que l'on devait espérer, en présence des difficultés qui s'étaient produites antérieurement.

L'opinion qui y est exprimée, fortifiée par la sanction des parlements, est une opinion définitive.

La souveraineté argentine est absolue jusqu'à la chaîne principale de la cordillère. «Chaîne principale» et «faites les plus élevés qui partagent les eaux» sont, par conséquent des termes, équivalents. Ils le sont devant la lettre des conventions et ils le sont devant les accidents géographiques. La chaîne principale est et doit être celle dont les faites sont les plus élevés. S'il n'en était pas ainsi, elle cesserait d'être principale pour se changer en accessoire ou secondaire. D'ailleurs, comme il s'agit d'une chaîne, ses faites enchaînés remplissent une autre des conditions exprimées dans le protocole de 1881: celle de partager les eaux.

L'ex-expert argentin, Mr. Virasoro, qui prit une part directe au traité de 1893, disait à son gouvernement, avant la ratification de ce traité, à la date du 26 Juin de la même année: «La phrase enchaînement principal donne l'idée du cordon dominant de la Cordillère, de celui qui, sans autres solutions de continuité que celles produites par des accidents d'une courte étendue, forme l'arête véritable du système montagneux; et c'est justement parce que ces solutions peuvent exister que l'on a employé le mot enchaînement, comme pour indiquer une série de chaînes déployées dans la même sens et qui constituent ce qui, dans son ensemble, forme la Cordillère».

3.—L'article second de la convention Quirno Costa-Errázuriz prescrit dans son paragraphe final: « Si dans la partie péninsulaire du Sud, en s'approchant de la parallèle 52°, la Cordillère se présentait comme internée parmi les canaux du Pacifique qui existent dans ce parage, les Experts feront procéder à l'étude du terrain, pour fixer une ligne de division qui laisse au Chili les

côtes de ces canaux, et sur la vue de ces études, les deux gouvernements la détermineront à l'amiable ».

Cette hypothèse réfute, une fois de plus, la théorie du *divortium* continental des eaux et la réfute sous une forme concluante.

La Cordillère des Andes est la limite du Nord au Sud jusqu'au degré 52° et les négociateurs ont cru possible que la chaîne, en s'approchant de la parallèle, s'internât dans les canaux du Pacifique; ils ont cru possible que les eaux qui tombent des versants des Andes s'écoulassent dans un seul des Océans.

L'idée d'adopter, comme frontière, la ligne de partage des eaux tributaires de l'Atlantique et du Pacifique, était donc bien loin de leur esprit. Cette idée, au contraire, était condamnée et condamnée pour toujours.

Mr. Virasoro, l'ex-expert argentin, et Ministre des Affaires Etrangères à l'époque où notre Congrès sanctionna la convention, disait dans sa rapport déjà cité du 26 Juin 1893, avant la ratification :

« On a maintenu comme règle de la démarcation les termes « faites les plus élevés qui partagent les eaux », et « en passant à travers les versants qui dévalent d'un côté et de l'autre »; et l'on a démontré la possibilité qu'un même rio appartienne par fractions à l'un et à l'autre, en établissant ainsi la différence qu'il y a entre la ligne de partage des versants d'une cordillère et la ligne déterminée par les sources des rios et des cours d'eau qui arrosent la région montagneuse, et qui peuvent constituer des accidents identiques ou distincts suivant les cas. On a décidé aussi, par conséquent, que c'est la ligne de partage des versants courant sur la chaîne principale, qui doit servir de règle pour la limite frontière voulue par le traité.

« La crainte exprimée par le Gouvernement argentin dans les Conseils de cabinet du 24 Décembre 1889 et du

30 Janvier 1893 était évanouie, eu même temps qu'on avait condamné l'opinion de l'expert chilien résumée dans la déclaration suivante, déjà transcrite dans le présent rapport : « Les rios qui se jettent dans le Pacifique seront chiliens depuis leur source », etc.

« Cette même opinion de l'expert Chilien est mise à néant par induction, mais sous une forme non moins claire et non moins concluante, pour la partie qui se rapporte à la zone côtière des canaux du Sud-Ouest, du moment que l'hypothèse, qui sert de base à cette clause, exclut d'une façon évidente l'opinion d'une ligne frontière assujettie aux sources des rios et des cours d'eau qui vont au Pacifique.

« En consignaut, comme on l'a fait dans le protocole, que « La République Argentine conserve son domaine et sa souveraineté sur tout le territoire qui s'étend à l'Orient de la chaîne principale des Andes jusqu'aux côtes de l'Atlantique, comme le Chili le territoire Occidental jusqu'aux côtes du Pacifique », on a condamné une fois de plus la théorie de l'expert Chilien, et l'on est arrivé à la solution que Mr. le Ministre Zeballos lui-même conseillait dans son mémoire, approuvé en Conseil, le 24 Décembre 1889, et qui a été présenté dans les termes suivants comme l'une des quatre solutions possibles : « *La transaction qui laisse les vallées patagoniques et les côtes du Pacifique au Chili, qui pourrait satisfaire les aspirations des deux parties* ».

L'article second contient, par conséquent, une convention où se produisent des concessions réciproques : d'un côté la cession des canaux, de l'autre la rejet du *divortium* continental des eaux.

Si l'idée qui a prédominé n'avait pas été celle-là, dans quel but les négociateurs auraient-ils indiqué l'interprétation qu'ils donnaient à la convention de 1881 ? Pourquoi : ont-ils indiqué que « suivant l'esprit du traité de

limites » la chaîne principale des Andes partage les deux nations limitrophes ? Quel peut-être l'autre mobile qui les a portés à déclarer que « des morceaux de rios » peuvent rester du côté argentin et des « morceaux de rios » du côté chilien ?

Toutes ces locutions sont creuses et vides de sens si l'on élimine la cause qui les a inspirées. Si la thèse du *divortium* interocéanique avait eu du succès, l'on n'aurait pas parlé de la chaîne principale des Andes, on aurait laissé de côté toute mention orographique et l'on aurait accordé à l'hydrographie une importance plus grande que celle qu'elle a dans un traité qui rend possible le *morcellement* de rios.

L'hypothèse du traité suivant laquelle la cordillère— limite naturelle et consensuelle entre les deux pays— peut rester internée dans les canaux du Sud-Ouest, est incompatible avec le *divortium* continental. Si la ligne frontière courait par les bassins des rios tributaires des deux océans, il ne serait venu à l'idée de personne que cette ligne pût avancer par les canaux d'un seul océan.

4.—L'article 6^e du traité de 1893 peut aussi fournir un nouvel argument.

Les plénipotentiaires, les gouvernements et les congrès étaient si persuadés que l'on en avait fini, pour le présent et pour l'avenir, avec les interprétations de la note du 18 Janvier 1892, signée par Mr. Barros Arana, que cette conviction perce à travers les moindres détails.

Il avait été résolu de signaler la ligne de division au moyen de bornes de fer, et dans la nouvelle transaction ou stipula qu'elles devaient être placées, non aux sources des rios, ni sur leurs bords, ni sur leurs cours, mais dans les régions orographiques correspondantes : « Aux effets de la démarcation, dit cette clause, les experts ou, en leur remplacement, les commissions d'ingénieur

auxiliaires qui opèrent conformément aux instructions que ceux-là leur auront fournies, chercheront sur le terrain la ligne de division, et feront la démarcation au moyen de bornes de fer, dans les conditions antérieurement déterminées, en en plantant une à chaque passage ou point accessible de la montagne qui est situé sur la ligne de division ».

Comme on le voit, on pose les bornes dans les passages ou dans les montagnes, sans tenir aucun compte des rios. Mr. Barros Arana dans son livre de « Géographie physique » (pages 41 et 43), en parlant des *montagnes* et des *passages* exprime la véritable signification de ces mots quand il dit : « les montagnes se présentant sur la superficie du globe sous la forme de chaînes, et sont moins fréquemment isolées ».... « Les passages naturels que présentent les montagnes s'appellent *pasos*, *desfiladeros*, *hoces*, *puertos* et *gargantas* ou *cuellos*, s'ils sont très élevés. Il y a des cas où le passage se trouve dans une crevasse profonde, avec des escarpements très élevés de chaque côté : il s'appelle alors ravin ». Les pas et les montagnes ne sont donc pas des rios.

5. L'article 7^e du traité de 1893 est aussi une preuve, et une preuve écrasante qu'il a mis fin aux interprétations extrêmes et opposées qui avaient agité l'opinion : les fautes élevés isolés et le *divortium* continental.

Quoique les explications précitées eussent été suffisantes, les négociateurs, avec une insistance marquée, ont répété la même idée sous une autre forme.

Le texte de l'article, qui s'applique au point qui nous occupe, prescrit : « Les Experts ordonneront aux commissions d'ingénieurs auxiliaires de recueillir toutes les données nécessaires pour tracer sur le papier, d'un commun accord, et avec toute l'exactitude possible, la ligne de division, au fur et à mesure qu'ils opéreront la démarcation sur le terrain. A cet effet, ils signaleront les

changements d'altitude et d'azimut que la ligne de division éprouve dans son parcours, l'origine des ruisseaux ou des ravins qui dévalent d'un côté et de l'autre de la ligne, en prenant note de leur nom, quand il sera possible de le connaître, et indiqueront distinctement les points où seront placées les bornes de démarcation. Ces plans pourront porter d'autres accidents géographiques, qui, sans être précisément nécessaires pour la démarcation des limites, comme le cours visible des rios, lorsqu'ils descendent dans les vallées voisines, et les pics élevés qui se dressent d'un côté et de l'autre de la ligne de division, sont faciles à signaler à la place qu'ils occupent, comme des indications de situation ».

Cette disposition est si claire que toutes les tentatives faites pour l'obscurcir ont échoué devant la netteté des expressions.

Les ingénieurs chargés de la démarcation doivent noter sur les plans qu'ils lèvent, les origines des ruisseaux ou des ravins *qui dévalent d'un côté et de l'autre de la ligne*. Cette obligation ne leur est pas imposée relativement aux ruisseaux dans toute leur étendue, elle ne leur est imposée que pour les *origines*, parce que le cours qu'ils prendront, en descendant de la montagne, n'affecte en rien le tracé de la frontière, si le ruisseau se dirige à l'Est, il tombe torrentiellement dans la vallée et se heurte à un obstacle ou à un relief qui le fait changer de cours, et il continue ainsi en tournant et en déviant jusqu'à ce qu'il trouve un ravin, une dépression, et, en changeant de direction il se précipite à l'Occident pour tomber dans un des bras du Pacifique. Cet accident de son parcours a-t-il pour conséquence de détruire le fait originaire de courir vers l'Orient au moment où il a pris naissance ? Il est évident que non. Le traité est explicite. Les sous-commissions auxiliaires doivent s'occuper des origines de ce ruisseau..

Et ce ne sont pas non plus tous les ruisseaux qu'elles doivent signaler sur la carte. Le traité se rapporte exclusivement à ceux «qui dévalent d'un côté et de l'autre de la ligne». Si, donc, un ruisseau prend naissance en dehors de la chaîne principale des Andes, s'il prend naissance dans une des branches de la chaîne principale, dans des avant-monts ou des contreforts, s'il prend naissance dans les vallées, ce ruisseau peut être laissé de côté, même s'il coupait la chaîne andine, du moment qu'il ne remplit pas les conditions établies.

La convention dispose que les ingénieurs auxiliaires, en parcourant la ligne de la chaîne principale, détermineront les origines des ruisseaux qui se trouvent d'un côté et de l'autre de son ossature, de ses faites les plus élevés.

L'étendue de leurs travaux peut être élargie, mais ceux-ci doivent toujours rester enfermés dans la chaîne dominante du système andin. Les commissions ne sont pas chargées—ce qui serait la conséquence du *divortium* interocéanique—d'étudier les côtes de l'Océan Pacifique, en cherchant les rios qui s'y jettent et de remonter ces rios jusqu'à leurs sources, où qu'elles soient, sur les montagnes ou dans les plaines, sur les chaînes escarpées ou dans de molles ondulations.

Pour porter la ligne sur les faites détachés du massif central, il serait indispensable d'annoter sur les plans les pics élevés; pour la porter par le *divortium* continental, il serait indispensable de se préoccuper, avant tout et surtout, du cours des rivières. Ces deux accidents sont rejetés par le traité, aux effets de l'opération de la démarcation en elle-même, quoiqu'ils puissent être portés sur le papier comme éléments auxiliaires, utiles pour apprécier, en servant de points de comparaison, les parages que la ligne traverse dans son parcours. Pour cela, l'article cité ci-dessus porte que les plans pourront contenir d'autres accidents géographique qui, *sans être pré-*

cisément nécessaires pour la démarcation de limites, comme le cours des rios lorsqu'ils descendent dans les vallées voisines et les pics élevés qui se dressent d'un côté et de l'autre de la ligne de division, sont faciles à marquer à la place qu'ils occupent, comme indications de situation.

Il y a des cas où la dialectique la plus habile et la plus subtile se brise contre la clarté d'un texte et se trouve impuissante à le rendre obscur. Les tentatives des écrivains chiliens, faites dans le but d'affaiblir la force du traité de 1893, peuvent servir d'exemple.

Les plénipotentiaires ont dit la vérité quand ils ont déclaré qu'ils étaient arrivés à leur but «après avoir pris en considération l'état actuel des travaux des experts chargés d'effectuer la démarcation de la frontière entre la République Argentine et le Chili» «et animés du désir de faire disparaître les difficultés contre lesquelles ceux-ci se sont heurtés ou pourraient se heurter dans l'exécution de leur mission»; et, dans ce propos élevé ils ont tranché la question principale du débat qui avait accentué les rancunes entre les deux peuples, en repoussant l'idée du *dicortium* interocéanique, en établissant que la ligne frontière pouvait morceler les cours d'eau et laisser des «morceaux de rios» dans chaque pays; en interprétant la clause première du traité de 1881, et en consignait que la souveraineté argentine d'un côté et celle du Chili de l'autre, s'étendait jusqu'à «la chaîne principale des Andes»; en admettant la possibilité que la frontière apparût internée dans les canaux d'un seul des Océans; en ordonnant que les bornes de division fussent placées «une dans chaque pas ou point accessible de la montagne»; en décidant enfin, que le cours visible des rios en descendant dans les vallées voisines et les pics élevés qui se dressent de l'un ou de l'autre côté de la ligne frontière ne sont pas «précisément nécessaires» pour la démarcation des limites.

VII

SOMMAIRE — Argument erroné relatif au *divortium aquarum* comme condition géographique de la démarcation.

Après que le traité de 1893 eut été signé et ratifié, quelques écrivains du Chili, tenant naturellement sous silence tout ce qui n'était pas en faveur de leur thèse, —c'est-à-dire, le pacte entier,—commencèrent à revenir, par voie de propagande, sur le même *divortium* inter-océanique, discuté avant l'arrangement et enterré par lui.

D'abord, un homme cauteleux insinua que le *divortium* des eaux était la condition géographique de la démarcation et cita, en croyant appuyer son dire, l'article 3^e du traité. D'autres, après lui, se saisirent de cette planche de salut imaginaire, et l'argument finit par obtenir au Chili ses lettres de naturalisation.

Quoiqu'il suffise de lire l'article pour comprendre qu'il n'est pas en contradiction avec les clauses catégoriques qui répudient la doctrine développée par l'expert chilien dans sa note du 18 Janvier 1892, il convient de dire quelques mots à ce sujet.

Le dispositif est ainsi conçu : « Dans le cas prévu par la seconde partie de l'article premier du traité de 1881, où des difficultés pourraient surgir « au sujet de l'existence de certaines vallées formées par la bifurca-

tion de la cordillère, et où la ligne de partage des eaux ne serait pas claire», les experts s'efforceront de les résoudre à l'amiable, en faisant chercher sur le terrain cette condition géographique de la démarcation. Pour cela ils devront, d'un commun accord, faire dresser par les ingénieurs auxiliaires un plan qui leur servira à résoudre la difficulté ».

Tout d'abord, on peut affirmer que la clause n'établit pas une règle générale applicable à toute l'étendue de la frontière: elle se rapporte d'une façon déterminée à un cas isolé et particulier: celui de l'existence de vallées formées par la *bifurcation de la cordillère*. Le cas est si hypothétique, que les experts, dans la démarcation de la ligne frontière, n'ont pas cru à l'opportunité de se servir de l'article et ne se sont pas efforcés de résoudre la difficulté prévue.

Au reste, l'article ne dit pas que le partage des eaux soit l'unique condition géographique de la démarcation; il dit seulement qu'il est une des nombreuses conditions géographiques.

Chaque fois que l'on parle du *divortium* des eaux, les écrivains chiliens croient avoir obtenu gain de cause, parce qu'ils pensent, peut-être, que les eaux ne se partagent que pour courir aux deux océans. Ils ne conçoivent pas les partages des eaux régionales qui sont en si grande abondance sur la surface de la terre et que le géographe Barros Arana, dans le passage cité plus haut (*Éléments de Géographie Physique*, pages 121 et 122) a si bien décrits. L'article ne se rapporte, cependant, ni directement ni indirectement, au *divortium aquarum* du continent, il se rapporte uniquement et exclusivement au *divortium aquarum* de la cordillère, défini dans le même traité de 1893, comme celui qui se produit dans la chaîne principale, sur les faîtes les plus élevés de son ossature dominante.

Quand la cordillère se bifurque en deux branches, le partage des eaux peut passer pour un peu confus, dans les avant-monts ou plateaux qui, dans cette hypothèse, remplacent sa crête. Le traité a craint que des discussions ne naquissent entre celui qui aurait prétendu faire passer le ligne par la pente orientale de la chaîne principale ou par la faite de sa pente occidentale, puisque la bifurcation exclut l'existence d'une arête unique ou faite des versants.

« Ce cas douteux, disait Virasoro, dans son rapport du 26 Juin 1893, ne peut arriver que dans les vallées élevées, dans celles qui se forment généralement à la bifurcation de la cordillère ou le massif central s'élargit pour donner un point d'attache à la chaîne vraie et à la chaîne latérale ou secondaire; dans ces massifs qui unissent entre eux le corps principal et les ramifications des montagnes, où les faites où bien s'élargissent ou se dilatent avec une surface inégale et déchirée et des affaissements et des dépressions plus ou moins étendues, qui sont les vallées élevées, ou bien se compriment ou s'élèvent en pics proéminents qui servent de sommets aux faites détachés en forme d'ossatures prononcées. »

Par conséquent, l'argument basé sur l'article 3^e du traité de limites, non seulement ne mène pas à soutenir la convenance du *dicortium* interocéanique, mais il lui est ouvertement contraire. L'article, en effet, confirme une fois de plus l'idée de la limite orographique en parlant de la bifurcation de la cordillère, de cette cordillère dont les faites enchainés les plus élevés séparent la République Argentine du Chili.

Les réflexions consignées dans cette exposition sont, en outre, si concluantes, qu'elles font disparaître jusqu'à l'ombre du doute.

VIII

SOMMAIRE — Négociations du Traité de 1893. — Projet primitif: différences avec celui qui a été approuvé. — Explication des différences. — Modifications indiquées par le cabinet argentin. — Incidents relatifs au morcellement des rios. — Communications échangées.

Les antécédents du traité de 1893, les détails et les incidents de sa préparation, fournissent de nouveaux éléments d'appréciation pour donner de nouvelles forces aux conclusions antérieures.

Les experts Virasoro et Barros Arana avaient différé d'opinion au sujet de la portée du traité de 1881, quand le prénipotentiaire argentin, M. le Dr. Norberto Quirno Costa intervint dans la discussion.

Les premières négociations eurent un succès relatif. Des conférences célébrées le 10 et le 13 Mars entre le Ministre argentin et le Ministre des Affaires Etrangères du Chili, Monsieur Isidore Errázuriz et les experts Virasoro et Barros Arana, eurent pour résultat un projet de convention qui fut communiqué au gouvernement argentin par M.M. Quirno et Visaroso, dans un télégramme en date du 14 Mars, dans lequel on lit : «À cinq heu-

res de l'après midi d'hier, nous sommes arrivés aux résolutions que nous transcrivons plus bas, et qui seront signées par les experts, le Ministre des Affaires Etrangères et le plénipotentiaire argentin. *Nous pensons tous que par cet arrangement toutes les difficultés présentes et futures se trouvent aplanies.* Monsieur le ministre Errázuriz est parti hier même pour Valparaiso afin de se consulter avec le Président de la République et ses collègues, et Monsieur Barros Arana s'est rendu aujourd'hui de bonne heure dans le même but dans cette ville, car le premier, ainsi que le plénipotentiaire argentin et les experts ont décidé que ce dont ont été convenu serait soumis au préalable aux gouvernements. *Comme V. E. le verra, on est entré, dans la dernière conférence, dans le fond de la question, à l'occasion de l'interprétation du traité, dans la persuasion que l'on devait écarter, une fois pour toutes, tout prétexte à des difficultés ultérieures.»*

Ce projet, au moyen duquel on croyait aplanir toutes les difficultés présentes et futures, servit de base à l'arrangement définitif.

Les principales différences entre le projet et le traité sont :

1°. Le projet était une convention entre experts, quoique pour être mis en vigueur on dût consulter l'opinion des gouvernements : le traité fut signé par les plénipotentiaires et approuvé par les congrès.

2°. L'article 1^{er} du traité diffère de la partie correspondante du projet dans les mots et les phrases qui sont soulignés dans la transcription suivante :

PROJET

L'article premier du traité du 23 Juillet 1881 ayant disposé que « la limite entre le Chili et la République Argentine est, du Nord au Sud jusqu'à la parallèle 52° de latitude, la cordillère des Andes » et que « la ligne frontière se développera dans cette étendue par les faîtes les plus élevés qui partagent les eaux et passera à travers les versans qui dévalent d'un côté et de l'autre », les commissions chargées de la démarcation prendront ce principe comme règle invariable de leurs procédés et les experts donneront les instructions d'accord avec lui.

TRAITÉ

Art. 1^{er}—L'article premier du traité du 23 Juillet 1881 ayant disposé que : « la limite entre le Chili et la République Argentine est, du Nord au Sud jusqu'à la parallèle 52° de latitude, la cordillère des Andes », et que « la ligne frontière se développera dans cette étendue par les faîtes les plus élevés desdites cordillères qui partagent les eaux et passera à travers les versants qui dévalent d'un côté et de l'autre », les experts et les sous-commissions prendront ce principe pour règle invariable de leurs procédés. Seront en conséquence, à perpétuité propriété et domaine absolu de la République Argentine toutes les terres et toutes les eaux, savoir, les lacs, lagunes, rios et morceaux de rios, ruisseaux, versants qui se trouvent à l'orient de la ligne des faîtes les plus élevés de la cordillère des Andes qui partagent les eaux, et propriété et domaine absolu de la République du Chili, toutes les terres et toutes les eaux, savoir, les lacs, lagunes, rios et morceaux de rios, ruisseaux, versants qui se trouvent à l'occident de la ligne des faîtes les plus élevés de la cordillère des Andes qui partagent les eaux. »

3°. L'article second, paragraphe final du traité, diffère du projet dans les mots et les phrases soulignés dans la transcription suivante :

PROJET

Si dans la partie péninsulaire du Sud, en s'approchant de la parallèle 52°, la Cordillère se présentait comme internée parmi les canaux du Pacifique qui existent dans ces parages, la ligne de division devra être tracée sur les faîtes ou hauteurs intérieures, qui laisseront au Chili les côtes de canaux.

TRAITÉ

Si dans la partie péninsulaire du Sud, en s'approchant de la parallèle 52°, la Cordillère se présentait comme internée parmi les canaux du Pacifique qui existent dans ces parages, les experts procéderont à l'étude du terrain pour fixer une ligne de division qui laissera au Chili les côtes de ces canaux, et sur la rue de ces études, les deux gouvernements la détermineront à l'amiable.

4^e. La prescription relative à la borne de San Francisco diffère également dans le traité et dans le projet, comme il résulte de la comparaison de l'un et de l'autre:

PROJET

Monsieur l'expert argentin expose: Que pour signer en pleine connaissance de cause le procès-verbal du 15 Avril 1892, d'après lequel une sous-commission mixte chileno-argentine a marqué sur le terrain le point de départ de la démarcation de limites dans la Cordillère des Andes, il croyait indispensable de faire une nouvelle étude des lieux pour confirmer ou rectifier cette opération. *Il ajouta* que cette étude ne retarderait pas la continuation du travail, qui pourrait être poursuivi simultanément par une autre sous-commission. *Monsieur l'expert chilien a exposé* que bien qu'il crût que l'opération eût été exécutée strictement d'accord avec le traité, il ne voyait pas d'inconvénient à accéder aux désirs de son collègue, comme preuve de la cordialité avec laquelle ces travaux étaient exécutés.

TRAITÉ

Huitième—Monsieur l'expert argentin ayant représenté que pour signer en pleine connaissance de cause le procès-verbal du 15 Avril 1892, d'après lequel une sous-commission mixte chileno-argentine a marqué sur le terrain le point de départ de la démarcation de limites dans la Cordillère des Andes, il croyait indispensable de faire une nouvelle étude des lieux pour confirmer ou rectifier cette opération, *en ajoutant* que cette étude ne retarderait pas la continuation du travail, qui pourrait être poursuivi simultanément par une autre sous-commission, *et, l'expert chilien ayant déclaré, de son côté,* que bien qu'il crût que l'opération eût été exécutée strictement d'accord avec le traité, il ne voyait pas d'inconvénient à accéder aux désirs de son collègue, comme preuve de la cordialité avec laquelle ces travaux étaient exécutés; — *les soussignés sont convenus de pratiquer la révision de ce qui a été fait, et en cas d'erreur, de faire transporter la borne sur le point où elle aurait dû être placée, suivant les termes du traité de limites*

Quels sont les motifs qui ont déterminé les modifications introduites dans le projet? Qui les a proposées? Quelle est leur portée?

Les archives du Ministère des Affaires Etrangères de la République Argentine contiennent les documents qui permettent de résoudre ces questions en toute conscience.

Comme il a été dit, le projet de procès-verbal convenu entre les experts, sous les auspices des plénipotentiaires, devait être soumis à l'approbation préalable des gou-

vernements. Le 14 Mars le procès-verbal fut accepté par le gouvernement du Chili, et le 16 du même mois, M.M. Quirno et Virasoro reçurent un télégramme du Secrétaire argentin au Département des Affaires Etrangères dans lequel on leur faisait savoir que Monsieur le Président de la République était satisfait de la solution obtenue, mais, qu'avant de lui prêter son approbation, il demandait des explications relativement à la borne de San Francisco et aux côtes des canaux du degré 52°.

Pour donner les explications réclamées, aussi complètes que le gouvernement les exigeait, Mr. Virasoro se décida à retourner à Buenos-Ayres et à se mettre en rapport direct avec le chef de la Chancellerie.

Avant son départ de Santiago, eut lieu à la légation argentine, une conférence dont M. Virasoro fait part à son gouvernement dans son rapport du 26 Juin 1893, en ces termes :

« Nus nous trouvions réunis, l'Expert chilien et moi, en présence de S. E. Monsieur le Ministre Argentin, Dr. Quirno Costa, et je déclarai à mon collègue, M. Barros Arana que je ne trouvais pas exacts les rapports faits par les différents journaux de Valparaiso et de Santiago, au sujet des termes de la convention, car on y affirmait que la ligne de *partage des eaux* avait été décidée, comme règle de démarcation, pour l'exécution du traité, et que cette affirmation, qui est incomplète, et qui dissimule la restriction à laquelle cette règle est soumise d'après le dit pacte international, manque d'exactitude, parce que quand bien même la ligne de partage des eaux dût être la condition géographique que l'on devait chercher dans la chaîne principale et dominante de la Cordillère, elle ne devait jamais être confondue avec le *dirortium aquarum continental*, qui est un accident que nous pouvions peut-être rencontrer hors de l'ariste

des versants, et même hors du véritable système montagneux des Andes.

« M. Barros Arana nous dit qu'il ne fallait pas donner d'importance aux publications faites par les journaux, parce qu'elles étaient explicables par le manque d'informations sûres et complètes.

« Pour me part, je fis observer que cela pourrait servir à égarer l'opinion publique, et que si ce qui avait été publié pouvait tranquilliser et satisfaire l'opinion publique, au Chili, cela pourrait aussi émonvoir celle de la République Argentine, l'alarmer et soulever des obstacles devant le succès de cette négociation.

« Monsieur le Ministre, Dr. Quirno Costa, en lui rappelant ce qui avait été dit différentes fois dans les conférences préliminaires de l'arrangement projeté, s'exprima dans les termes suivants, et je crois avec ces mêmes mots : « Vous savez bien, Monsieur l'expert, que nous sommes convenus de ce que, s'il y a des rios qui coupent la Cordillère, et qui ont leurs sources à l'Orient de celle-ci et leurs débouchés dans le Pacifique, la ligne de démarcation, en se développant sur la chaîne des fautes principales, doit morceler ces rios.

« M. Barros Arana répondit que oui, que l'on morcellerait ces rios; mais il déclara que l'on ne parlerait pas spécialement de cela dans le procès-verbal, et que l'on pouvait le consigner dans un autre spécial entre les experts, ou dans des notes échangées entre eux. Puis il ajouta : « Avec cet arrangement nous assurons la paix entre les deux peuples, au moins pour quatre ou cinq ans, et pendant ce temps là les travaux n'arriveront pas à l'endroit où leur exécution pourrait donner lieu à de nouveaux doutes et à des discussions ».

« M. le Dr Quirno Costa répliqua à cette dernière observation, qu'il considérait l'arrangement fait à présent, comme la solution de toutes les difficultés qui pourraient

se présenter, puisqu'il était appelé à déclarer ce que, des deux côtés, on considérait comme le véritable esprit du traité de 1881, et qu'il résuma dans ces termes : « Rien pour la République Argentine sur les côtes du Pacifique, et rien pour le Chili dans la Patagonie ou à l'Orient de la chaîne principale des Andes ».

« Je fais une mention spéciale de cet échange d'idées et d'explications, qui a eu lieu le 16 Mars avec Monsieur l'expert chilien, parce que ce qui a été traité et ce dont il a été alors convenu, a été considéré avec raison, par nous, comme faisant partie des bases projetées; d'autant plus que le procès-verbal qui fut dressé, n'ayant pas été signé, n'avait qu'un simple caractère d'accord verbal, d'une valeur égale à ce dont il avait été parlé et dont on était convenu le 16, et qui n'a d'autre importance que celle d'une explication des constations dudit procès-verbal ».

Cette communication de M. Virasoro a la plus haute importance, parce qu'elle émane de l'un des négociateurs du pacte, et à cause de l'intervention ultérieure que le même négociateur a prise dans le traité

Le rapport fut présenté le 26 Juin 1893, et quelque temps après Monsieur le Président de la République confia à M. Virasoro le portefeuille des Affaires Etrangères. Il put part alors, comme chef de la Chancellerie, aux débats qui précédèrent l'approbation du traité et fournit toutes les explications et tous les antécédents qui lui furent demandés. La loi argentine du 11 Décembre 1893, qui donna force de loi au traité, porte la signature de ce même Virasoro, de manière qu'il ne peut y avoir le moindre doute sur la portée et la signification que le cabinet national a attribuées à ce traité, depuis bieu avant sa conclusion.

M. Virasoro se transporta à Buenos Ayres, et en conseil des ministre fournit les éléments propres à éclairer

le cabinet. Le résultat des délibérations qui suivirent fut l'acceptation du procès-verbal, dans ses termes généraux, avec certaines modifications, qui peuvent se résumer de la façon suivante :

1°.—L'arrangement devra être conclu entre les plénipotentiaires des deux pays, et être soumis en temps opportun aux Congrès respectifs.

2°.—On devait dire explicitement que si les études à pratiquer révélaient que la borne provisoire de San Francisco n'était pas placée à l'endroit qui lui correspondait, elle devrait être enlevée et transportée sur le point que les traités lui assignent.

3°.—On devait obtenir que la zone côtière des canaux du Sud-Ouest fût réduite à une largeur de un mille.

4°.—On devait consigner d'une manière claire que des *morceaux de rios* pouvaient rester dans chaque pays, ou, en d'autres termes, que les rios pouvaient être morcelés par la ligne frontière.

Muni de ces instructions, Mr. Virasoro s'en retourna à Santiago. La négociation continua donc au sujet de ces modifications.

Au sujet de la *première*, il n'y eut pas de discussion. Il fut facile de convertir le procès-verbal des experts en un véritable traité, et à cette fin, on établit dans l'article II^e :

« Les ministres soussignés entendent et déclarent que, à cause de la nature de quelques-unes des précédentes stipulations, comme aussi pour revêtir les solutions obtenues d'un caractère permanent, le présent protocole doit être soumis à la considération préalable des Congrès de l'un et de l'autre pays. . . . »

La *seconde* fut également acceptée. Les paragraphes du projet de procès-verbal relatifs à la borne provisoire de San Francisco furent augmentés des mots suivants : « les soussignés sont convenus de pratiquer la révision

de ce qui a été fait, et en cas d'une erreur, de faire transporter la borne sur le point où, suivant les termes du traité de limites, elle aurait dû être placée».

La *troisième* modification donna lieu à un certain débat. Le procès-verbal primitif disait au sujet des canaux de la parallèle 52° : « la ligne de division devra être tracée sur les crêtes ou élévations intérieures qui laisseront au Chili les côtes de ces canaux ». Le Gouvernement argentin comprit que la rédaction était vague et, par conséquent, dangereuse. Il eut le désir de limiter à un mille la largeur des côtes, mais l'absence de données exactes sur la topographie de la région donna naissance à la transaction que l'article 2 détermine : « Les experts feront procéder à l'étude du terrain pour fixer une ligne de division qui laissera au Chili les côtes de ces canaux; à la vue de ces études les deux gouvernements la détermineront à l'amiable. »

La *quatrième* modification était peut-être inutile. Le *dicortium* interocéanique ne s'applique pas à la lettre du traité de 1881. Pour la laisser de côté comme doctrine, pour l'abandonner comme un préjugé, pour détruire l'effet de la note de Barros Arana du 18 Janvier 1892, il suffisait d'insister, comme on l'avait fait dans le procès-verbal primitif, sur ce que la frontière entre l'Argentine et le Chili suit l'enchaînement principal de la chaîne colossale que la nature a interposée entre les deux peuples; il suffisait de déclarer, comme l'avait déclaré le procès-verbal primitif, que la frontière pouvait se présenter internée dans les canaux d'un seul océan; il suffisait de spécifier, comme le spécifiait le procès-verbal, que les bornes seraient placées dans les passages et sur points accessibles de la montagne; il suffisait, enfin, de décider, comme l'avait décidé aussi le procès-verbal, que le cours des rios n'était pas précisément nécessaire pour la démarcation des limites.

Le gouvernement argentin conseilla, cependant, un éclaircissement plutôt dans le but d'écarter pour toujours toute possibilité de différends. Dans cet ordre d'idées, le Ministre des Affaires Etrangères télégraphiait au Docteur Quirno Costa le 25 Mars ; « Le projet de procès-verbal dont V. E. a rendu compte dans son télégramme du 14 courant, les explications données par M. l'expert Virasoro, et les opinions émises par un conseil de citoyens distingués, ont produit dans l'esprit de ce Gouvernement la conviction que le projet, dans sa partie fondamentale, fixe les bases pour procéder à la démarcation, dont sont chargés les experts par le traité de 1881. Les déclarations consignées dans ce même procès-verbal sur la portée et l'esprit dudit traité de limites, sont, de l'avis de ce Gouvernement, sujettes à interprétations dans la portée et l'esprit du traité; et, dans le désir d'éviter des difficultés ultérieures dans la forme de la démarcation, ce Gouvernement croit convenable que les experts consignent dans ce procès-verbal : « que si dans le cours de la démarcation, en parcourant la ligne de la chaîne principale des Andes, on trouvait quelques rios qui coupassent la Cordillère, il est entendu que ces rios seront morcelés par la ligne de démarcation, en continuant la projection qu'elle suit dans la chaîne du massif principal des faîtes élevés qui partagent les eaux, et ce qui reste à l'orient de cette ligne appartrendre à la République Argentine, et ce qui reste à l'occident de ladite ligne au Chili. »

Le cabinet argentin cherchait, donc, une indication de plus pour que l'on ne pût jamais ressusciter la doctrine perturbatrice du *divortium* interocéanique. Mais, malgré cette exigence, qui péchait peut-être par excès de précaution, il avait l'entière conviction que les autres clauses du procès-verbal projeté répondaient à cette idée. Le même jour, 29 Mars, date du télégramme cité plus haut,

le Ministre des Affaires Étrangères donnait, dans une communication officielle, les instructions qui concernaient ce point, à son plénipotentiaire à Santiago. Il lui parlait une autre fois de l'utilité de déclarer que les rios pouvaient être morcelés et il ajoutait : « Le Gouvernement a approuvé complètement les procédés de V. E., et il considère que grâce à eux, on a obtenu des résultats heureux et satisfaisants, en réussissant à ce que l'expert chilien abandonnât sa théorie du *divortium aquarum* et s'engageât à procéder et à donner des instructions conformément aux stipulations du traité. »

La marche de la modification sembla, au début, toute simple et d'un résultat facile et rapide, à un point que le plénipotentiaire argentin télégraphia à son gouvernement le 15 Avril : « Quant au morcellement des rios par la Cordillère, on obtient de consigner la formule textuelle de l'instruction que V. E. m'a donnée à ce sujet dans sa dépêche du 29 Mars. Errázuriz et l'expert chilien consulteront aujourd'hui ou demain le Président de la République et les autres membres du conseil, et j'espère que si l'on altère la formule ce ne sera qu'une question acceptable de mots et non de fond. »

Malgré cela, M. Barros Arana, qui avait suivi de près la négociation et lui avait prêté son concours et son assentiment, changea, peut-être, de manière de voir, et se retira des conférences, en donnant lieu ainsi à une difficulté inattendue. Le plénipotentiaire argentin continua ses efforts auprès du ministre Errázuriz, et obtint les propositions qu'il transmit, en ces termes, au chef de la Chancellerie : « Quant au morcellement des rios, le gouvernement du Chili, comme résultat des conférences, propose l'une ou l'autre des deux formules suivantes, que l'on ajoutera aux mots « pour règle invariable de leurs procédés », du procès-verbal primitif : Première formule : Si dans le trajet de la démarcation indiquée, se

trouvaient des rios qui prissent naissance hors de la Cordillère et qui la coupassent, ces rios seront morcelés par la ligne de démarcation, en suivant la projection de la direction de cette ligne vers les faites les plus élevés de ladite Cordillère qui partagent les eaux, et la partie qui restera à l'orient de cette ligne appartiendra à la République Argentine, et la partie qui restera à l'occident appartiendra au Chili. — Deuxième formule : Si au Sud du 41° degré, par des circonstances qui sont impossibles à prévoir, la ligne des faites les plus élevés qui partagent les eaux était traversée par quelques rios qui la morcelassent, les experts, sur la vue des plans qui seront dressés à cet effet, traceront la démarcation de la frontière en se conformant aux stipulations du traité et à celles du présent protocole. Ainsi, par exemple, si le rio Palena, ou d'autres, avait sa source à l'orient des Andes et coupait la ligne de division des faites les plus élevés qui partagent les eaux, la partie qui reste à l'orient de cette ligne serait argentine et la partie qui reste à l'occident serait chilienne.»

Les deux formules étaient inacceptables. L'une parce qu'elle n'admettait que le morcellement des rios qui naissaient hors de la cordillère, et qu'il fallait morceler aussi ceux qui y prenaient naissance mais hors de la chaîne principale. L'autre parce qu'elle limitait la règle à la section de la frontière comprise entre les parallèles 41° et 52°, et il n'y avait pas de raison, théorique ou pratique, pour faire des exceptions ou des exclusions.

La chancellerie argentine, ignorant les motifs précis qui avaient occasionné un si brusque revirement, demanda des explications à son représentant au Chili, avec lequel elle eut une conférence télégraphique le 20 Avril. Le plénipotentiaire, Docteur Quirno Costa, donna satisfaction à la demande le jour suivant, en découvrant, dès les premiers mots de sa communication, le mot de

l'énigme : « En réponse aux observations que V. E. a faites sur la conférence de cette nuit, je dois dire que mes télégrammes des 13, 15, 17 et 19 courant marquent les incidents de la négociation et naturellement en montrent les formes variées et les phases diverses, parmi lesquelles on constate à la fin la divergence définitive de l'expert chilien et son refus de faire une déclaration d'aucun genre au sujet du morcellement de rios. »

Heureusement, l'attitude de l'expert du Chili fut isolée, individuelle de sa part, et ne parvint pas à entraîner après elle ni le ministre Errázuriz ni le gouvernement du pays. La résistance inattendue de l'expert eut pu faire fracasser l'arrangement en cours, si M. Errázuriz et le Président du Chili n'avaient pas passé par dessus la divergence produite par M. Barros Arana.

Cependant, dans les premiers moments, les deux fonctionnaires crurent viable l'une des deux formules conciliatoires, proposées au représentant argentin, et dont les obscurités et les imperfections, déjà indiquées, se dissimulaient derrière l'impossibilité d'établir des règles pour la démarcation territoriale dans des régions presque inconnues, sur une partie de leur étendue.

Le cabinet argentin persista cependant dans ses efforts. Il aspirait à plus de clarté dans le sens. Le 23 Avril, il disait à son plénipotentiaire : « Il faut que V. E. fasse comprendre à ce gouvernement notre désir d'établir des bases claires, qui ne donnent plus lieu à de nouvelles complications, car nous nous proposons d'inaugurer une ère de paix et d'amitié sincère avec la République du Chili. S'il y a des points qui ne peuvent être résolus parce que l'on ne connaît pas le terrain, qu'on le disc clairement en indiquant le moyen d'éviter ces doutes et ces difficultés. »

L'opposition de M. Barros Arana put faire échouer les efforts faits en faveur de la paix, mais la vigoureuse

énergie du ministre Errázuriz brisa les résistances de ceux qui naviguaient dans les eaux de l'expert, et le 27 Avril, le Dr. Quirno put communiquer l'heureux résultat obtenu, en disant : « Après de longues conférences et des conseils de ministres, dans lesquels Errázuriz a vaincu de grandes résistances, je transmets à V. E. la solution suivante au sujet de l'incident sur les rios. A la suite des mots « invariable de leurs procédés », qu'on lit dans l'acte primitif, on dira : « Seront, en conséquence, à perpétuité, propriété et domaine absolu de la République Argentine, toutes les terres et toutes les eaux, savoir : les lacs, lagunes, rios et morceaux de rios, ruisseaux, versants, qui se trouvent à l'orient de faites les pls élevés de la Cordillère des Andes qui partagent les eaux, et propriété et domaine absolu de la République du Chili, toutes les terres et toutes les eaux, savoir : les lacs, lagunes, rios et morceaux de rios, ruisseaux, versants, qui se trouvent à l'occident de la ligne des faites les plus élevés de la Cordillère des Andes qui partagent les eaux. »

La clause ne pouvait être plus explicite : « Des morceaux de rios » resteront dans l'Argentine ; « des morceaux de rios » resteront dans le Chili, si la ligne de l'enchaînement principal, des faites les plus élevés des Andes qui partagent les eaux, trouvait sur son développement, des rios qui ont pris naissance à son orient ou à son occident. Les cours d'eau pouvaient être morcelés au Nord ou au Sud de la parallèle 41°, sur toute la longueur de la frontière, soit qu'ils aient pris naissance dans les Audes, mais hors de son massif central et dominant, soit qu'ils aient pris naissance dans les vallées ou les plaines. Le Président argentin a donc pu, avec raison, dire à son représentant, comme il l'a dit le 29 Avril « Le Gouvernement a pris en considération, en Conseil des Ministres, le télégramme de V. E. en date

du 27, par lequel vous lui communiquez la solution à laquelle on est arrivé relativement à l'incident sur les rios dans la Cordillère. La formule que V. E. transmet évite toute difficulté par les termes larges et généraux dans lesquels elle est rédigée, c'est pourquoi le Gouvernement lui a accordé immédiatement son approbation.»

L'accord fut complet. La plus grave des difficultés, « la plus sérieuse de toutes » comme le disaient les journaux publiés durant les jours qui ont précédé la transaction (*La Nación*, de Buenos Ayres, des 12, 20, 22 Mars 1893; *La Prensa*, de Buenos Ayres, des 17, 18, 19 Mars 1893), avait été levée: le *divortium aquarum* du continent était enterré avec la doctrine sur les limites; les rios pourront être morcelés par la ligne de division.

C'est pour cela, et rien que pour cela, que l'on s'explique que les négociateurs ont déclaré qu'ils étaient « animés du désir de faire disparaître les difficultés contre lesquelles ceux-ci (les experts) s'étaient heurtés ou pourraient se heurter dans l'exécution de leur mission, et d'établir entre les deux états la complète et sincère harmonie qui convient aux antécédents de confraternité et de gloire qui leur sont communs, et aux vives aspirations de l'un et de l'autre côté des Andes »; c'est pour cela que M. le ministre chilien Errázuriz télégraphiait à l'ex-représentant argentin à Santiago, M. le docteur Uriburu: « Aujourd'hui a été conclu un pacte qui attache avec des chaînes de fer les bonnes relations entre argentins et chiliens »; c'est pour cela que le Président du Chili disait à son collègue argentin: « Le protocole complémentaire du traité de 1881 rendra inaltérables les relations cordiales et étroites entre le Chili et la République Argentine. »

Ces nobles manifestations et les fêtes de confraternité qui les ont suivies, n'auraient été qu'une véritable déri-

sion si on avait laissé debout la question fondamentale des dissensions de frontières, l'*alma mater* des débats diplomatiques; le *divortium* interocéanique, dont le résultat pratique était de supprimer les Andes comme limite, pour incorporer au Chili les vallées orientales de la chaîne, et même une partie des pampas patagoniques, et cela en opposition au texte et à l'esprit du traité et à la démarcation imposée par la nature elle-même.

Le travail de rédaction de la phrase «morceaux de rios» contenue dans la convention de 1893, une fois exposé comme il vient de l'être, il faut fermer les yeux à l'évidence pour prétendre que, malgré tout, la vieille question est restée debout et que l'on doit encore avoir recours aux exemples et aux textes pour démontrer que les conventions expriment ce qu'elles disent en réalité et non ce que la fantaisie ou l'erreur s'efforcent de leur faire dire.

IX

SOMMAIRE — Les antécédents de la négociation ont été corroborés par la note du ministre Quirno Costa, du 24 Décembre 1894.

Un incident ultérieur projeta plus de lumière encore sur les faits qui ont précédé le pacte, et quoique cela puisse paraître superflu, il convient sans doute de le rappeler comme un des nombreux moyens de connaître la vérité.

Le 14 Août 1894, le Dr. Quirno Costa, qui, en représentation du Gouvernement argentin, assumait le double caractère de plénipotentiaire et d'expert, adressa une note à M. Barros Arana, l'expert chilien, en lui demandant le transfert de la borne provisoire de San Francisco sur le point où elle devait être placée, d'accord avec le traité de 1881 et le protocole complémentaire et interprétatif de ce traité, en date du 1^{er} Mai 1893.

M. Barros Arana répondit le 27 Septembre, en soutenant l'exactitude de la place occupée par la borne, en s'étendant en des considérations intempestives sur les traités. À ce propos, il revint de nouveau à sa théorie du *divortium* interocéanique, en laissant de côté quel-

ques-unes des dispositions des conventions, et en donnant aux autres une portée entièrement arbitraire.

Le docteur Quirno Costa, qui avait joué le principal rôle dans la marche des débats du protocole de 1893, qu'il connaissait personnellement dans ses détails les plus intimes, ne put dissimuler sa surprise devant les efforts de M. l'expert du Chili pour ressusciter une question qui était déjà tombée dans le domaine des faits et du droit, après avoir été étudiée et résolue. En conséquence, dans des termes modérés mais énergiques, il écrivit la note du 14 Décembre, où il rappelle à M. Barros Arana quelques-uns des antécédents et donne, dans un résumé synthétique, l'interprétation du traité qu'il avait contribué à établir. Cette note revêt une importance capitale, parce qu'elle émane de l'un des auteurs du pacte de 1893, et qu'elle a été adressée à M. l'expert du Chili, en son caractère officiel. On y lit ceci :

« Que V. S. me permette de ne lui pas cacher ma profonde surprise pour la restriction que V. S. apporte à l'une des stipulations les plus concluantes du protocole du 1^{er} Mai, et qui a été l'objet de conférences longues et difficiles, qui ont été la cause de la retraite de V. S. au moment de la signature de ce pacte international.

« Les conférences commencèrent en Mars 1893, au Ministère des Affaires Etrangères du Chili, avec l'assistance de V. S. et de mon prédécesseur, monsieur Viraroso, comme expert, et en la présence de monsieur Isidoro Errázuriz, ministre de ce Département, et de moi-même, en une qualité de plénipotentiaire argentin.

« Quand on discuta le morcellement des rios, par la ligne de division, V. S. nous dit que l'on devait laisser cette question pour les instructions que les experts donneraient à leurs sous-commissions de démarcation, car c'était chose entendue, et moi j'ai insisté pour que, sur

ce point, nous laissions une déclaration signée, qui le consignât.

« Quand, pendant le cours de la négociation, l'on a insisté pour établir ledit morcellement des rios, V. S. s'est refusée à ce qu'on le consignât dans le protocole; et comme l'expert argentin aussi bien que moi nous nous refusions à continuer de nous occuper de cette affaire, et que nous déclarions que *nous considérions* cette explication comme indispensable, V. S. n'est plus revenue assister aux conférences, ce qui força son collègue d'alors, Mr. Virasoro à se retirer aussi, et la négociation continua entre Mr. Errázuriz et moi, et l'on consigna la déclaration du morcellement des rios, qu'établit l'article premier, sans aucune limitation, sans aucune restriction d'aucune sorte.

« Comment V. S. peut-elle rouvrir une discussion sur un point résolu par un traité solennel, sanctionné par les Congrès des deux nations intéressées ?

« Le morcellement des rios est, en outre compris implicitement dans le traité de 1881, et ce fut la persistance de V. S., dans tous les actes de l'exécution de ce traité, de vouloir nous faire accepter le *divortium aquarum* continental, comme règle absolue, qui a été une autre des causes principales de la négociation de 1893, où il a encore une fois été repoussé, comme règle de la démarcation, par le fait que le morcellement y a été établi, et que l'on a reconnu au Chili les canaux du Pacifique, aux approches du degré 52°, en décidant que la côte de ces canaux serait fixée d'un commun accord par les deux gouvernements. Si le *divortium aquarum* continental avait été la règle générale, V. S. n'aurait consenti à rien de tout cela et les pouvoirs publics du Chili n'auraient pas accordé leur approbation à ces décisions.

« Cette stipulation au sujet des canaux du Sud, est l'abandon exprès du prétendu *divortium aquarum* continental qui, pour V. S. ne semble jamais avoir été éli-

miné comme règle unique. En effet, dans la parallèle 52° de latitude, le *divortium aquarum*, entre les bassins de l'Atlantique et du ceux Pacifique, se trouve dans les sources du Rio Gallegos, que certains appellent aussi « Plateaux de Diana ». Monsieur l'expert pourrait-il soutenir que la chaîne principale de la Cordillère dont parle le protocole, se trouve dans les sources, quand en parcourant la parallèle, on ne peut la trouver qu'à l'Occident, après avoir traversé les canaux du Pacifique, que mon gouvernement, dans un but de haute politique et par amitié sincère pour le Chili, a déclarés appartenir à cette République ?....

....« La foi publique entre les deux nations une fois engagée, les pouvoirs qui dirigent leurs destinées doivent faire honneur à leurs engagements internationaux, et il ne faut pas faire avorter en un jour l'œuvre de patriotisme préparée pendant une série d'années et de négociations diplomatiques heureusement terminées »....

M. l'expert chilien ne répondit rien au contenu de cette note, acceptant par son silence la vérité des termes qu'elle contient.

Il est, par conséquent, prouvé par cette note que l'une des raisons primordiales du protocole de 1893, a été d'en finir avec ce « prétendu et perturbateur *divortium aquarum* continental » ; que ce point a été « résolu par un traité solennel, sanctionné par les Congrès des deux nations intéressées » ; que le morcellement des rios a été exigé par les représentants argentins comme précaution *sine qua non* pour signer, et que rouvrir la discussion sur ce point, c'est méconnaître la Convention du 1^{er} Mai, dans une de ses parties principales.

Par elle, le gouvernement argentin, par respect pour une politique élevée, qui a toujours été la règle de sa conduite internationale, a cédé au Chili les canaux du degrés 52° dans les environs de la Cordillère, en échange

de l'interprétation correcte de la convention de limites de 1881, et du respect de la ligne de l'enchaînement principal, du massif dominant des Andes, de l'axe de la chaîne.

En attendant, les canaux restent cédés, sans que personne n'ait cherché à embrouiller la franche déclaration des conventions, et nonobstant le *divortium aquarum* continental renaît de ses propres cendres, comme le phœnix de la légende, en laissant derrière lui les stipulations des traités et la muraille frontière elle-même, dont les cimes couvertes de neige, se dressent gigantesques dans l'espace et semblent répéter, à chacun des peuples qu'elle sépare la phrase lapidaire : « tu n'iras pas plus loin ».

APPENDICE

DOCUMENTS DIVERS

TRAITÉ DE 1881

Au nom de Dieu Tout Puissant.

Les Gouvernements de la République Argentine et de la République du Chili, animés du dessein de résoudre amicalement et dignement, la question de limites qui a existé entre les deux pays, et mettant à exécution l'article 39 du Traité d'Avril de l'année 1856 ⁽¹⁾ ont résolu de conclure un Traité de limites et ont nommé à cet effet leurs plénipotentiaires, savoir :

S. E. le Président de la République Argentine le Docteur Bernardo de Irigoyen, ministre secrétaire d'état au département des Affaires Etrangères, et S. E. le Président de la République du Chili, Monsieur Francisco de B. Echeverría, Consul général de cette République.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pou-

⁽¹⁾ Art. XXXIX.—Les deux parties contractantes reconnaissent comme limites de leurs territoires respectifs, celles qu'elles possédaient comme telles au moment de la séparation de la domination espagnole en l'an 1810, et conviennent d'ajourner les questions qui ont pu ou peuvent être soulevées sur cette matière pour les discuter plus tard pacifiquement et à l'amiable, sans recourir jamais à des mesures violentes, et dans le cas où l'on n'arriverait pas à une entente complète, de soumettre la décision à l'arbitrage d'une nation amie.

voins et les avoir trouvés suffisants pour conclure cet acte, sont tombés d'accord sur les articles suivants :

Article 1^{er}.—La limite entre la République Argentine et le Chili est, du Nord au Sud, jusqu'à la parallèle 52° de latitude, la cordillère des Andes. La ligne frontière se développera sur cette étendue par les faîtes les plus élevés, desdites cordillères qui partagent les eaux, et passera à travers les versants qui dévalent d'un côté et de l'autre. Les difficultés qui pourraient surgir au sujet de l'existence de certaines vallées, formées par la bifurcation de la cordillère et où la ligne de partage des eaux ne serait pas claire, seraient résolues à l'amiable par deux experts nommés chacun par l'une des parties. Dans le cas où ceux-ci n'arriveraient pas à se mettre d'accord, un troisième expert, nommé par les deux gouvernements, sera appelé à décider. Des opérations qu'ils pratiqueront il sera dressé un procès-verbal en double exemplaire, signé par les deux experts, pour les points où ils auraient été d'accord, et en outre par le troisième expert pour les points qui auraient été résolus par lui. Ce procès-verbal produira son plein effet du moment où il aura été signé par eux et sera considéré comme bon et valable sans qu'il soit besoin, d'autres procédés ou formalités. Un exemplaire du procès-verbal sera remis à chacun des gouvernements.

Art. 2^o.—Dans la partie australe du continent et au Nord du détroit de Magellan, la limite entre les deux pays sera une ligne qui, partant de *punta Dungeness*, se prolongera, par terre jusqu'à *Monte Dinero*; elle continuera de là vers l'Ouest en suivant les plus hautes élévations de la chaîne de collines qui existent en cet endroit, jusqu'à atteindre les hauteurs du *Monte Aymond*. De ce point la ligne se prolongera jusqu'à l'intersection du méridien 70° avec la parallèle 52° de latitude et de là suivra vers l'Ouest, en coïncidant avec

cette dernière parallèle jusqu'au *divortia aquarum* des Andes. Les territoires qui se trouvent au Nord de ladite ligne appartiendront à la République Argentine; et au Chili ceux qui s'étendent au Sud, sans préjudice de ce que dispose par rapport à la Terre de Feu et aux îles adjacentes l'article troisième.

Art. 3°.—Dans la Terre de Feu, on tracera une ligne qui, partant du point dénommé *Cabo del Espiritu Santo*, à la latitude 52° 40', se prolongera vers le Sud, en coïncidant avec le méridien Occidental de Greenwich, 68° 34', jusqu'à atteindre le *Canal Beagle*. La Terre de Feu, ainsi divisée, sera chilienne dans la partie occidentale et argentine dans la partie orientale. Quant aux îles *de los Estados*, les îlots immédiatement rapprochés de celles-ci, et les autres îles qui se trouvent dans l'Atlantique, à l'Orient de la Terre de Feu et les côtes orientales de la Patagonie, appartiendront à la République Argentine, et toutes les îles au Sud du canal *Beagle* jusqu'au *Cabo de Hornos* et celles qui existent à l'Occident de la Terre de Feu, appartiendront au Chili.

Art. 4°.—Les mêmes experts, auxquels se rapporte l'article premier, fixeront sur le terrain les lignes indiquées dans les deux articles antérieurs et procéderont dans la même forme qui y est déterminée.

Art. 5°.—Le Détroit de *Magallanes* reste neutralisé à perpétuité, et sa navigation est déclarée libre pour les pavillons de toutes les nations. Dans l'intérêt d'assurer cette liberté et cette neutralité, on ne construira sur ses côtes ni fortifications ni défenses militaires qui puissent mettre obstacle à ce dessein.

Art. 6°.—Les gouvernements de la République Argentine et du Chili exerceront pleine domination et à perpétuité sur les territoires qui leur appartiennent respectivement de par le présent traité. Toute question qui, par malheur, serait soulevée entre les deux pays, soit à

l'occasion de cette transaction, soit pour tout autre motif, sera soumise à la décision d'une puissance amie. et dans tous les cas, la limite fixée dans le présent arrangement restera la limite immuable entre les deux Républiques.

Art. 7^e.—Les ratifications de ce Traité seront échangées dans le terme de suixante-dix jours, ou avant si possible, et l'échange aura lieu dans la ville de Buenos Ayres ou dans celle de Santiago de Chile.

En foi de quoi, les plénipotentiaires de la République Argentine et de la République du Chili ont signé et revêtu de leurs sceaux respectifs, et en double exemplaire, le présent Traité dans la ville de Buenos Ayres le vingt-troisième jour de mois de Juillet de l'an de Notre Seigneur 1881 —(L. S.) *Bernardo de Irigoyen*—(L. S.) *Francisco de B. Echeverría*.

À Buenos-Ayres, le quinzisième jour du mois de Septembre mil huit cent quatre vingt-un, étant présents dans le secrétariat du Ministre des Affaires Etrangères de la République Argentine, Monsieur le ministre secrétaire d'état au département des Affaires Etrangères, Docteur Bernardo de Irigoyen, et Monsieur Francisco de B. Echeverría, plénipotentiaire spécial de l'excellentissime gouvernement du Chili, pour souscrire le Traité de limites qui a été signé dans cette ville le vingt-trois Juillet dernier, monsieur Echeverría a déclaré qu'il avait reçu de son gouvernement des instructions pour proposer à l'excellentissime gouvernement de la République Argentine de proroger le terme stipulé dans l'article septième

dudit Traité pour la ratification et l'échange, en raison de peu de temps qui restait pour que les deux congrès pussent en délibérer.

Monsieur le ministre des Affaires Etrangères a répondu: qu'en raison de la considération exprimée, le gouvernement argentin n'aurait pas d'inconvénient à stipuler l'ampliation.

Conformément à cette idée, monsieur Echeverría exhiba les pleins pouvoirs qui lui avaient été transmis par le télégraphe pour signer le présent protocole et dont la teneur dit: — « Santiago du Chili, 13 Septembre 1881.— Anibal Pinto, président de la République du Chili, a tous ceux qui verront la présente, salut!—Attendu que: Je considère que le délai fixé par l'article septième du Traité de limites convenu entre le Chili et la République Argentine, est insuffisant pour effectuer l'échange des ratifications.—En conséquence: ayant une entière confiance en Monsieur Francisco de B. Echevarría, consul général du Chili dans la République Argentine, j'ai résolu de le nommer par les présentes, le nomme et le constitue plénipotentiaire du Chili aux effets de négocier et signer avec le plénipotentiaire dûment autorisé par le gouvernement argentin, un protocole qui consignera la prorogation qui sera jugée convenable du délai fixé pour l'échange des ratifications, par ledit article septième du Traité du vingt-trois Juillet de la présente année. Et tout ce que ledit plénipotentiaire negociera et signera en vertu de ces pleins pouvoirs, je promets de l'exécuter dans toutes ses parties, après l'approbation du congrès que prescrit notre constitution. En foi de quoi, j'ai fait rédiger ces pleins pouvoirs, signés de ma main, et du sceau et des armes de la république et contresignés par le ministre des Affaires Etrangères le troisième jour du mois de Septembre de l'année de notre Seigneur mil huit

cent quatre-vingt-un.—(Signé) ANÍBAL PINTO.—(Signé)
Melquiades Valderrama ».

Monsieur Echevarría offrit, d'accord avec ce dont son gouvernement le prévient dans le télégramme qui précède, de présenter les pouvoirs dans la forme accoutumée, et cette promesse ayant été acceptée par monsieur le ministre des Affaires Etrangères, et celui-ci ayant communiqué de son côté les pleins pouvoirs qui lui ont été conférés par S. E. le président, pour négocier et signer au nom de la République Argentine le présent protocole, et après diverses indications sur le délai, qui ont été discutées, les deux plénipotentiaires sont convenus de proroger pour trente jours le terme stipulé pour la ratification et l'échange du Traité signé dans cette ville le vingt-trois. Juillet, cette prorogation devant être comptée depuis le vingt-deux du mois courant.

En foi de quoi ils ont signé et scellé de leurs sceaux respectifs le présent protocole—(L. S.) *Bernardo de Irigoyen*—(L. S.) *Francisco de B. Echeverría*.

DÉPARTEMENT
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Buenos Ayres 11 Octobre 1881.

ATTENDU QUE :

*Le Sénat et le Chambre des Députés de la Nation
Argentine réunis en Congrès, etc.*

Sanctionnent avec force de

LOI :

Article 1^{er}.—Soit approuvé le traité de limites avec la République du Chili, célébré dans cette capitale le vingt-trois Juillet de la présente année, et le protocole y annexé, signé le quinze Septembre de la même année.

Article 2^o.—Que communication en soit faite au Pouvoir Exécutif.

Donné dans la salle des sessions du Congrès Argentin, à Buenos Ayres, le onze Octobre mil huit cent quatre-vingt-un.

FRANCISCO B. MADERO.

Carlos M. Saravia,

Secrétaire de Sénat.

LIDORO J. QUINTEROS.

Miguel Sorondo,

Secrétaire de la C. des Députés.

EN CONSÉQUENCE :

Qu'elle soit exécutée, communiquée, publiée et insérée au Registre National.

ROCA.

BERNARDO DE IRIGOYEN.

Monsieur D. Agustín Arroyo, consul général de la République Argentine et Monsieur José Manuel Balmaceda, ministre des Affaires Etrangères du Chili, s'étant réunis dans le cabinet du Département des Affaires Etrangères, dans le but de procéder à l'échange des ratifica-

tions du traité de limites, convenu entre les deux Républiques le 23 Juillet de la présente année, Monsieur Balmaceda a exposé : Que le gouvernement du Chili se trouvait en condition d'opérer l'échange des ratifications, et, à cet effet il a présenté l'instrument authentique de la ratification de son Excellence le Président de la République et les pleins pouvoirs qui l'autorisaient à remplir cette formalité. De son côté Mr. Arroyo a déclaré qu'il était en possession de documents identiques, en présentant à sou tour l'instrument authentique de la ratification de son Excellence le Président de la République Argentine et les pleins pouvoirs qui l'autorisaient à procéder à effectuer l'échange, en prévenant que l'instrument de la ratification et les pleins pouvoirs de Mr. Arroyo ont été autorisés pour cet acte par communication télégraphique officielle du Gouvernement Argentin, procédé que le plénipotentiaire du Chili accepte, les instruments authentiques de ratification et les pleins pouvoirs devant être remis aussitôt après leur arrivée dans cette capitale.

Les pleins pouvoirs respectifs ayant été examinés et trouvés en dûe forme, il a été donné lecture comparée du texte des deux ratifications, dans lequel on a trouvé fidèlement et exactement inscrits tous et chacun des articles du traité de limites du vingt-trois Juillet de la présente année.

Ensuite l'échange des ratifications a été effectuée.

En foi de quoi, le plénipotentiaire de la République Argentine et le plénipotentiaire du Chili ont signé et scellé le présent acte, en double exemplaire, le vingt-deuxième jour du mois d'Octobre de l'an mil huit cent quatre-vingt-un. — (L. S.) *Agustín Arroyo* — (L. S.) *J. M. Balmaceda*.

CONVENTION DE 1888

Les gouvernements de la République Argentine et de la République du Chili, animés du désir de mettre à exécution ce qui avait été ordonné dans le traité célébré par eux le 23 Juillet 1881, au sujet de la démarcation des limites territoriales entre l'un et l'autre pays, ont nommé leurs plénipotentiaires respectifs, à savoir :

S. E. le Président de la République Argentine, Monsieur José E. Uriburu, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire au Chili.

Et S. E. le Président de la République du Chili, Monsieur D. Demetrio Lastarria, ministre des Affaires Etrangères.

Lesquels, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des stipulations contenues dans les clauses suivantes :

I.—La nomination des deux experts à laquelle de rapportent les articles 1^{er} et 4^e du traité de limites de 1881, sera faite par les gouvernements signataires dans le délai de deux mois, comptés depuis l'échange des ratifications de ce traité.

II.—Pour aider les experts dans l'accomplissement de

leurs fonctions, chacun des gouvernements nommera aussi dans le même délai, cinq auxiliaires.

Le nombre de ceux-ci pourra être augmenté dans une proportion identique par chacune des parties, pourvu que les experts le sollicitent d'un commun accord.

III.—Les experts devront exécuter sur le terrain la démarcation des lignes indiquées dans les articles 1^{er}, 2^e et 3^e du traité de limites.

IV.—Cependant, les experts peuvent confier l'exécution des travaux à des commissions d'auxiliaires. Ces auxiliaires seront nommés en nombre égal par chacune des parties.

Les commissions régleront leurs procédés sur les instructions que les experts donneront d'un commun accord et par écrit.

V.—Les experts devront se réunir dans la ville de *Concepción* du Chili, quarante jours après leur nomination, afin de se mettre d'accord sur le point ou les points de départ de leurs travaux et au sujet de toutes les autres questions qui l'exigeraient.

Ils dresseront procès-verbal en double exemplaire de toutes les résolutions et déterminations qu'ils prendront dans cette réunion et dans le cours de leurs opérations.

VI.—Toutes les fois que les experts n'arriveront pas à se mettre d'accord sur un point de la fixation des limites ou sur une autre question quelconque, ils le communiqueront respectivement à leurs gouvernements, afin que ceux-ci procèdent à désigner le troisième expert qui doit résoudre le débat, conformément au traité de 1881.

VII.—Les experts pourront avoir, au gré de leur gouvernement respectif, le personnel nécessaire pour leur service particulier, comme le personnel sanitaire ou autre, et quand ils le jugeront convenable pour leur sécurité, ils pourront demander un piquet de troupe à chacun des deux gouvernements, ou uniquement à celui

de la nation sur le territoire de laquelle ils se trouveraient: dans le premier cas, l'escorte devra se composer d'un nombre égal de soldats pour chacune des parties.

VIII.—Les experts fixeront les époques du travail sur le terrain, et installeront leur bureau dans la ville qu'ils désigneront; ils pourront, cependant, d'un commun accord, le transporter d'un point à un autre, toutes les fois que les nécessités du service le leur conseilleront.

Chaque gouvernement fournira à l'expert et aux auxiliaires qu'il nommera, les éléments et les ressources dont ils auront besoin pour leur travail, et tous les deux paieront en commun les frais occasionnés par les bureaux et le bornage des limites.

IX.—Toutes les fois qu'il se produira une vacance dans les emplois d'expert ou d'auxiliaires, le gouvernement respectif devra nommer le remplaçant dans l'espace de deux mois.

X.—La présente convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu dans la ville de Santiago ou dans celle de Buenos Ayres, dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des deux gouvernements ont signé la présente convention, en double exemplaire, à Santiago du Chili, le vingtième jour du mois d'Août de l'année mil huit cent quatre-vingt-huit.
—(L. S.) *José E. Uriburu*.—(L. S.) *Demetrio Lastarria*.

DÉPARTEMENT
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Buenos Ayres, 17 Août 1889.

ATTENDU QUE :

Le Sénat et la Chambre des Députés de la Nation Argentine, réunis en Congrès, etc.

Sanctionnent avec force de

LOI :

Article 1^{er}.—Soit approuvée la convention pour la démarcation de limites, en exécution du traité de 1881, célébré à Santiago du Chili le 20 Août 1888.

Art. 2^e.—Que communication en soit faite au Pouvoir Exécutif.

Donné dans la Salle des Sessions du Congrès Argentin, à Buenos Ayres, le neuf Août mil huit cent quatre-vingt-neuf.

M. DERQUI.

Adolfo J. Labougle,
Secrétaire du Sénat.

B. ZORRILLA.

Alejandro Sorondo,
Secrétaire de la C. des Députés.

EN CONSÉQUENCE :

Qu'elle soit exécutée, communiquée, publiée et insérée au Registre Officiel.

JUÁREZ CELMAN.

N. QUIRNO COSTA.

M. José E. Uriburu, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République Argentine, et M. Juan Castellón, ministre au Département des Affaires Etrangères du Chili, s'étant réunis dans ce Ministère, dans le but de procéder à l'échange des ratifications de la convention de limites signée entre la République Argentine et le Chili, à la date du 20 Août 1888; après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, et les avoir trouvés en bonne et dûe forme, ils ont examiné avec soin les deux textes de ladite convention, et les ayant trouvés exacts et conformes entre eux et avec leurs originaux, ils ont procédé à l'échange sus-indiqué.

En foi de quoi, M. l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République Argentine et M. le ministre des Affaires Etrangères du Chili, ont signé et scellé de leurs sceaux respectifs le présent acte, dressé en double exemplaire à Santiago, le onze Janvier mil huit cent quatre-vingt-dix.—(L. S.) *José E. Uriburu.*—(L. S.) *Juan Castellón.*

PROTOCOLE DE 1893

Mr. Norberto Quirno Costa, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République Argentine, et le ministre de la Guerre et de la Marine, Mr. Isidoro Errázuriz, en son caractère de plénipotentiaire *ad hoc*, s'étant réunis dans la ville de Santiago du Chili, le premier Mai mil huit cent quatre-vingt-treize, dans le cabinet du Ministre des Affaires Etrangères, et après avoir pris en considération l'état actuel des travaux des experts chargés d'effectuer la démarcation de la frontière entre le Chili et la République Argentine, conformément au traité de limites de 1881, et animés du désir de faire disparaître les difficultés contre lesquelles ceux-ci se sont heurtés ou pourraient se heurter, dans l'exécution de leur mission, et d'établir entre les deux états la complète et sincère harmonie qui convient aux antécédents de confraternité et de gloire qui leur sont communs, et aux vives aspirations de l'opinion de l'un et de l'autre côté des Andes, sont convenus de ce qui suit :

Premièrement.—L'article 1^{er} du traité du 23 Juillet 1881 ayant disposé que : « la limite entre le Chili et la République Argentine est du Nord au Sud jusqu'à la parallèle

52° de latitude, la Cordillère des Andes » et que « la ligne frontière se développera dans cette étendue par les faites les plus élevés de ladite Cordillère, qui partagent les eaux, et qu'elle passera à travers les versants qui dévalent d'un côté et de l'autre », les experts et les sous-commissions prendront ce principe pour règle invariable de leurs procédés. Seront, en conséquence, à perpétuité, propriété et domaine absolu de la République Argentine, toutes les terres et toutes les eaux, savoir: les lacs, lagunes, rios et morceaux de rios, ruisseaux, versants qui se trouvent à l'Orient de la ligne des faites les plus élevés de la Cordillère des Andes qui partagent les eaux, et propriété et domaine absolu du Chili, toutes les terres et toutes les eaux, savoir: les lacs, lagunes, rios et morceaux de rios, ruisseaux, versants, qui se trouvent à l'Occident de la ligne des faites les plus élevés de la Cordillère des Andes qui partagent les eaux.

Deuxièmement.—Les soussignés déclarent que suivant l'opinion de leurs gouvernements respectifs, et l'esprit du traité de limites, la République Argentine conserve son domaine et sa souveraineté sur tout le territoire qui s'étend à l'Orient de la chaîne principale des Andes jusqu'à la côte de l'Atlantique, comme la République du Chili le territoire Occidental jusqu'aux côtes du Pacifique; en entendant par là que, par les dispositions dudit traité, la souveraineté de chaque état sur son littoral respectif est absolu, de telle sorte, que le Chili ne peut prétendre à un point quelconque du côté de l'Atlantique, comme la République Argentine ne peut prétendre à aucun du côté du Pacifique.

Si, dans la partie péninsulaire du Sud, aux approches de la parallèle 52°, la Cordillère se présentait comme internée parmi les canaux du Pacifique qui existent dans ces parages, les experts feront procéder à l'étude du terrain pour fixer une ligne de division qui laissera au

Chili les côtes de ces canaux, et sur la vue de ces études, les deux gouvernements la détermineront à l'amiable.

Troisièmement.—Dans le cas prévu par la seconde partie de l'article premier du traité de 1881 « où des difficultés pourraient surgir au sujet de l'existence de certaines vallées formées par la bifurcation de la Cordillère et où la ligne de partage des eaux ne serait pas claire », les experts s'efforceront de les résoudre à l'amiable, en faisant chercher sur le terrain cette condition géographique de la démarcation. Pour cela ils devront, d'un commun accord, faire dresser par les ingénieurs auxiliaires un plan qui leur servira à résoudre la difficulté.

Quatrièmement.—La démarcation de la Terre de Feu commencera en même temps que celle de la Cordillère, et partira du point dénommé *Cabo Espiritu Santo*. Comme, depuis la mer, se présentent à la vue dans cet endroit trois hauteurs ou collines d'une élévation moyenne, l'on prendra pour point de départ celle du milieu ou intermédiaire, qui est la plus élevée, et l'on placera sur son sommet la première borne de la ligne de démarcation qui doit continuer jusqu'au Sud, dans la direction du méridien.

Cinquièmement.—Les travaux de démarcation sur le terrain seront entrepris au printemps prochain, en même temps dans la Cordillère des Andes et dans la Terre de Feu, dans la direction convenue d'avance entre les experts, c'est à dire en partant de la région du Nord de celle-là et du point dénommé *Cabo Espiritu Santo*, dans celle-ci. A cet effet, les commissions d'ingénieurs auxiliaires seront prêtes à partir pour commencer les travaux le quinze Octobre prochain. A cette date, seront aussi réglées et signés par les experts les instructions que, suivant l'article IV de la Convention du 20 Août 1888,

doivent emporter lesdites commissions. Ces instructions seront formulées conformément aux résolutions consignées dans le présent protocole.

Sixièmement.—Aux effets de la démarcation, les experts ou, en leur remplacement, les commissions d'ingénieurs auxiliaires qui opèrent conformément aux instructions que ceux-ci leur auront fournies, chercheront sur le terrain la ligne de division et feront la démarcation au moyen de bornes de fer, dans les conditions antérieurement déterminées, en en plaçant une à chaque passage ou point accessible de la montagne qui sera situé sur la ligne de division, et dresseront un procès-verbal de l'opération où seront signalés les fondements de la borne et les indications topographiques, afin de pouvoir reconnaître en tout temps, le point fixé, même lorsque la borne aurait disparu sous l'action du temps ou des accidents atmosphériques.

Septièmement.—Les experts ordonneront aux commissions d'ingénieurs auxiliaires de recueillir toutes les données nécessaires pour tracer sur le papier, d'un commun accord, avec toute l'exactitude possible, la ligne de division au fur et à mesure qu'ils opéreront sur le terrain. A cet effet, ils signaleront les changements d'altitude ou d'azimut que la ligne de division éprouvera sur son parcours; l'origine des ruisseaux ou des ravins qui dévalent d'un côté ou de l'autre de la ligne, en prenant note de leur nom, quand il sera possible de le savoir, et indiqueront distinctement les points où les bornes de la démarcation auront été placées. Ces plans pourront porter d'autres indications d'accidents géographiques qui, sans être précisément nécessaires pour la démarcation des limites, comme le cours visible des rios, lorsqu'ils descendent dans les vallées voisines, et les pics élevés qui se dressent d'un côté et de l'autre de la ligne de division, sont faciles à signaler à place qu'ils occupent,

comme des indications de situation. Les experts indiqueront dans les instructions qu'ils remettront aux ingénieurs auxiliaires, les faits de caractère géographique qu'il sera utile de recueillir, toutes les fois que cela n'interrompra ou ne retardera pas la démarcation des limites, qui est l'objet principal de la commission des experts, à la conclusion prompte et amicale de laquelle les deux gouvernements prennent le plus grand intérêt.

Huitièmement.—L'expert argentin ayant représenté que pour signer en pleine connaissance de cause le procès-verbal du 15 Avril 1892, d'après lequel une sous-commission mixte chileno-argentine a marqué sur le terrain le point de départ de la démarcation de limites dans la Cordillère des Andes, il croyait indispensable de faire une nouvelle étude des lieux pour confirmer ou rectifier cette opération, en ajoutant que cette étude ne retarderait pas la continuation des travaux qui pourraient être poursuivis simultanément par une sous-commission, et l'expert chilien ayant déclaré que de son côté, bien qu'il crût que l'opération eût été exécutée strictement d'accord avec le Traité, il ne voyait pas d'inconvénient à accéder aux désirs de son collègue, comme preuve de la cordialité avec laquelle ces travaux étaient exécutés, les soussignés sont convenus de pratiquer la révision de ce qui a été fait, et en cas d'erreur, la borne sera transportée sur le point où elle eût dû être placée, suivant les termes du Traité de limites.

Neuvièmement. Désireux de presser les travaux de démarcation, et croyant que cela peut être obtenu par l'emploi de trois sous-commissions au lieu des deux qui ont fonctionné jusqu'à présent, sans qu'il soit nécessaire d'augmenter le nombre des ingénieurs auxiliaires, les soussignés décident qu'à l'avenir, et jusqu'à ce que l'on ait décidé d'en créer d'autres, il y aura trois sous-commissions, composées chacune de quatre personnes, deux

pour la République Argentine et deux pour le Chili, et des auxiliaires que, d'un commun accord, les experts jugeraient nécessaires.

Dixièmement.—Le contenu des stipulations antérieures ne porte pas la moindre atteinte à l'esprit du Traité de limites de 1881, et l'on déclare, par conséquent, que les recours de conciliation pour résoudre telles difficultés que ce soit, prescrits par les articles 1^{er} et 6^e dudit Traité, subsistent dans toute leur vigueur.

Onzièmement.—Les ministres soussignés entendent et déclarent que, tant à cause de la nature de quelques-unes des stipulations précédentes, que pour revêtir les solutions obtenues d'un caractère permanent, le présent protocole doit être soumis préalablement à la considération des Congrès des deux pays, ce qui se fera dans les prochaines sessions ordinaires, et, en attendant, maintenu sous réserve.

Les ministres soussignés, au nom de leurs gouvernements respectifs, et dûment autorisés, signent le présent Protocole en deux exemplaires, un pour chacune des parties, et les revêtent de leurs sceaux.—(L. S.) *N. Quirino Costa.*—(L. S.) *Isidoro Errázuriz.*

N^o. 3042.

DÉPARTEMENT
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Buenos Ayres, 11 Décembre 1893.

ATTENDU QUE :

Le Sénat et la Chambre des Députés de la Nation Argentine, réunis en Congrès, etc.

Sanctionnent avec force de

LOI :

Article 1^{er}.—Soit approuvé le protocole du 1^{er} Mai 1893, signé dans la ville de Santiago par les plénipotentiaires

de la République Argentine et du Chili, additionnel et explicatif du Traité de limites du 23 Juillet 1881.

Art. 2^e.—Que communication en soit faite au Pouvoir Exécutif.

Donné dans la salle des sessions du Congrès argentin, le deux Décembre de l'année mil huit cent quatre-vingt-treize.

JOSÉ E. URIBURU.

Adolfo J. Labougle,

Secrétaire du Sénat.

FRANCISCO ALCOBENDAS.

Alejandro Sorondo,

Secrétaire de la C. des Députés.

EN CONSÉQUENCE :

Qu'elle soit exécutée, communiquée, publiée et insérée au Registre National.

SAENZ PEÑA.

VALENTÍN VIRASORO.

M. Norberto Quirno Costa, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République Argentine, et M. Ventura Blanco, ministre des Affaires Etrangères, s'étant réunis au Ministère des Affaires Etrangères du Chili, dans le but d'effectuer l'échange des ratifications du protocole conclu à Santiago le 1^{er} Mai de la présente année, entre S. E. le Président de la République Argentine et S. E. le Président de la République du Chili, lesquels ayant collationné soigneusement les textes desdites ratifications et les ayant trouvés conformes entre eux, ont pratiqué, après la présentation régulière de leurs pleins pouvoirs, à la date de ce jour et dans la forme accoutumée, ledit échange. En foi de quoi, ils ont signé le présent acte d'échange en double exemplaire et l'ont scellé de leurs sceaux respectifs. Fait à Santiago le vingt-et-unième jour du mois de Décembre de l'année mil huit cent quatre-vingt-treize. —(L. S.) *N. Quirno Costa.* —(L. S.) *V. Blanco.*

MÉMOIRE

Écrit et présenté a Son Excellence Monsieur le Président
de la République, en conseil général de ministres du 24 Décembre 1889,
sur l'état des rapports entre le Chili
et la République Argentine et ses conséquences.

I

La gravité des faits que j'ai l'honneur de soumettre à la considération de V. E. et de mes collègues distingués du cabinet, m'a décidé à donner une forme écrite à l'objet de ce conseil des ministres, dans le but de laisser aux archives des Affaires Etrangères des antécédents précis sur les mesures adoptées pour la défense des intérêts et de la souveraineté de la Nation dans ses rapports avec la République du Chili.

.....

.....

.....

5°.—Quelques-uns de ces rios, comme le *Vodudahué*, le *Huemules*, le *Ayssen* et le *Palena*, coulent au pied oriental de la Cordillère et vont se jeter dans le Pacifique en passant par ses brèches.

En parlant de l'avant-cordillère ou simple sierra, le capitaine de frégate Simpson, dit dans son rapport : « cette sierra *secondaire*, ou colline, *constitue donc le véritable partage des eaux*, et c'est pour cette raison qu'on trouve des rios, comme l'Ayssen, qui provenant de *l'autre côté*, traversent complètement le cordon des Andes. »

Et il ajoute dans un autre endroit : « Qu'il espère que l'expérience acquise ne sera pas perdue et que notre gouvernement profitera bientôt des grands avantages que lui offre ce nouveau moyen, *de mettre une vaste et belle contrée* sous la domination effective des lois de notre République. »

Le Chili ne garda pas le secret, et en 1875, son Annuaire Hydrographique officiel publiait tous les rapports et les nombreux plans de cette expédition.

.....
.....

VII

On entend par ligne des faites les plus élevés, aux effets du Traité, celle qui se développe sur les plus grandes hauteurs du corps organique qui forme l'ossature de la cordillère, quoique ce corps ait des brèches transversales ou vallées intermédiaires.

Le Traité se rapporte à ces faites qui doivent avoir deux caractères : 1^{er}. être les plus élevés ; 2^e. partager les eaux.

Ces faites sont neigeux et, à l'époque de la fonte, ils partagent leurs propres dégels qui coulent sur leurs flancs et à leurs bases.

Si le *divortium aquarum* de la cordillère se jette toujours dans le Pacifique, comme l'observe l'ingénieur

Bertrand, et me le montre ma carte, ces faites ne cessent pas pour cela d'être les plus élevés qui partagent les eaux, auxquels se rapporte le Traité.

Si entre quelques-uns de ces faites qui partagent les eaux, il y a des brèches, il est juste, dans ce cas, de suivre la ligne idéale du massif, jusqu'à ce qu'on ait trouvé les nouveaux faites de division.

Le Chili abandonne, cependant, l'ossature de la Cordillère, et en voyageant à travers un et quelquefois deux degrés sur la Patagonie, s'arrête dans une série de vallées et de lacs situés au pied d'élévations qui ne sont pas toujours continues, formées parfois par des ondulations qui servent de trait-d'union à des hauteurs isolées, comme les monts Zeballos et Belgrano, et qui, donnent naturellement naissance à leur tour à des rios et à des ruisseaux. Le Chili suit quelques-uns de ces cours d'eau, comme ceux du *Buta-Pulena*, de l'*Ayssen* et de l'*Huemules*, etc., et observe qu'ils arrivent au pied oriental de la Cordillère des Andes, et par des ouvertures ou des brèches de l'ossature, vont se jeter dans le Pacifique.

Il prétend alors tracer une limite qui se développe dans la Patagonie, c'est-à-dire, à travers ces vallées et ces lacs, qui, bien qu'ils produisent des eaux, par suite d'un accident local, ne sont pas *les faites les plus élevés* dont parle le Traité.

Nous n'avons pas encore une connaissance suffisante du régime des eaux dans la région patagonique dont il vient d'être parlé; mais en fixant sur la carte quelques points déjà déterminés, d'après des travaux du Chili, on s'aperçoit que cette République convoite les vallées qui s'avancent du 41° de latitude Sud jusqu'au 52° de longitude Sud, sans parler d'autres qu'il désire aussi peut-être plus au Nord, en face du gouvernement du Neuquen, et qui se trouvent, par rapport aux Andes, dans la même situation que celles de San Juan et de Mendoza,

qu'il a reconnues comme incontestablement argentines.
.....
.....

Le débat commencera par la mésintelligence des experts sur le terrain, il grandira dans les chancelleries ; les deux peuples excités se regarderont avec des attitudes de provocation et nous devons choisir entre l'une de ces quatre solutions : *l'ajournement*, toujours stérile, s'il n'est pas basé sur la faiblesse physique, passagère ou organique ; *la guerre*, que les deux pays ont intérêt à éviter, et *la transaction* ou solution qui laisserait à l'Argentine les vallées patagoniques et au Chili, les ports du Pacifique, ou golfes fermés, dénouement possible d'une politique modérée, qui peut donner satisfaction aux aspirations communes. La quatrième solution, prévue par le Traité, serait quelque chose qui ressemblerait à *l'arbitrage*, la soumission à la décision d'un troisième expert.
.....

Estanislao S. Zeballos.

CONSEIL GÉNÉRAL DES MINISTRES

Célébré le Samedi 30 Janvier 1892

M. le Président :

M.M. les Ministres :

La gravité du sujet et l'utilité qu'il y a à ce que tout ce qui s'y rapporte demeure clairement documenté dans archives du Ministère des Affaires Etrangères, m'ont décidé à soumettre cette exposition au Conseil général des ministres, que M. le Président a cru devoir réunir, pour traiter l'affaire de la dissidence profonde survenue entre les experts de la République Argentine et du Chili, réunis à Santiago pour commencer la démarcation.....

J'ai étudié l'affaire à un point de vue spécial pour examiner quelques-unes des difficultés sérieuses qui peuvent se présenter dans la démarcation. M. l'expert du Chili

discute dans sa note l'hypothèse générale qu'en admettant la règle absolue de porter la limite sur les faîtes les plus élevés, les sommets ou chaînes des Andes, on formera une ligne brisée qui entrera dans le territoire national de chaque pays, et en sortira tour à tour en unissant les cimes, comme l'*Aconcagua*, le *Famatina*, le *Payen*, etc. Ces pics ne font pas partie du massif central des Andes, ce sont des sentinelles détachées et isolées dans la vaste région orientale. L'argument est habile mais il n'a pas de portée, et cependant il a servi à M. l'expert du Chili pour aller plus loin et pour exprimer à titre de réciprocité, et sous le prétexte de préjudices probables pour la République Argentine sa crainte que la limite ne s'internât à l'occident et ne laissât sur le territoire argentin quelques territoires et quelques baies de la côte du Pacifique.

L'argument se retourne avec une précision mathématique s'il est appliqué à la règle absolue soutenue par M. l'expert du Chili. Si, en effet, la limite doit abandonner les faîtes les plus élevés des Andes, quand des rios et des ruisseaux passent entre eux ou si ces cours d'eau n'y prennent pas naissance, si ce n'est bien des lieues à l'orient, hors des Andes, dans des terrains bas et plats, comme cela arrive au degré 52°; si la frontière doit descendre la base argentine des Andes pour suivre ces eaux et entourer leurs sources qui obéissent à des phénomènes locaux internes, et non du *massif andin*; si, enfin, pour ne pas morceler avec le tracé naturel les rios ou les ruisseaux, il faut adopter n'importe laquelle des différentes divisions d'eaux qui existent, et non uniquement la ligne de partage des eaux dudit massif andin, système de montagnes qui dans le Sud-Amérique, comme dans le Droit Public International, sert de rempart aux nations voisines,—il est évident que l'esprit et la lettre du Traité seront violés, parce que le Chili exer-

cera sa domination à l'orient des Andes. La contradiction disparaît si l'on donne au Traité son interprétation naturelle, en abandonnant, des deux côtés, des interprétations bornées et impraticables.

Dans le Droit International, comme dans le Traité de 1881, quand une cordillère immense s'interpose entre deux nations, sur quelle partie de cette cordillère se développera la ligne frontière? Sur le massif central, en laissant les vallées des deux versants à leurs souverainetés respectives. Quelle règle guidera les ingénieurs chargés de la démarcation pour diviser le massif central? Le partage des eaux du massif lui-même, qu'il n'est pas possible de confondre avec le partage des eaux des autres chaînes de montagnes moins élevées, reliées au massif central ou indépendantes de ce même massif, ni avec le *divortium aquarum* des plaines orientales quoiqu'il y en ait parmi elles qui coulent vers le Pacifique, pour des raisons géographiques purement locales, internes ou accidentelles qui ne donnent leurs lois générales ni à la science ni au Droit Public.....

Estanislao S. Zeballos.

MEMORANDUM

De l'expert argentin à S. E. Mr. le Ministre des Affaires Etrangères

.....
Huit jours se passèrent ainsi.

Enfin, le 12 Janvier, je parvins à me soustraire aux attentions dont on m'avait entouré pendant tant de jours, et à amener M. l'expert chilien sur le terrain de nos affaires officielles.

J'ai déjà rendu compte au gouvernement de ce qui s'est passé dans cette conférence, et qui est consigné dans le projet de procès-verbal que j'en ai dressé et qui suit :

« SECONDE ÉPOQUE »

« *Première conférence — 12 Janvier 1892* »

« À Santiago du Chili, le 12 Janvier 1892, Messieurs les experts Octavio Pico pour la République Argentine et Diégo Barros Arana pour celle du Chili, s'étant réunis de nouveau, a eu lieu, dans le Bureau international de limites, une conférence pour se mettre d'accord au sujet des instructions à donner aux commissions d'auxiliaires de chacune des deux nations, qui devaient intervenir

dans le travail de la détermination et du tracé de la frontière dans sa partie Nord et dans la Terre de Feu, et il a été convenu : que la commission du Nord, composée des auxiliaires argentins M.M. Julio V. Díaz, Luis J. Dellepiane et Fernando L. Dousset, et de l'adjudant M. Dionisio Meza, ainsi que des auxiliaires chiliens M. Alejandro Bertrand..... (1) avec l'autorité et la catégorie respectives que leur donne l'ordre dans lequel ils viennent d'être nommés, auront pour

« *Première* et fondamentale instruction, l'application stricte de l'article 1^{er} du Traité de limites de 1881, dans la sphère de leur compétence, et qui dit : « La limite entre la République Argentine et le Chili est, du Nord au Sud jusqu'à la parallèle 52° de latitude, la Cordillère des Andes. La ligne frontière se développera sur cette étendue par les faîtes les plus élevés desdites cordillères qui partagent les eaux, et passera à travers les versants qui dévalent d'un côté et de l'autre. »

« *Seconde*.—Quand les faîtes les plus élevés de la Cordillère des Andes se présenteront sous la forme de plateformes ou de plateaux élevés, l'on cherchera au moyen de la nivelation, les points les plus élevés desdits plateaux, et c'est par eux que se développera la ligne de division.

« *Troisième*.—Quand même ceux-ci ou d'autres faîtes quelconques les plus élevés desdites cordillères seraient inaccessibles, ils formeraient toujours la limite réelle entre les deux nations.

« *Quatrième*.—Si, dans le cas prévu par le Traité, se rencontraient des « vallées formées par la bifurcation de la Cordillère, et que la ligne de division ne serait pas claire », la commission mixte lèvera un plan exact des

(1) M. l'expert chilien ne m'a pas communiqué la composition du personnel des sous-commissions chiliennes.

accidents et le soumettra au jugement de M.M. les experts, sans laisser sur le terrain étudié aucune marque définitive de la limite.

« Quant à la commission mixte qui doit opérer dans la Terre de Feu, et qui est composée des auxiliaires M.M. Valentin Virasoro et Juan A. Martin et de l'adjudant Federico Erdman; et des auxiliaires chiliens... M.M. Merino Jarpa, Larenas et... ses instructions générales seront les suivantes :

« *Première.*—Faire sur le terrain les études nécessaires à l'aide des cartes les plus réputées et les plus fidèles et de tous les renseignements qu'ils jugeront les plus dignes de foi, pour trouver le cap *Espíritu Santo*.

« *Seconde.*—Une fois installée sur ledit cap, faire les observations nécessaires pour en déterminer les coordonnées géographiques, et fixer sur le terrain la ligne méridienne qui passe en cet endroit.

« *Troisième.*—Mesurer cette ligne du Nord au Sud, jusqu'à la rencontre du canal de *Beagle*, et y poser les bornes dans les conditions convenues dans le procès-verbal du 8 Mai 1890, et dans l'acépit huitième de celui du 21 Avril de la même année. Sur ces bases, M.M. les auxiliaires Julio V. Diaz et Alejandro Bertrand formuleront, pour chacune des commissions auxiliaires, un plan général d'opérations, qui sera soumis à l'approbation de M.M. les experts. »

« La première de ces instructions fondamentales, acceptée pour la commission du Nord, a été présentée par moi. Il m'a semblé que nous ne pouvions donner à nos auxiliaires une version plus vraie du Traité, que de transcrire la copie littérale de son texte.

« M. l'expert chilien l'a acceptée, et, à son tour, a proposé la seconde que j'ai acceptée également, parce qu'elle s'accordait bien avec la lettre du traité. En effet : si un plateau faisait partie de la limite, pour être lui-même un

des faites les plus élevés de la Cordillère des Andes, et si, de plus, sur ce plateau on recherchait par la nivelation les points les plus hauts pour y faire passer la ligne, c'était faire *courir celle-ci par les faites les plus élevés* des plus élevés de la Cordillère.

« Quant à la troisième base, qui pourrait être considérée comme une redondance, et dont nous n'avons pas convenu avec M. l'expert, j'ai cru qu'elle pouvait être consignée dans les instructions, parce que du moment où les experts sont chargés par le traité de fixer sur le terrain toutes les lignes frontières, je ne voulais pas que l'on pût arriver à supposer qu'elles n'étaient pas déterminées là où l'impossibilité matérielle avait empêché que l'on parvint au point qui les marquait.

« Si la quatrième base, pour laquelle je me proposais aussi d'obtenir l'acquiescement de mon collègue, n'était pas indispensable, elle n'avait pas moins son utilité, afin d'empêcher que les auxiliaires, s'arrogeant le caractère d'arbitres, n'exercassent les plus hautes fonctions attribuées par le Traité aux experts.

« Quant aux instructions que les sous-commissions devaient emporter à la Terre de Feu, elles devaient être excessivement simples, comme l'était l'opération à laquelle ils allaient se livrer. Elles devaient consister, et ont consisté, à leur recommander de rechercher, avec les plus sérieuses garanties de réussite, le cap de l'*Espíritu Santo*; de calculer les coordonnées géographiques de ce point et de partir de là au Sud vrai, en mesurant et en posant des bornes sur la ligne depuis là jusqu'au Canal de Beagle, comme il en avait été convenu le 8 Mai 1890, entre les experts.

« Tout cela (sauf les bases 3^e et 4^e déjà rappelées pour la commission du Nord), avait été réglé avec M. l'expert chilien, et il ne restait plus qu'à signer le procès-verbal de la convention et à la mettre à exécution, quand, après

l'approbation du premier article, mon collègue, qui avait été d'accord avec moi pour donner, comme base primitive, aux auxiliaires du Nord, purement et simplement l'article premier du traité, voulut, comme il le dit, préciser son opinion, et déclara que la ligne de division entre les deux nations devait se développer par la partage des eaux, quand même il eût fallu pour cela s'éloigner des faîtes les plus élevés des cordillères.

« Je fis observer à M. l'expert chilien, que la première des bases convenues la veille, tendait à éviter les interprétations, et que si nous entrions dans cette voie, nous allions faire échouer notre œuvre.

« M. l'expert chilien ayant insisté, je m'opposai à son interprétation, en essayant de lui démontrer l'erreur dans laquelle il était tombé vis-à-vis de la lettre du traité, qui avait été compris de la même manière par tous les hommes d'état de mon pays qui s'étaient succédé au pouvoir depuis qu'il avait été signé, et entre autres par l'auteur même du traité, le Dr. Irigoyen, et je lui citai aussi des opinions d'autorités chiliennes.

« M. l'expert chilien cita l'exemple d'autres pays pour prouver que la ligne de partage des eaux était celle qui devait être prise pour limite, bien que le traité donnât comme telle les faîtes les plus élevés des Cordillères.

« N'ayant pu nous mettre d'accord sur des interprétations si opposées, nous résolûmes de suspendre les travaux et de soumettre les points de notre dissidence à la décision de nos gouvernements respectifs.

« Et ayant invité M. l'expert chilien à consigner dans un procès-verbal ce qui s'était passé entre nous, il me répondit qu'il valait mieux que je le fisse moi-même dans un procès-verbal que je lui adresserais, et auquel il ferait ses observations s'il le croyait nécessaire.

« Tout étrange et hors d'usage que m'ait paru cette façon de dresser des procès-verbaux, je n'ai fait aucune

objection, puisque j'avais ainsi atteint mon but, comme je l'ai cru alors.

« Le même jour, je passai à M. l'expert chilien le procès-verbal convenu, qui ne contenait autre chose que la relation des faits qui s'étaient produits ce jour là. à l'exception du nom de l'autorité chilienne que j'avais citée, et qui était celui de M. le Dr. Carlos Martinez.

« A cette note-procès-verbal, M. l'expert chilien répondit par une autre note très étendue, portant la date du 18 Janvier, après m'avoir prévenu par une lettre particulière en date du 14, qu'il l'avait écrite au courant de la plume et quelle était fort longue, raison pour laquelle le commis aurait à mettre beaucoup de temps à la copier. Je l'ai reçue le 19.

.....
.....

Santiago du Chili, 28 Février 1892.

Octavio Pico.

TÉLÉGRAMME

Santiago du Chili, 14 Mars 1893.

Au Ministre des Affaires Etrangères.

Buenos Ayres.

« Hier, à cinq heures du soir, nous sommes parvenus à établir les conventions transcrites plus bas, qui seront signées par les experts, le Ministre des Affaires Etrangères et le Plénipotentiaire Argentin. Nous jugeons tous que par cet arrangement se trouvent aplanies les difficul-

tés du présent et celles de l'avenir. Mr. le Ministre Errázuriz est parti hier même pour Valparaiso afin de conférer avec le Président de la République et ses collègues, et Mr. Barros Arana, s'est rendu dans cette ville aujourd'hui de bonne heure, dans le même but ; parce que Mr. Errázuriz comme le Plénipotentiaire Argentin et les experts ont décidé que ce dont on est convenu serait préalablement soumis aux gouvernements.

« Comme V. E. le verra, on est entré, dans la dernière conférence, au fond de la question, à propos de l'interprétation du traité, dans la persuasion que l'on devait, une fois par toutes, écarter tout motif de difficultés ultérieures.

« Voici ce dont nous sommes convenus :

« Les travaux de démarcation sur le terrain seront entrepris au printemps prochain simultanément dans la Cordillère des Andes et dans la Terre de Feu, dans les conditions déterminées par les conventions antérieures ; c'est-à-dire, celle-là en partant de la région du Nord, et celle-ci du point dénommé cap de *Espíritu Santo*. A cet effet, les commissions d'ingénieurs auxiliaires seront prêtes à partir pour exécuter leurs travaux le 15 Octobre. A cette date seront aussi rédigées et signées par les experts les instructions que lesdites commissions doivent emporter, suivant l'article 4^e de la convention du 20 Août 1888. Ces instructions seront formulées conformément aux résolutions consignées dans le présent acte.

« Comme il a été décidé par l'article 1^e du traité du 23 Juillet 1881 que « la limite entre la République Argentine et le Chili est, du Nord au Sud, jusqu'à la parallèle 52^e de latitude, la Cordillère des Andes, et que la ligne frontière se développera par les faîtes les plus élevés qui partagent les eaux et qu'elle passera à travers les versants qui dévalent d'un côté et de l'autre », les commissions de démarcation prendront ce principe pour

règle invariable de leurs opérations, et les experts donneront leurs instructions d'accord avec lui.

« M. M. les Experts déclarent que dans leur opinion et suivant l'esprit du Traité de limites, la République Argentine conserve son domaine et sa souveraineté sur tout le territoire qui s'étend à l'Orient de la chaîne principale des Andes jusqu'aux côtes de l'Atlantique, de même que le Chili sur le territoire Occidental jusqu'aux côtes du Pacifique; étant entendu que par les dispositions de ce pacte, la souveraineté de chaque État sur son littoral respectif est absolu; de telle sorte que le Chili ne peut prétendre à un point quelconque du côté de l'Atlantique, de même que la République Argentine ne peut prétendre à aucun sur les côtes du Pacifique. Si dans la partie péninsulaire du Sud, aux approches de la parallèle 52°, la Cordillère paraissait internée parmi les canaux du Pacifique qui existent en cet endroit, la ligne de division devra être tracée sur les faîtes ou hauteurs intérieurs, qui laisseront au Chili les côtes de ces canaux. Aux effets de la démarcation, les experts ou, à leur défaut, les commissions d'ingénieurs auxiliaires qui travaillent suivant les instructions qui leur auront été données, chercheront sur le terrain la ligne de division, et feront la démarcation au moyen de bornes de fer, conditionnées comme il en a été décidé antérieurement; en en plaçant une à chaque passage ou point accessible de la montagne qui sera situé sur la ligne de division, et dresseront un procès-verbal de l'opération dans lequel on en signalera les fondements, et les indications topographiques suffisantes pour reconnaître le point fixé, même si la borne disparaissait sous l'action du temps ou des accidents atmosphériques.

« Les commissions d'ingénieurs auxiliaires recueilleront tous les renseignements nécessaires pour tracer sur le papier, d'un commun accord, et avec toute l'exactitude

possible, la ligne de division au fur et à mesure qu'ils feront la démarcation sur le terrain. A cet effet, ils signaleront les changements d'altitude et d'azimut que la ligne de division éprouvera dans son cours, l'origine des ruisseaux qui dévalent d'un côté et de l'autre de la ligne, en prenant note de leurs noms, quand on pourra les connaître, et fixeront distinctement les points où l'on aura placé les bornes de démarcation. Ces plans pourront contenir d'autres accidents topographiques qui, sans être absolument nécessaires pour la démarcation de limites, comme le cours visible des rios, lorsqu'ils descendent des vallées voisines, et les pics élevés qui se dressent de chaque côté de la ligne de division, sont cependant faciles à signaler à la place qu'ils occupent, comme indications de leur situation.

« Les experts indiqueront dans les instructions qu'ils donneront aux ingénieurs auxiliaires, les accidents de caractère géographique qu'il serait utile de recueillir, toutes les fois que cela n'interrompra ni ne retardera pas la démarcation des limites, qui est l'objet principal du mandat des experts, et que les deux gouvernements ont le plus grand intérêt à voir se terminer promptement et amiablement.

« Dans le cas, prévu par la seconde partie de l'article 1^{er} du traité de 1881, où des difficultés pourraient, se présenter « à cause de l'existence de certaines vallées formées par la bifurcation de la cordillère, et où la ligne de partage des eaux ne serait pas claire », les experts s'efforceront de les résoudre à l'amiable, en faisant chercher sur le terrain cette condition géographique de la démarcation. Pour cela, ils devront, d'un commun accord, faire dresser par les ingénieurs auxiliaires un plan qui leur servira à résoudre la difficulté.

« Mr. l'Expert Argentin a exposé: que pour signer en pleine connaissance de cause le procès-verbal du 15

Avril 1892, d'après lequel une sous-commission mixte chileno-argentine a signalé sur le terrain le point de départ de la démarcation des limites dans la Cordillère des Andes, il croyait indispensable de faire une nouvelle étude des lieux, pour ratifier ou rectifier cette opération. Il a ajouté que cette étude ne retarderait pas la continuation des travaux, qui pourraient être exécutés simultanément par une autre sous-commission. Mr. l'Expert chilien a exposé: que bien qu'il crût que l'opération eût été exécutée en conformité exacte avec le traité, il ne voyait pas d'inconvénient à accéder aux désirs de son collègue, comme preuve de la cordialité avec laquelle ces travaux étaient exécutés.

« La démarcation de la Terre de Feu commencera simultanément avec celle de la Cordillère, dont il vient d'être parlé, et partira du point dénommé cap *Espiritu Santo*. Comme en cet endroit, depuis la mer, trois hauteurs ou collines de moyenne élévation se présentent à la vue, l'on prendra pour point de départ celle du milieu ou intermédiaire, qui est la plus élevée, et l'on placera sur son faite la première borne de la ligne de démarcation, qui doit continuer vers le Sud, dans la direction du méridien.

« Désirant accélérer les travaux de la démarcation, et croyant que l'on pourra obtenir ce résultat en employant trois sous-commissions au lieu des deux qui ont fonctionné jusqu'à présent, sans qu'il soit nécessaire d'augmenter le nombre des ingénieurs auxiliaires, M. M. les experts ont décidé, d'un commun accord, que dorénavant et jusqu'à ce que l'on ne décide pas d'en créer d'autres, il y aura trois sous-commissions, composées chacune de quatre personnes, dont deux pour la République Argentine, et deux pour le Chili, et des adjudants que d'un commun accord on considérera comme nécessaires.

« Comme nous attendons d'un moment à l'autre la dé-

cision du Gouvernement du Chili, nous désirons que la résolution du Gouvernement Argentin nous soit communiquée par le télégraphe, afin que si l'une et l'autre se montraient approbatives de ce qui a été fait, nous puissions procéder à la signature du procès-verbal des conventions. Immédiatement après que nous connaîtrons celle du Gouvernement du Chili, nous la transmettrons à V. E.

Nous saluons V. E.

N. Quirno Costa. — Valentin Virasoro.

TÉLÉGRAMME

Buenos Ayres, 29 Mars 1893.

Au Ministre argentin à Santiago du Chili.

« Le projet de procès-verbal dont V. E. a rendu compte dans son télégramme du 14 courant, les explications données par M. l'expert Virasoro, et les opinions d'un conseil de citoyens distingués entendues, ont produit dans l'esprit de ce Gouvernement la conviction que ce projet, dans sa partie fondamentale, fixe les bases pour les opérations de la démarcation confiée aux experts par le Traité de 1881.

« Les déclarations consignées dans ce même procès-verbal, sur la portée et l'esprit du Traité de limites sus-indiqué, sont, de l'avis de ce Gouvernement, sujettes à interprétation dans la portée et l'esprit du Traité; et dans le désir d'éviter des difficultés ultérieures dans les opérations de la démarcation, ce Gouvernement croit convenable que les experts consignent dans ce procès-verbal :

« que si dans le trajet de la démarcation, en parcourant la ligne de la chaîne principale des Andes, on se trouvait en face de quelques rios qui coupassent la Cordillère, il est entendu que ces rios seront morcelés par la ligne de démarcation, qui continuera sa projection dans la direction qu'elle suit sur la chaîne du massif principal des faîtes élevés qui partagent les eaux, et que ce qui restera à l'orient de cette ligne appartiendra à la République Argentine, et au Chili ce qui restera à l'occident de ladite ligne ».

.....

Tomás S. de Anchorena.

TÉLÉGRAMME

Buenos Ayres, 29 Mars 1893.

Monsieur le Ministre argentin à Santiago du Chili.

.....
.....

« Le premier éclaircissement se rapporte au cas où « si dans le trajet de la démarcation, en parcourant la ligne de la chaîne principale des Andes, l'on trouvait des rios qui coupassent la Cordillère, il est entendu que ces rios seront morcelés par la ligne de démarcation, qui continuera sa projection dans la direction qu'elle suit sur la chaîne du massif principal des chaînes élevées qui partagent les eaux, et que ce qui restera à l'orient de cette ligne appartiendra à la République Argentine, et au Chili ce qui restera à l'occident de cette même ligne. »

.....

« Le Gouvernement a pleinement approuvé les procédés de V. E. et considère que, grâce à eux, l'on a obtenu des résultats heureux et satisfaisants, en faisant que l'expert chilien a abandonné sa théorie du *divortia aquarum* et s'est engagé à agir et à donner des instructions conformément aux stipulations du Traité. »

.....

Tomás S. de Anchorena.

TÉLÉGRAMME

Santiago du Chili, 15 Avril 1893.

Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères à Buenos Ayres.

.....

« Quant au morcellement de rios par la Cordillère, on obtient d'insérer la formule textuelle de l'instruction que V. E. m'a donnée à ce sujet, dans la note en date du 29 Mars.

« Errázuriz et l'expert chilien prendront conseil aujourd'hui ou demain du Président de la République et d'autres conseillers, et j'espère que s'il y avait une altération, ce serait simplement une question acceptable de mots et non de fond. »

.....

N. Quirno Costa.

TÉLÉGRAMME

Santiago du Chili, 19 Avril 1893.

Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères à Buenos Ayres.

.....
« Quant au morcellement des rios, le Gouvernement du Chili, comme résultat des conférences, propose l'une ou l'autre des deux formules suivantes, qui sera ajoutée après les mots «pour règle invariable de leurs opérations», du procès-verbal primitif :

« *Première formule.*—Si dans le trajet de la démarcation indiquée, se trouvaient des rios qui naquissent hors de la Cordillère des Andes, et la coupassent, ces rios seront morcelés par la ligne de démarcation, qui continuera sa projection dans la direction qu'elle suit sur les faites les plus élevés de ladite Cordillère qui partagent les eaux, et ce qui restera à l'orient de cette ligne appartiendra à la République Argentine, et au Chili ce qui restera à l'occident de ladite ligne.

« *Deuxième formule.*—Si au Sud du degré 41°, à cause des circonstances qu'il n'est pas donné de prévoir, la ligne des plus hauts faites qui partagent les eaux était traversée par quelques rios qui la coupassent, les experts sur la vue des plans qui seront levés à cet effet, traceront la démarcation de la limite, en se soumettant aux stipulations du Traité et à celles du présent protocole. Ainsi, par exemple, si le rio Palena, ou d'autres, prenait naissance à l'orient des Andes, et coupait la ligne de division des faites les plus élevés qui partagent les eaux, la partie qui resterait à l'orient de ladite ligne serait argentine et celle à l'occident chilienne.

« Le Gouvernement de V. E. voudra bien me dire laquelle de ces deux formules il considère comme acceptable. ».

.....

N. Quirno Costa.

TÉLÉGRAMME

Santiago du Chili, 21 Avril 1893.

Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères à Buenos Ayres.

« En réponse aux observations de V. E. sur la conférence de la nuit dernière, je vous déclare que mes télégrammes des 13, 15, 17 et 19 du courant sont l'expression des incidents de la négociation, et démontrent naturellement leurs formes variées et leurs phases diverses, parmi lesquelles on constate à la fin la divergence définitive de l'expert chilien, et son refus de faire une déclaration quelconque sur le morcellement des rios. »

.....

N. Quirno Costa.

TÉLÉGRAMME

Buenos Ayres, 23 Avril 1893.

Monsieur le Ministre argentin à Santiago du Chili.

.....

« Il faut que V. E. fasse comprendre à ce Gouvernement notre désir d'établir des bases claires, qui ne donnent plus lieu à de nouvelles complications, car nous

nous proposons d'inaugurer une ère de paix et d'amitié sincère avec la République du Chili.

« S'il y a des points qui ne peuvent être résolus parce que l'on ne connaît pas le terrain, qu'on le dise clairement, en indiquant le moyen de faire disparaître ces doutes ou ces difficultés. »

.....

Tomás S. de Anchorena.

TÉLÉGRAMME

Santiago du Chili, 24 Avril 1893.

Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, Buenos Ayres.

« J'ai reçu le télégramme de V. E. du 23.

« Je tiendrai compte de la formule indiquée par le Gouvernement Argentin pour la présenter, si je n'en trouve pas une autre plus complète dans le sens des idées de V. E., que je communiquerais en respectant les opinions patriotiques de V. E.

.....

N. Quirno Costa.

TÉLÉGRAMME

Santiago du Chili, 27 Avril 1893.

Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, Buenos Ayres.

« Après de longues conférences et des conseils de gouvernement dans lesquels Errázuriz a vaincu de grandes résistances, je transmets à V. E. la solution suivante,

au sujet de l'incident sur les rios. A la suite des mots «invariable de leurs opérations», qu'on lit dans le procès-verbal primitif, on dira : «seront en conséquence, à perpétuité, propriété et domaine absolu de la République Argentine toutes les terres et toutes les eaux, savoir : les lacs, lagunes, rios et morceaux de rios, ruisseaux, versants, qui se trouvent à l'orient de la ligne des faites les plus élevés de la Cordillère des Andes qui partagent les eaux, de même que seront à perpétuité propriété et domaine absolu de la République du Chili toutes les terres et toutes les eaux, savoir : les lacs, lagunes, rios et morceaux de rios, ruisseaux, versants, qui se trouvent à l'occident de la ligne des faites les plus élevés de la Cordillère des Andes qui partagent les eaux.

« L'expert argentin, comme moi, croyons que ce qui précède satisfait nos exigences et qu'il serait dangereux d'ouvrir de nouveaux débats. Si, comme je l'espère, mon Gouvernement est d'accord, je procéderai à la signature du protocole. Nous manifesterons par là que les moyens de conciliation dont parle le Traité de 1881, dans ses articles premier et neuvième, subsistent toujours. »

Je salue V. E.

N. Quirno Costa.

TÉLÉGRAMME

Santiago du Chili, 28 Avril 1893.

Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, Buenos Ayres.

« Je décline l'honneur que vous me faites en m'attribuant le triomphe d'avoir amené la République du Chili à renoncer à sa théorie du *dirortium aquarum*. Ce n'est

pas moi qui ai obtenu cela avec l'aide de Mons. l'expert argentin Virasoro, mais les instructions que V. E. m'a transmises.

.....
j'ai communiqué hier à V. E. la proposition qui a surgi au sujet de l'incident des rios, en lui exprimant mon opinion sur ce point.
.....

N. Quirno Costa.

TÉLÉGRAMME

Buenos Ayres, 29 Avril 1893.

À Monsieur le Ministre argentin à Santiago du Chili.

« Le Gouvernement argentin a pris en considération, en conseil des Ministres, le télégramme de V. E. en date du 27. par lequel vous lui communiquez la solution à laquelle on est arrivé relativement à l'incident sur les rios dans la Cordillère. La formule que V. E. transmet évite toute difficulté par les termes larges et généraux dans lesquels elle est rédigée, c'est pourquoi le Gouvernement lui a accordé immédiatement son approbation. En conséquence, comme c'était là le seul point qui restât à résoudre, V. E. est autorisée à signer le protocole dont parle V. E., en mettant ainsi un terme définitif à cette affaire, sur les bases décidées et transmises par V. E. dans ses divers télégrammes, et avec les modifications auxquelles on est arrivé d'un commun accord.

« Comme Président je félicite V. E. et M. Virasoro, du résultat satisfaisant de cette négociation, qui cimentera la confiance réciproque entre ces Républiques, en assurant une ère de paix et de prospérité pour tous leurs habitants. »

LUIS SAENZ PEÑA.
Président de la République.

Santiago du Chili, 1^{er} Mars 1893.

À *M. José E. Uriburu, Vice-Président de la République Argentine.*

« Je salue en ce jour, qui rappelle tant de dates glorieuses de la Nation Argentine, l'ex-plénipotentiaire au Chili, en ce jour où a été signé un arrangement qui noue avec des chaînes de fer les bonnes relations entre argentins et chiliens. »

Isidoro Errázuriz.

Santiago du Chili, 2 Mai 1893.

À *S. E. Messieurs le Président de la République Argentine.*

« Le protocole complémentaire du traité de 1881, rendra inaltérables les rapports cordiaux et étroits entre le Chili et la République Argentine.

« Je salue affectueusement V. E. »

JORGE MONTT.

Président de la République.

EXPOSITION

De M. l'expert Valentin Virasoro au Ministre des Affaires Etrangères

Buenos Ayres, 26 Juin 1893.

À S. E. Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères.

.....
.....
« Quelques jours après mon arrivée, le 25 Janvier de la présente année, a eu lieu ma première conférence avec M. l'expert chilien, dans le local du Bureau international de limites ; je viens vous rendre compte de ce qui s'y est passé, et qui a eu le caractère d'un échange d'idées générales plutôt que celui d'une réunion officielle ; je viens vous en rendre compte cependant parce que l'on s'y est occupé d'arriver à une formule pratique pour recommencer les travaux de démarcation qui avaient été suspendus au moment où il s'était agi de les entreprendre l'année dernière.

« Dans cette conférence, M. Barros Arana entrant dans l'interprétation de l'article 1^{er} du Traité me dit : que le trait caractéristique de la démarcation doit être la ligne de partage des eaux, en entendant par là la séparation

des bassins hydrographiques de l'Atlantique et du Pacifique; et il s'étendit en de nombreuses considérations déjà contenues dans sa note du 18 Janvier de l'année dernière.

« Je lui dis que, sans entrer dans la discussion des termes du Traité, les déclarations de cette conférence devant être prises avec la réserve d'une conversation privée, dans le seul but d'échanger des idées, je croyais, qu'en réalité, nous devions chercher la ligne de partage des eaux, mais circonscrite par les Cordillères des Andes en général, et par les enchainements de ses faites les plus élevés, ou dans son massif principal, en particulier.

« Mr. Barros Arana me représenta que nous devions nous occuper des instructions à donner aux ingénieurs auxiliaires pour procéder à la démarcation, et qu'il faudrait pour cela fixer clairement à quel système ils devaient s'astreindre.

« Je lui répondis que sans une connaissance complète du terrain, nous ne pourrions leur donner ces règles, parce que ne sachant pas comment se présente réellement l'état des choses dans la Cordillère, nous manquions de base pour les établir préalablement.

« Il me semble que M. Barros Arana tomba d'accord sur ce point, quoique implicitement.

« L'on parla ensuite de ce que l'on doit entendre par « faites qui partagent les eaux », et je lui exprimai mon opinion à ce sujet; et j'ajoutai que, suivant ce qui arrive généralement dans d'autres Cordillères, celle des Andes pourrait nous offrir la circonstance de brèches de sa chaîne de faites principaux produites par un cours d'eau qui résulterait alimenté par les eaux tombées de deux versants opposés de la Cordillère, dans lequel cas nous nous trouverions en face de ces deux faits: partage de versants dans la chaîne de la Cordillère, qui est bien le cas prévu

par le Traité, et partage des eaux dans les sources de ce cours d'eau, sources qui peuvent exister, non seulement en dehors de cette chaîne, mais en dehors de la Cordillère elle-même.

« M. Barros Arana déclara, qu'à son avis, cette circonstance ne se présentera pas; et que si elle venait à se produire, ce serait le cas de consulter les gouvernements sur la solution du problème. ce à quoi je répliquai que le Traité nous donnait cette solution et nous l'imposait clairement, en nous ordonnant de nous enfermer dans la Cordillère et dans la limite de sa chaîne principale de faites, et de chercher la séparation des versants qui dévalent d'un côté et de l'autre de cette chaîne. Que l'on ne doit pas confondre versants avec cours d'eau, car ceux-là sont les côtés qui descendent des montagnes formant chaîne, et ont leur arête de partage sur la chaîne principale. Cette arête peut se continuer sans interruptions, comme aussi (cela s'observe dans beaucoup de cordillères du monde et spécialement dans l'Himalaya) elle peut être coupée par des cours d'eau, et présenter une ossature brisée, mais qui continue après l'interruption. Le Traité ordonne que sur cette chaîne principale on cherche la séparation des versants, c'est-à-dire la ligne sur laquelle se rejoignent les côtés ascendants et opposés de la montagne, ce qui, à proprement parler, constitue la ligne *anticlinale*, ou soit l'arête ou ligne de rencontre des versants opposés sur le haut de la montagne.

« Aller à la recherche, en sortant de cette chaîne, d'une ligne de partage des eaux dont le Traité ne parle pas, serait évidemment sortir du Traité, puisqu'il enferme dans une limite donnée et clairement exprimée le fait de la séparation des versants que l'on doit chercher.

Mr. Barros Arana, résumant sa façon d'interpréter le

Traité, dit que les rios affluents du Pacifique doivent être considérés comme chiliens, depuis leurs sources, et que ceux qui se jettent dans l'Atlantique comme argentins, depuis leurs sources également.

« Je répliquai qu'il était impossible de produire des affirmations dans ce sens. Il faut pour cela connaître le terrain; et ce serait toujours la position relative aux sources de ces rios par rapport aux versants généraux de la cordillère, qui déciderait si tout ou partie de leur cours devait appartenir à telle ou telle nation.

« M. Barros Arana insista pour que nous donnions aux auxiliaires des règles fixes de la méthode à suivre, d'accord avec l'interprétation du Traité; et qu'il était nécessaire de le faire pour la sous-commission mixte des auxiliaires du Nord.

.....

« Le jour suivant, 26 Janvier, nous nous sommes réunis de nouveau dans le même local, où l'expert chilien et moi nous nous trouvâmes seuls.

« M. Barros Arana commença par me déclarer que la veille il s'était retiré chez lui le cœur gros, parce qu'il avait cru voir, dans mon attitude, l'assurance que la divergence survenue entre M. Pico et lui allait recommencer, et que mes opinions au sujet du Traité n'étaient pas celles qui pouvaient être déduites du texte clair de celui-ci.

« Que le Traité n'autorisait pas la levée de plans, que lui s'y était déjà opposé une fois quand M. Pico le lui avait demandé, et il me lut une exposition écrite qu'il lui avait faite, quand il s'était agi du même objet. Que les ingénieurs auxiliaires devaient emporter des instructions précises pour leurs opérations, afin de procéder sur le terrain à faire la démarcation suivant les circonstances et suivant les termes du Traité.

« Il répéta que, suivant son opinion, la règle fixe et invariable de la démarcation devait être absolument la ligne de partage des eaux continentales. Que la pensée claire du Traité était cela et pas autre chose.

« Que la prétention à des ports argentins sur le Pacifique était de tous points inacceptable.

« Que le Chili, en se basant sur le Traité n'y consentirait jamais.

« Il m'exhiba un plan qui représente la partie Sud du Continent et où la limite se trouve marquée sur la parallèle 52° jusqu'aux versants du Rio Gallegos sans atteindre le bras de la *Ultima Esperanza* et sans arriver, par conséquent à la péninsule *Sacramento*, où se trouve réellement la Cordillère des Andes, en me disant que la ligne indiquée sur ce plan comme frontière est celle que le Chili considère comme conforme au Traité, et que rien ne le ferait revenir sur cette résolution, si ce n'est la décision d'un arbitre, au jugement duquel on soumettrait l'interprétation du Traité.

« Pour ce qui regarde la levée préalable des plans, observai-je à M. Barros Arana, loin d'être contraire au Traité, elle était un auxiliaire indispensable à sa fidèle exécution. Je lui rappelai la divergence survenue entre lui et M. Pico, et l'intervention de M. le Ministre argentin, le Dr. Uriburu, en lui citant la note du 29 Février 1892, adressée au Ministre des Affaires Étrangères, dans laquelle il rend compte des circonstances de cette intervention et de la solution obtenue. Dans cette note il est dit qu'il a eu une conférence avec Monsieur le Président de la République du Chili et ses ministres, « dans le but de rétablir l'harmonie entre les Experts de l'Argentine et du Chili, moyennant l'observation du Traité de limites, dont ils semblaient s'être écartés. Nous convinmes de ce que les experts ne devaient pas s'engager dans des discussions abstraites, mais préparer les élé-

ments pour manifester leurs opinions d'une façon concrète dans la démarcation sur le terrain ».

En conséquence, et comme le disait dans sa note M. Uriburu, «les experts ne devaient pas s'engager dans des discussions abstraites sur les interprétations du Traité, mais se mettre en état de fixer sur le terrain la ligne de démarcation dont ils sont chargés, et employer, dans l'éventualité prévue, les ressources d'un arrangement amiable pour donner une solution aux difficultés qui se présenteraient.

.....

.....

« Quant à ce que, suivant le Traité, la ligne de démarcation continentale au Sud doit être d'accord avec le plan dont j'ai parlé, et que M. Barros Arana m'a présenté, je lui ai déclaré que ne connaissant pas le terrain, je ne pouvais rien affirmer à ce sujet. Que l'extrémité de la parallèle 52°, comme limite entre les deux pays, doit être à l'Occident de la Cordillère des Andes, qu'elle ne peut s'arrêter avant de l'avoir rencontrée ni dépasser la ligne de ses versants, une fois qu'elle aura été rencontrée. Que si dans cette partie, la Cordillère était péninsulaire, il ne serait pas extraordinaire, que le Traité à la main, nous dussions traverser quelque bras de mer pour arriver au *dicortium aquarum* des Andes.

« M. Barros Arana me dit que cela ne serait jamais accepté par le Chili, et m'exprima son regret de voir qu'il ne serait pas possible d'arriver à un accord, en me manifestant effusivement son sentiment entièrement favorable à la solution de la démarcation, sous les inspirations de la bonne harmonie et de la confraternité, qui ont servi de base aux stipulations du Traité de 1881. Que le Chili l'avait démontré pour sa part en le choisissant en qualité d'expert, lui qui avait contribué à établir ces stipulations.

« Je lui répondis que le gouvernement argentin était animé des mêmes sentiments et que mes instructions étaient en harmonie avec eux. Que je ne voyais jusqu'ici aucune raison de discorde. Que le procédé que je mettais en avant, en cherchant à obtenir des données certaines comme base de nos décisions, révélait l'intention de trouver des solutions certaines et le plus grand succès possible dans la démarcation afin de nous mettre à l'abri contre une application erronée du Traité, dont l'accomplissement fidèle est l'intérêt primordial du Gouvernement argentin.

« M. Barros Arana insista pour ne point dresser préalablement de plans, et sur la nécessité de donner des instructions précises aux auxiliaires pour qu'ils se limitassent strictement à la ligne de séparation des origines des eaux qui se dirigent respectivement vers l'Atlantique et vers le Pacifique, et me dit qu'il croyait convenable, dans une prochaine conférence, de dresser un procès-verbal où nous ferions constater les opinions de chacun des experts sur les procédés à suivre.

« Nous tombâmes d'accord sur ce point, et je dis à M. Barros Arana que devant aller jusqu'à la Cordillère à la rencontre de M. le Ministre, Dr. Quirno Costa, qui venait au Chili en son caractère d'envoyé extraordinaire argentin, je présenterais mon exposition à mon retour.

« A la date du 27 Janvier, je rendis compte télégraphiquement au ministre des Affaires Etrangères de ce qui s'était passé dans les conférences, en lui faisant savoir que nous étions sur le point de dresser le procès-verbal de divergence.

« Le 3 Février, quand M. le Docteur Quirno Costa se trouvait déjà à Santiago, j'eus une nouvelle conférence avec mon collègue M. l'expert chilien, et suivant ce dont nous étions convenus antérieurement, je lui présentai mon exposition, qui devait être insérée dans le procès-

verbal, que connaissait d'avance et avait approuvée M. le Ministre argentin, et que je ne transcris pas ici parce qu'elle n'était que la reproduction de ce qui avait été discuté dans les conférences, et que d'autre part elle est restée sans effet.

« M. Barros Arana me dit qu'à la suite de mon exposition il ferait constater la sienne, et emporta à cet effet le procès-verbal déjà rédigé et qui commençait par ma déclaration.

« Il se passa un grand nombre de jours sans qu'il me fit connaître sa résolution à ce sujet, jusqu'à ce que, vers le milieu de Février, survint l'intervention amicale et confidentielle de M. le Ministre argentin, pour essayer d'aplanir les difficultés et les divergences qui s'étaient produites.

« Il est inutile que je fasse le récit de la négociation qui fut alors menée à bonne fin, puisqu'elle a été dirigée par le Ministre lui-même jusqu'à ce qu'elle arrivât à l'heureuse convention qui en fut le denouement.

« Tout le temps qu'elle dura, mon rôle se borna à fournir à S. E. le Dr. Quirno Costa, plénipotentiaire argentin, tous les renseignements spéciaux qu'il considéra nécessaires pour former son propre jugement, et pour se rendre compte de la convenance des diverses formes de la solution qui s'offrait.

« La première forme fut celle convenue dans les conférences des 10 et 13 Mars, qui eurent lieu au Ministère des Affaires Etrangères, entre le Dr. Quirno Costa et M. le Ministre des Affaires Etrangères du Chili, Dr. Errázuriz, M. l'expert chilien et le soussigné, et qui a été consignée dans le projet de procès-verbal que je transcris plus bas, parce qu'elle a servi de base à la négociation conclue par la suite, quoique l'on doive remarquer qu'elle n'a pas été signée ce jour-là

.....

« A ce projet de procès-verbal, qui devait être dressé par les experts, et contenir la confirmation de la part de M.M. les ministres de leurs déclarations interprétatives du Traité de 1881, on donna la date du 10 Mars, jour où la première conférence avait eu lieu.

« Comme je l'ai déjà dit, ce projet de procès-verbal n'a pas été signé, parce qu'il a été décidé qu'avant de le faire, il serait soumis préventivement à la considération des deux gouvernements; et en conséquence, il fut communiqué télégraphiquement au gouvernement argentin, en même temps que M. le Ministre Errázuriz se mettait en route pour Valparaíso et le portait à la connaissance de M. le Président et de son cabinet qui résidaient alors dans cette ville.

« Le 14 Mars, l'acte fut accepté par le gouvernement du Chili, et le 16 du même mois, on reçut un télégramme de M. le Dr. Anchorena, Ministre des Affaires Étrangères de l'Argentine, qui déclarait que la solution obtenue avait plu à M. le Président, mais qu'il demandait une explication sur un point qui se rapportait d'une part à la révision de la borne provisoire du pas de *San Francisco*, et d'autre part à la zone qui serait abandonnée au Chili sur les canaux de la parallèle 52°.

« Je crois devoir faire mention de la conversation que j'eus, le même jour 16 Mars, à la Légation Argentine, avec M. l'expert chilien, au sujet des publications faites par les journaux chiliens, pour expliquer la portée et l'esprit de ce qui avait été réglé.

« Nous nous trouvions réunis, l'expert chilien et moi, en présence de S. E. Mr. le ministre argentin, le Dr. Quirno Costa, et je manifestai à mon collègue, M. Barros Arana, que je ne trouvais pas exacts les rapports faits par divers journaux de Valparaíso, aussi bien que de Santiago, au sujet des termes de la convention, car on y assurait que l'on avait convenu de la *ligne de partage*

des eaux comme règle de démarcation pour l'exécution du Traité, et que cette affirmation, par l'inexactitude qu'elle contient, en dissimulant la restriction que cette règle doit éprouver suivant ledit pacte international, manque de vérité, parce que, même s'il était vrai que la *ligne de partage des eaux* fût la condition géographique que l'on devait chercher dans la chaîne principale et dominante de la Cordillère, cette règle ne devait jamais se rapporter au *divortium aquarum* continental, accident que nous pourrions peut-être rencontrer hors de l'arête des versants, et même en dehors du vrai système montagneux des Andes.

« M. Barros Arana nous dit qu'il ne fallait pas donner d'importance aux publications faites par les journaux, explicables par le manque d'informations sûres et complètes.

« Pour ma part, je fis en outre observer que cela pourrait servir à égarer l'opinion publique, et que si les publications faites pouvaient tranquilliser et satisfaire l'opinion publique au Chili, elles pourraient émouvoir aussi celle de la République Argentine, l'alarmer et amener des obstacles au succès de cette négociation.

« M. le ministre, Dr. Quirno Costa, en lui rappelant ce qui avait été dit différentes fois dans les conférences préliminaires de l'arrangement projeté, s'exprima dans les termes suivants et je crois avec ces mots textuels : « Vous savez bien, Mr. l'expert, que nous sommes convenus que s'il y a des rios qui coupent la Cordillère, et qu'ils aient leurs sources à l'orient de celle-ci et leurs débouchés dans le Pacifique, la ligne de démarcation en se développant sur la chaîne des faîtes principaux, doit morceler ces rios ».

« M. Barros Arana répondit qu'oui, que l'on morcellerait ces rios, mais il déclara que l'on ne parlerait pas spécialement de cela dans le procès-verbal, et qu'on pou-

vait le consigner dans un autre procès-verbal spécial entre les experts, ou dans des notes échangées entre eux.

« Puis il ajouta : « Avec cet arrangement nous assurons la paix entre les deux peuples, au moins pour quatre ou cinq ans ; pendant ce temps-là les travaux n'arriveront pas à l'endroit où leur exécution pourrait produire de nouvelles incertitudes ou des discussions ».

« M. le Dr. Quirno Costa répliqua à cette dernière observation en lui disant qu'il considérerait l'arrangement pris jusqu'aujourd'hui, comme la solution de toutes les difficultés qui pourraient se présenter, puisqu'il venait résoudre le point que, des deux côtés, l'on regardait comme l'esprit véritable du Traité de 1881, et qui se résumait en ces termes : « Rien pour la République Argentine sur les côtes du Pacifique, et rien pour le Chili dans le Patagonie ou à l'orient de la chaîne principale des Andes ».

« Je fais une mention spéciale de cet échange d'idées et d'explications, qui a eu lieu le 16 Mars avec M. l'expert chilien, parce que ce qui a été traité et ce dont il a alors été convenu fut considéré par nous, avec raison, comme incorporée aux bases projetées ; d'autant plus que le procès-verbal qui a été dressé, n'ayant pas été signé, n'avait que le caractère d'un accord verbal, d'une force égale à ce dont il avait été convenu et parlé le 16, et qui ne peut valoir que comme explication des choses relatées dans ledit procès-verbal.

« Le jour suivant, le 17, en vue des explications demandées par S. E. le ministre des Affaires Etrangères, M. le Dr. Anchorena, M. le Dr. Quirno Costa décida que le soussigné se mettrait en route pour Buenos Ayres afin de donner personnellement à notre Gouvernement les renseignements dont il aurait besoin sur l'affaire.

« Nous eûmes un nouvel entretien avec M. l'expert chilien à la Légation argentine, et nous lui fîmes part

de mon voyage à Buenos Ayres et de son objet ; l'on revint sur l'affaire du morcellement des rios, et comme le jour précédent, il se montra d'accord sur ce point.

« On lui parla aussi de la convenance éventuelle de limiter la zone marginale à céder en faveur du Chili sur la côte des canaux du Sud-Ouest ; et il nous dit que l'on pouvait calculer ces limites à un mille plus ou moins, quoique, à son avis, il serait préférable de fixer des points géographiques ou des accidents physiques naturels.

« M Barros Arana ajouta aussi : le Gouvernement du Chili croyait que dans tout ce dont on avait convenu, il n'y avait rien qui ne fût l'interprétation du Traité de 1881, et dans les attributions des experts, et qu'à ce point de vue il considérait inutile de soumettre cet arrangement à l'approbation des congrès des deux pays, ce qui pourrait entraîner quelque difficulté.

« Après cela, je me mis en voyage pour cette capitale, où j'arrivai dans la matinée du 20 Mars.

« Je n'ai pas besoin de m'arrêter à relater les conseils de cabinet qui eurent lieu pour traiter cette affaire ; et il suffit, aux fins de ce rapport, de présenter les opinions qui y dominèrent, résumées dans la forme suivante :

« 1^{er}. Au jugement du Gouvernement argentin, l'arrangement pris au sujet de quelques-uns de ses points, sort des facultés des experts, et doit être conclu entre les plénipotentiaires des deux pays, et soumis en temps opportun aux Congrès respectifs ».

« 2^e. Pour ce qui se rapporte aux études à faire dans la région de *San Francisco*, on doit déclarer explicitement que, s'il résultait de ces études que la borne provisoire n'est pas située à l'endroit qui lui est assigné par le Traité, elle devra être enlevée et placée définitivement où elle doit l'être ».

« 3^e. Soit dans l'acte lui-même ou dans un autre addi-

tionnel, qui sera passé entre les expert, mais en préférant toujours la première forme, on devra consigner le cas possible du morcellement des rios par la ligne de démarcation ».

« 4°. On doit obtenir que la zone marginale que l'on reconnaîtra au Chili, sur la côte des canaux du Nord-Ouest, soit limitée à un mille de largeur ».

« Telles furent les opinions qui surgirent des divers conseils des ministres qui eurent lieu du 20 au 31 Mars, et le soussigné fut congédié à cette dernière date et put entreprendre son voyage de retour au Chili, mais M. le Dr. Quirno Costa, en son caractère d'envoyé extraordinaire dans ce pays, reçut d'autres instructions directes et spéciales, dont je n'ai pas à faire mention.

« Pendant tout le mois d'Avril, on poursuivit la laborieuse négociation qui a eu pour résultat le protocole signé le 1^{er} Mai de l'année courante par M.M. les plénipotentiaires Isidoro Errázuriz et le Dr. Quirno Costa ; et comme les experts n'ont eu aucune intervention dans cet acte, on me pardonnera de ne pas rapporter les négociations qui suiviront, comme aussi de ne pas reproduire ici l'acte lui-même.

.....
.....

Valentin Virasoro.

NOTE DE L'EXPERT ARGENTIN M. LE DR. QUIRNO COSTA,
EN RÉPONSE À CELLE DE L'EXPERT CHILIEN M. BAR-
ROS ARANA, AU SUJET DU TRANSFERT DE LA BORNE
DE SAN FRANCISCO.

Buenos Ayres, 14 Décembre 1894.

*Monsieur l'expert du Chili, pour la démarcation de li-
mites avec la République Argentine, Diego Barros
Arana.*

Monsieur l'expert :

J'ai eu l'honneur de recevoir la note de V. E. en date du 27 Septembre de la présente année, en réponse à la mienne du 14 Août dernier, dans laquelle je demandais le transfert de la borne provisoire de San Francisco sur le point où elle doit être placée, d'accord avec le Traité de 1881 et le protocole explicatif et interprétatif dudit Traité en date du 1^{er} Mai 1893, ou la continuation des études dans la région du Nord, afin de ratifier ou de rectifier nos opinions respectives.

V. E., après de longues considérations, soutient que ladite borne se trouve bien placée, d'accord avec les prescriptions de ces conventions internationales, que sa situation est bien dans la chaîne principale de la Cordillère des Andes, et que pour sa part, elle considère de nouvelles études comme inutiles, en m'indiquant, en outre, que si une entente directe n'était pas possible, on devrait soumettre le débat à l'arbitrage.

« Comme la note de V. S. embrasse diverses thèses importantes, relatives au sens que V. S. donne aux engagements internationaux en vigueur entre la République

Argentine et le Chili, et une relation des précédents que V. S. a cru opportun de me rappeler, à propos de cette borne provisoire, j'éprouve le besoin de répondre avec quelque développement à la note étendue du V. S., afin de préciser la façon dont je comprends les devoirs de la charge d'expert que je remplis, et quelle est l'interprétation que je donne aux pactes qui obligent un pays comme l'autre, en ce qui se rapporte à la détermination de leurs frontières respectives, en laissant, eu outre, nos responsabilités définies devant quelque éventualité qui pourrait survenir plus tard, et que j'essaie et essaierai d'éviter dans l'intérêt de la continuation de nos travaux et des bonnes relations qui existent heureusement entre les deux pays, bonnes relations fermement soutenues et encouragées par l'action de nos gouvernements

Je dois, d'abord, manifester à V. S. que je regrette qu'elle ait pris la peine de me rappeler les précédents qui existent relativement à la pose de la borne provisoire de San Francisco, non seulement parce que cette opération n'a pas été approuvée par les experts, mais aussi parce que toute divergence qui se rapporte à sa validité, a été supprimée par l'article 8^e du Protocole du 1^{er} Mai, qui dit ce qui suit : « Huitièmement.—« L'Expert argentin ayant représenté, que pour signer en pleine connaissance de cause le procès-verbal du 15 Avril 1892, d'après lequel une sous-commission mixte chileno-argentine a marqué sur le terrain le point de départ de la démarcation de limites dans la Cordillère des Andes, il croyait indispensable de faire de nouvelles études des lieux pour confirmer ou rectifier cette opération, en ajoutant que cette étude ne retarderait pas la continuation des travaux qui pourraient être poursuivis, simultanément, par une sous-commission, et l'Expert chilien ayant déclaré que, de son côté, bien qu'il crût que l'opération eût été exécutée strictement d'accord avec le traité, il

ne voyait pas d'inconvénient à accéder aux désirs de son collègue, comme preuve de la cordialité avec laquelle ces travaux étaient exécutés, les soussignés sont convenus de pratiquer la révision de ce qui a été fait, et en cas d'erreur, la borne sera transportée sur le point où elle eût dû être placée, suivant les termes du Traité de limites ».

Les nouvelles études pour transporter ladite borne sur le point où elle eût dû être placée, suivant le Traité de limites et le protocole, si elle n'avait pas été posée conformément aux prescriptions de ces pactes, ayant été ordonnées, il me semble que ni V. S. ni ses auxiliaires n'ont pu soutenir que ce dont il s'agissait était de savoir si ce point de repère de la délimitation était ou non dans le pas de San Francisco, non seulement à cause des termes précis et concluants de l'article que j'ai reproduit, mais aussi parce que les représentants de la République Argentine n'ont jamais mis en doute que ce point ne fût celui de l'emplacement fixé par les Commissions.

Ils ont soutenu, oui, qu'il n'était pas celui qui convenait, suivant la loi qui doit servir de règle à la démarcation, et, pour cette raison, ils se sont refusés à signer le procès-verbal que V. S. visait à obtenir.

Cette brève explication justifie les observations que je me suis permis de faire au sujet de l'exposition des auxiliaires de V. S. qui se réunirent cette année avec les argentins pour faire les études dans la région du Nord; exposition qui se trouve consignée dans le procès-verbal du 7 Mars de l'année courante, et qui contient une mauvaise interprétation ou l'abandon de ce dont il avait convenu dans le protocole susdit.

Mon intention n'a pas été de reprocher à ces messieurs leur façon d'agir, et je ne crois pas avoir le droit de le faire; mais comme expert de la République Argentine, je ne devais pas manquer d'appeler l'attention de V. S.

sur ce sujet; puisque la commission mixte a entre les mains les instructions que j'ai signées avec V. S. à Santiago, et qui donnent la règle unique des procédés pour les auxiliaires chiliens et argentins. Dans un cas semblable, il me serait agréable de prêter l'oreille aux indications de V. S., quoique j'aie prévenu mes employés de ne jamais s'écarter des instructions que V. S. et moi leur avons données.

Je doit faire observer à V. S. que, pour ma part, je ne donne au protocole du 1^{er} Mai, en ce qui touche à borne de San Francisco, d'autre interprétation que celle qu'exprime sa teneur claire et impossible de détourner de sa signification, et que, quelle que soit la valeur des raisons que V. S. a eues de refuser à M. l'expert Virasoro le droit de réviser l'opération, ce qui entre autres résultats a provoqué la négociation diplomatique qui s'est terminée à cette date, je suis surpris que V. S. persiste encore dans l'interprétation des termes du protocole, et qu'elle dise, dans la note à laquelle je réponds, que Mr. Virasoro ne prétendait qu'à réviser l'endroit où la borne avait été placée, ce à quoi V. S. a consenti, convaincue que quelle que fût le résultat que donnerait cette révision, il ne ferait qu'apporter plus de force et d'autorité à ce qui était déjà fait.

Et qu'est-ce qui avait été fait, et comment cela avait-il été fait?

V. S. dit à ce sujet, dans la note dont je m'occupe :
« En Avril 1890, au début des arrangements pris pour la démarcation de limites sur le terrain, entre les deux pays, Mr. Octavio Pico, le prédécesseur distingué de V. S. dans la fonction d'expert pour la République Argentine, proposa à l'expert chilien de commencer les travaux par le Nord, proposition qui fut admise sans difficulté, avec une adjonction complémentaire demandée par l'expert chilien soussigné.

« Ayant alors sous les yeux quelques descriptions géographiques et différents plans ou cartes de cette région, les uns d'origine chilienne et d'autres d'origine argentine, les deux experts convinrent de fixer la première borne de la démarcation à l'endroit dénommé Pas de « San Francisco », en déclarant dans le procès-verbal qui fut dressé le 29 Avril, que c'était là le point de la frontière qui sépare le Chili de la République Argentine ».

Le récit précédent que V. S. a cru devoir me faire, me fournit l'occasion de dire à V. S. que s'il était indispensable que les experts résolussent si la démarcation devait commencer par le Sud ou par le Nord, il n'entrerait pas dans leurs facultés de déclarer qu'un endroit ou un autre était un point de la frontière, sans que les études préalables n'eussent été faites, puisque leur mission consiste à faire la démarcation par eux-mêmes ou par leurs délégués, sur le terrain, suivant la convention de 1888, et le résultat de cette démarcation pouvait seul leur conférer le droit de fixer les points de la ligne de division. V. S. dit que les experts ont consulté des plans ou des cartes, les uns d'origine argentine, les autres d'origine chilienne, mais cela même révèle que l'on n'a rien fait de définitif, mais qu'il s'est agi seulement d'une indication; car si l'on devait procéder à la démarcation au moyen de cartes ou de plans déjà existants, la mission des experts et de leurs auxiliaires n'aurait pas de raison d'être, du moment qu'il suffirait, pour tracer la ligne, d'indiquer les points où les bornes devraient être placées, et cette indication pourrait être faite sans difficulté aucune par un habitant quelconque du pays, accoutumé à travailler dans la Cordillère.

V. S. elle même, après le procès-verbal du 29 Avril 1890, comme elle l'expose dans la note à laquelle je réponds, proposa en 1892, qu'une commission mixte d'auxiliaires qui devait opérer dans le Nord, se transportât

dans la zone comprise entre les degrés 27° et 30°, et procédât à marquer la ligne de division entre les deux pays et à dresser sur les points au sujet desquels elle aurait été d'accord, le procès-verbal que doivent signer les experts, conformément à l'article 1^{er} du Traité de 1881; ce qui indique d'une manière évidente la nécessité des études préalables pour déterminer la frontière commune.

Les négociateurs du Traité de 1881 ont dit que la limite entre la République Argentine et le Chili est, du Nord au Sud, jusqu'à la parallèle 52° de latitude « la Cordillère des Andes », et en donnant les règles pour tracer la ligne de division, aussi bien ce traité international que les autres conventions qui ont été conclues, ont chargé les experts de l'opération,—et par délégation de ceux-ci aux auxiliaires,—et non de la détermination des points de frontière sans études préalables.

C'est pour cela, M. l'expert, que ce qui a été fait, en 1892, à *San Francisco*, ne peut avoir et n'a pas eu la validité que V. S. soutient, et n'a pas mérité l'approbation de l'expert argentin, qui, comme le sait bien V. S., refusa de signer le procès-verbal du 15 Avril 1892, et que le Gouvernement de V. S., comme il appert du Protocole du 1^{er} Mai, a consenti à la révision de ce qui avait été fait, et à ce qu'une commission mixte de chiliens et d'argentins, se transportât dans la région de *San Francisco* pour faire de nouvelles et minutieuses études.

Comme il s'agit d'une démarcation qui se poursuit dans la meilleure harmonie, et qu'il est de l'intérêt bien entendu d'un pays comme de l'autre, que la vérité seule l'emporte; comme rien ne se fonde sur l'erreur, nos deux Gouvernements se sont donné, et continueront j'en suis persuadé, à se donner les preuves les moins équivoques, qu'ils désirent que la démarcation des limites doit continuer et se terminer sans les agitations et sans les

troubles qui affaiblissent les liens d'amitié qui unissent chiliens et argentins; et, j'ai la profonde conviction que nous, qui sommes appelés à obéir à ces intentions, nous ne manquerons pas du patriotisme nécessaire pour écarter de notre chemin les difficultés qui nous empêcheraient de réaliser ces nobles desseins.

Le Protocole du 1^{er} Mai ayant résolu que l'opération faite en 1892 dans le pas de *San Francisco* n'est pas définitive, je crois inutile de m'étendre en d'autres considérations, relativement aux précédents que V. S. a cru de son devoir de me rappeler; et je passe à d'autres points d'une immense importance, auxquels V. S. touche dans sa note, en réponse à la mienne du 14 Août dernier.

V. S., malgré ce qui a été exposé relativement à l'application du Protocole, quand il établit: que la ligne doit se développer dans la chaîne principale de la Cordillère des Andes, soutient que la borne de *San Francisco* se trouve placée dans cette chaîne.

V. S. entend par chaîne principale de la Cordillère, la chaîne non interrompue de faîtes qui partagent les eaux, et qui forment la séparation des bassins ou régions hydrographiques tributaires de l'Atlantique à l'Orient et du Pacifique à l'Occident, et me prévient qu'en dépêchant les instructions données en Janvier dernier, il l'a fait constater

Moi, à mon tour, je dois rappeler à V. S. que j'ai repoussé cette interprétation, en notifiant à V. S. que je ne croyais pas que le moment fût venu de faire remarquer ce que cette définition renfermait de trop et de trop peu; et que j'ai ajouté que les experts n'étaient pas appelés à interpréter les pactes internationaux, mais à les appliquer, car ils étaient chargés simplement de la démarcation, le cas ne s'étant pas présenté, d'autre part, qui pût nous mettre en divergence.

Jamais, Mr. l'expert, la République Argentine n'a

accepté le *divortium aquarum continental*, comme frontière avec le Chili, et quand V. S. étant ministre, lors de la négociation des bases du Traité de 1881, elle l'a proposé au Dr. Bernardo de Irigoyen, celui-ci l'a repoussé comme ministre des Affaires Etrangères, et la rédaction telle qu'on la voit dans l'article 1^{er} du Traité de 1881, fut adoptée.

Cet article qui établit que la limite entre le Chili et la République Argentine est du Nord au Sud, jusqu'à la parallèle 52°, la Cordillère des Andes, et que la ligne se développera sur cette étendue par les faîtes les plus élevés de ladite Cordillère qui partagent les eaux, et passera à travers les versants qui dévalent d'un côté et de l'autre, n'aurait pas de raison d'être, car il eût suffi de dire que l'un et l'autre pays avaient pour limite le *divortium aquarum continental*, que V. S. veut obtenir à présent contre le texte exprès des traités et des précédents qui ont servi à les mener à bonne fin.

V. S. ne pourra citer un seul géographe, un seul savant, qui applique à la délimitation des pays séparés par des montagnes le *divortium aquarum continental*, comme règle absolue, et bien moins encore quand le texte précis d'un traité ordonne que la ligne suive les faîtes les plus élevés qui partagent les eaux, en passant à travers les versants que V. S. et tous les géographes définissent «flancs ou pentes des montagnes», expressions que l'on ne prouvera jamais être synonymes de points de départ, ou sources de rivières; et quand une autre convention explicative et interprétative ordonne que ces faîtes les plus élevés doivent être cherchés dans la chaîne principale de la Cordillère, c'est-à-dire, dans son cordon supérieur, qui, sans autre solutions de continuité que celles qui peuvent survenir sur de courts espaces par des accidents des mêmes montagnes, forme l'arête vraie du système. Ainsi donc, c'est dans cette chaîne,

Mr. l'expert que nous devons tracer la ligne, que l'on y trouve toujours ou non le *divortium aquarum continental*, que l'on peut rencontrer très souvent en dehors d'elle, comme l'a prévu le Protocole, quand il se met dans le cas d'assigner à l'un ou à l'autre pays une partie ou des parties de rios, et comme cela arrive dans les Andes et d'autres cordillères.

V. S. en luttant toujours contre le texte de la convention internationale du 1^{er} Mai, et en parlant des mots *morceaux de rios*, dit : « Il aurait peut-être pu surgir des doutes au sujet des ruisseaux, de portions de rios ou rios incomplets qui n'arrivent pas jusqu'à la mer, accident fort commun dans les deux pays, surtout dans la région du Nord, où l'on trouve presque à chaque pas des cours d'eau interrompus, parce que l'évaporation ou l'infiltration ne leur permettent pas de combler les dépressions qui se trouvent sur leur route. Toute hésitation a heureusement été dissipée par l'article 1^{er} du Protocole du 1^{er} Mai 1893, qui est venu expliquer davantage ce point. . . . »

Que V. S. me permette de ne pas lui cacher ma profonde surprise pour la restriction que V. S. apporte à l'une des stipulations les plus concluantes du Protocole du 1^{er} Mai, qui a été l'objet de conférences longues et difficiles, et la cause de la retraite de V. S. au moment de la signature de ce pacte international.

Les conférences commencèrent en Mars 1893, au Ministère des Affaires Etrangères du Chili, avec l'assistance de V. E. et de mon prédécesseur M. Virasoro, comme experts, et en présence de Mons. Isidoro Errázuriz, ministre de ce Département, et de moi, en qualité de plénipotentiaire argentin.

Quand on discuta le morcellement des rivières par la ligne de division, V. S. nous dit que l'on devrait laisser cela pour les instructions que les experts donneraient

aux sous-commissions de la démarcation, car c'était chose entendue, et, de mon côté, j'ai insisté pour que nous laissions, sur ce point, une déclaration qui le consignât.

Quand, dans le cours de la négociation, on a insisté pour établir ledit morcellement des rios, V. E. s'est refusée à ce qu'on le consignât dans le Protocole, et, comme l'expert argentin ainsi que moi, nous nous refusions à continuer de nous occuper de l'affaire, et déclarions que cette explication était pour nous indispensable, V. E. n'est plus revenue assister aux conférences, ce qui força M. Virasoro, son collègue d'alors, à se retirer aussi; la négociation continua entre M. Errázuriz et moi, et l'on consigna la déclaration du morcellement des rios, qu'établissait l'article 1^{er}, sans aucune limite, et sans restriction d'aucun genre.

Comment V. E. peut-elle rouvrir une discussion sur un point résolu par un traité solennel, sanctionné par les congrès des deux nations intéressées?

Le morcellement des rios est, en outre, compris implicitement dans le Traité de 1881, et ce fut la persistance de V. E., dans tous les procès-verbaux de l'exécution de ce Traité, de nous faire accepter le *divortium aquarum continental*, comme règle absolue, qui a été une des causes principales de la négociation de 1893. Dans cette négociation, le *divortium aquarum continental* a encore été repoussé comme règle de la démarcation, par le fait que ce morcellement y a été établie, et que l'on a reconnu au Chili les canaux du Pacifique, aux environs du degré 52°, et qu'on a décidé que la côte de ces canaux serait fixée d'un commun accord par les deux gouvernements. Si le *divortium aquarum continental* était la règle générale, V. E. n'aurait consenti à rien de pareil, et les pouvoirs publics du Chili ne lui auraient pas accordé leur approbation.

Cette stipulation sur les canaux du Sud est l'abandon exprès du prétendu et perturbateur *divortium aquarum* continental qui, pour V. E. ne semble jamais avoir été éliminé comme règle unique. En effet : dans la parallèle 52° de latitude, le *divortium aquarum* entre les bassins de l'Atlantique et du Pacifique, se trouve dans les sources du rio *Gallegos*, appelé par quelques-uns *Planicies de Diana*. M. l'expert pourra-t-il soutenir que la Chaîne principale de la Cordillère, dont parle le Protocole, se trouve dans ces sources, quand en parcourant la parallèle on ne peut la trouver qu'à l'occident, après avoir traversé les canaux du Pacifique, qui, sous l'inspiration d'une politique élevée de mon Gouvernement, et par amitié sincère pour le Chili, ont été déclarés propriété de cette République ?

La grande Cordillère des Andes s'étend longitudinalement du Nord au Sud, et, en considérant tout son système dans son ensemble, se développe de l'Est à l'Ouest sur une grande étendue. Le Traité de 1881 y a enfermé la ligne frontière en la faisant courir par ses faites les plus élevés qui partagent les eaux, et en ajoutant qu'elle passera à travers les versants qui dévalent d'un côté et de l'autre.

À quelle ligne de partage des eaux se rapporte le Traité ?

En disant, comme il le dit, « faites les plus élevés qui partagent les eaux », on doit entendre ceux qui s'enchaînent, et le Protocole du 1^{er} Mai a expliqué ce point quand il les place dans « la chaîne principale de la Cordillère », qui forme, comme je l'ai dit, une sorte d'arête, plus ou moins plane, et qui se prolonge dans un sens donné. Ses crêtes présentent deux côtés latéraux opposés, en déclivités, qui constituent les versants par où s'écoulent les eaux de pluie ou celles que la fonte des neiges produit sur ces cimes.

Il y a d'autres faites qui se trouvent déviés de la chaîne principale, soit en avant-monts, en plateformes ou vallées latérales, et qui présentent la forme de cônes. Sur ces faites il peut y avoir une ligne de partage des eaux, mais non seulement d'un côté et de l'autre, comme le dit l'article 1^{er} du Traité de 1881, mais même de tous les côtés. Ce ne sont donc pas ceux-là que nous devons chercher, mais les premiers, les seuls, où se trouvent des versants d'un côté et de l'autre, c'est-à-dire, à l'orient et à l'occident. On doit donc repousser tous les faites qui ne portent pas en eux la séparation de ces deux versants généraux de la Cordillère, auxquels se rapporte le pacte international et le Protocole du 1^{er} Mai.

Aussi, M. l'expert, quand nous trouvons que la ligne morcelle une rivière ou un simple ruisseau, nous ne pouvons, nous ne devons pas nous écarter de la prolongation des hauteurs, parce que c'est sur ces hauteurs que nous devons la chercher.

Je ne dois pas m'étendre en de plus longues considérations, quand V. E. n'a fait qu'insinuer des divergences qui, bien que sur des points fondamentaux pour moi, sont plutôt du ressort des gouvernements que du nôtre; nous ne sommes que de simples experts chargés de la démarcation, et arbitres seulement quand il s'agit de vallées formées par la bifurcation de la cordillère, et où la ligne de partage des eaux ne serait pas claire.

La foi publique une fois engagée entre les deux nations, les pouvoirs qui président à leurs destinées doivent faire honneur à leurs engagements internationaux, et il ne faut pas faire avorter en un jour l'œuvre du patriotisme, préparée pendant une série d'années et de négociations diplomatiques heureusement terminées.

Je ne crois pas le moment venu d'entrer dans la discussion des arguments que V. E. présente pour soutenir que la borne provisoire de *San Francisco* se trouve bien

placée, parce qu'en y rencontre, suivant V. E., le partage des eaux continentales; car nos points de départ respectifs diffèrent d'une façon absolue, puisque le *divortium* est pour V. E. la règle unique, et que pour moi il peut se trouver en dehors de la chaîne principale de la Cordillère des Andes, quand c'est dans cette chaîne que nous devons tracer la ligne.

Ainsi donc, il faudrait que V. E. démontrât que le mont de *San Francisco* forme partie de cette chaîne de la Cordillère des Andes, quoiqu'il en ait été exclu par les études mêmes des ingénieurs chiliens Bertrand et San Román, et par le rapport et le plan de la commission argentine, qui démontrent que le *San Francisco* appartient à une ligne de monts qui borde, à l'orient seulement, ladite Cordillère, et que son origine et sa formation sont peut-être les mêmes que celles de la cordillère de *Famatina* qui appartient au système appelé central Bolivien, ou cordillère royale bolivienne, ce qui est bien différent de la Cordillère des Andes.

Ainsi, le premier de ces deux ingénieurs distingués, et qui fait actuellement partie de la commission de limites du Chili, trace dans sa carte un profil de la Cordillère des Andes, et l'on remarque, depuis la proximité du degré 28° jusqu'au 23°, que figurent dans ce profil les monts suivants: *del Potro*, *Negro*, *Tenera*, volcan *Doña Inés*, *Juncal*, volcan *Llullaillaco*, volcan *Socompa*, volcan *Pular*, *Tumieza*, volcan *Licancaur* et *Piniri*, et que ne figurent pas le mont *Incahuasi* de 6700 mètres d'altitude, ni celui de *San Francisco*, ni le *Negro Muerto* de 6000 mètres, ni aucun des plus élevés qui forment les avant-plateaux d'Atacama, ce qui signifie que tous ceux-ci n'appartiennent pas à la Cordillère des Andes, dans laquelle nous devons opérer le tracé de la ligne de division.

Quoique je ne croie pas que le *San Francisco* appar-

tienne à la vraie Cordillère des Andes, et bien moins encore que son emplacement soit situé dans la chaîne principale desdites cordillères, mon Gouvernement a jugé convenable d'étudier avec plus d'attention la région du Nord, et c'est pour cela que j'ai invité V. E. à faire poursuivre les études par une commission mixte, afin de ratifier ou de rectifier nos opinions respectives, et en tous cas de nous renseigner suffisamment pour résoudre ce point directement, comme V. E. l'insinue dans la note à laquelle je réponds, ou pour la soumettre à l'arbitrage lui-même, si la solution directe n'est pas possible, et si mon Gouvernement juge qu'il y a là un cas d'arbitrage.

J'ai porté à la connaissance de Mons. le Ministre des Affaires Etrangères, mon chef immédiat, aussi bien la communication à laquelle je réponds que les précédents qui se rapportent à cette affaire; et j'ai ordonné la continuation des travaux du Nord, par la commission argentine seule, puisque je n'ai pas obtenu l'honneur de mériter la condescendance que celle du Chili accompagnât, dans cette occasion, celle de l'Argentine, pour une étude complète de rectification ou de révision, stipulée dans une convention internationale solennelle et destinée à faire disparaître les difficultés qui mettaient obstacle aux travaux de démarcation.

Je juge cependant, comme V. E., que la question qui nous divise ne peut être un empêchement pour la continuation des travaux qui nous sont confiés, et que nous avons intérêt tous les deux à poursuivre avec l'esprit de cordialité qui a présidé à leurs débuts.

Je salue V. E. avec ma considération la plus haute et la plus distinguée.

*N. Quirno Costa.,
Juan J. Ochagavía.*

INSTRUCTIONS

Données aux auxiliaires qui doivent faire le tracé de la ligne
de division entre la République Argentine et la République du Chili
dans la Cordillère des Andes

Opérations préliminaires

Art. 1^{er}.—Le chef de chaque commission emportera un exemplaire du Traité de limites du 23 Juillet 1881 et du Protocole du 1^{er} Mai 1893, qui sont la loi suprême de la démarcation, et un autre exemplaire de la Convention du 20 Août 1888. Ledit chef se pourvoira également de tous les plans et de toutes les descriptions qui existent relatifs à la zone où il doit opérer, ainsi que des instruments qu'il jugera nécessaires, avec d'autres de rechange pour ceux qui servent à mesurer les hauteurs.

Art. 2^e.—Il établira d'avance un budget des frais de son expédition, qu'il présentera à son expert respectif, pour recevoir les fonds qui doivent être mis à sa disposition.

Art. 3^e.—Les chefs de chaque sous-commission mixte formeront d'un commun accord un plan de travaux pour la saison et dresseront une liste approximative des points

où ils se proposent de placer des bornes. Ils chercheront sur le terrain la ligne de division et feront la démarcation au moyen de bornes de fer, dans les conditions convenues antérieurement, en en plaçant une à chaque passage ou point accessible de la montagne qui sera situé sur la ligne de division, en dressant un procès-verbal de l'opération dans lequel on signalera la raison de cette opération, et les indications topographiques pour reconnaître en tout temps le point fixé, quand même la borne aurait disparu sous l'action du temps ou des accidents atmosphériques.

Art. 4°. — À la vue des listes antérieures, approuvées par les deux experts, on fournira à chacune des commissions mixtes les pyramides de fer qui doivent servir de bornes, en nombre nécessaire.

Ces pyramides seront transportées jusqu'à l'endroit où l'on pourra en faire la distribution entre les divers points signalés pendant la saison.

Les chefs de chaque sous-commission mixte, décideront dans chaque cas particulier, avec l'approbation des experts, s'il convient de planter des bornes provisoires ou immédiatement des pyramides définitives, suivant les facilités de charroi que présenteront les chemins et la connaissance que l'on aura de la localité.

Opérations sur le terrain

Art. 5°. — Comme il a été convenu par l'article 1^{er} du Protocole du 1^{er} Mai dernier, que les experts et les sous-commissions qui doivent opérer dans la Cordillère des Andes, auront pour règle invariable de leurs opérations le principe établi dans la première partie du Traité de

1881, ces sous-commissions étudieront la situation, dans ladite Cordillère, de la chaîne principale des Andes, pour y chercher les faîtes les plus élevés qui partagent les eaux, et marqueront dans leurs parties accessibles la ligne frontière, en la faisant passer à travers les versants qui dévalent d'un côté et de l'autre.

Art. 6°.—Dans les régions où, suivant ce qui a été prévu dans la seconde partie de l'article 1^{er} du Traité de 1881 et 3^e du Protocole de 1893, la ligne de partage des eaux ne serait pas claire, par le fait de l'existence de certaines vallées formées par la bifurcation de la Cordillères, les commissaires exécuteront les opérations topographiques nécessaires pour obtenir les données qui déterminent la condition géographique de la démarcation mentionnée dans ledit article 3^e du Protocole, et consigneront ces données sur un plan qu'ils remettront aux experts, aux effets dudit article.

Art. 7°.—Sur chaque point où l'on devra fixer une borne, soit qu'on la place provisoirement, ou plus tard une pyramide de fer, l'on prendra les directions sur les points les plus visibles de l'horizon et des vues photographiques pour déterminer l'endroit.

On rédigera ensuite un procès-verbal dans lequel on constatera entre quelles vallées opposées le point choisi sert de séparation, et tous les autres indices et circonstances qui s'y rapportent. Ce procès-verbal sera signé par tous les auxiliaires de la commission mixte.

Travaux géographiques et météorologiques

Art. 8°.—Chaque sous-commissions tiendra un registre pour annoter :

- a. Les températures maxima et minima de chaque campement.
- b. La pression atmosphérique d'après le baromètre de mercure et anéroïde, sur chaque point culminant, passage, etc.
- c. La température de l'ébullition de l'eau sur ces mêmes points.
- d. Les indications géologiques, botaniques ou autres observations qui se présenteront et qu'il sera possible de recueillir, sans nuire aux travaux de démarcation.

Art. 9°.—On observera, au moyen des hauteurs méridiennes, la latitude de chaque borne et campement.

Art. 10°.—On déterminera les longitudes par des occultations d'étoiles ou d'autres méthodes, où cela sera possible.

Art. 11°.—Au moyen des éléments antérieurs et des azimuts convenablement pris aux faîtes neigeux et notables des cordillères, on formera autant que possible une chaîne de triangles qui mettront en rapport entre eux les divers points de la ligne frontière, conformément à ce qui a été stipulé dans l'article 7° du Protocole.

Santiago, 1^{er} Janvier 1894.

N. QUIRNO COSTA.
Juan J. Ochagavía.
Secrétaire.

DIEGO BARROS ARANA.
Lindoro Perez G.
Secrétaire int.

TABLE

	<u>PAGE</u>
I. — Antécédents. — Traité de 1881. — Convention de 1888. — Premiers travaux des experts. — Difficultés survenues. — Traité de 1893 : son but.....	3
II. — Questions diverses soulevées par l'application du traité de 1881 : démarcation dans la Terre de Feu, facultés des sous-commissions, borne provisoire de San Francisco, canaux du Sud-Ouest, <i>dicortium aquarum</i> continental. Toutes ces questions devaient être résolues par le traité de 1893.....	9
III. — Solutions du traité de 1893 pour la démarcation dans la Terre de Feu, sur les facultés des sous-commissions, sur la borne provisoire de San Francisco, sur les canaux du Sud-Ouest. Il n'était pas possible que le traité omit la difficulté, déjà soulevée, du <i>dicortium aquarum</i> . Décision du Gouvernement du 24 Décembre 1889. Décision du Gouvernement du 30 Janvier 1892.....	20
IV. — Interprétations diverses du traité de 1881. — Théorie des faites isolés : ses inconvénients. — Théorie du <i>dicortium aquarum</i> continental : impossibilité absolue de son application.....	27
V. — Interprétation correcte de la règle contenue dans l'article 1 ^{er} du Traité de 1881.....	35

	<u>PAGE</u>
VI. — Le traité de 1893 mit fin aux doctrines des pics isolés et du <i>dicortium aquarum</i> continental. Examen des articles qui s'y rapportent. « Morceaux de rios », « chaîne principale », canaux de la parallèle 52°, détermination du placement des bornes de division, accidents dont il doit être pris note sur les plans	39
VII. — Argument erroné relatif au <i>dicortium aquarum</i> comme condition géographique de la démarcation...	51
VIII. — Négociations du Traité de 1893. — Projet primitif : différences avec celui qui a été approuvé. — Explication des différences. — Modifications indiquées par le cabinet argentin. — Incidents relatifs au morcellement des rios. — Communications échangées.. . . .	54
IX. — Les antécédents de la négociation ont été corroborés par la note du ministre Quirno Costa, du 24 Décembre 1894.	70

APPENDICE — DOCUMENTS DIVERS

Traité de 1881.....	77
Convention de 1888.	85
Protocole de 1893.....	91
Mémoire écrit et présenté à S. E. Monsieur le Président de la République, en Conseil général des Ministres, le 24 Décembre 1889, sur l'état des rapports entre la République Argentine et le Chili, et ses conséquences, par le Ministre des Affaires Etrangères, M. le Dr. Estanislao S. Zeballos	99
Conseil général des Ministres, célébré le Samedi 30 Janvier 1892. — Exposition présentée par le Ministre des Affaires Etrangères, M. le Dr. Estanislao S. Zeballos.....	103
Memorandum de Mons. l'expert argentin D. Octavio Pico à S. E. Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères..	107
Télégrammes échangés entre la Légation argentine au Chili et le Ministre des Affaires Etrangères à propos de la négociation du protocole de 1893	112

	<u>PAGE</u>
Télégramme du Président de la République Argentine au Ministre au Chili, Dr. Norberto Quirno Costa, pour l'autoriser à signer le protocole de 1893	124
Exposition présentée au Ministre des Affaires Etrangères, par M. l'expert argentin Valentin Virasoro	127
Note réfutation de l'expert argentin, Mons. le Dr. Norberto Quirno Costa, à Mons. l'expert chilien Diego Barros Arana, sur le transport de la borne de San Francisco et au sujet de l'interprétation qu'il donne aux engagements internationaux entre la République Argentine et le Chili	140
Instructions données aux auxiliaires qui doivent faire le tracé de la ligne de division entre la République Argentine et la République du Chili dans la Cordillère des Andes, signées à Santiago du Chili, le 1 ^{er} Janvier 1894, par M. M. les Experts Quirno Costa et Barros Arana	155



HARVARD LAW LIBRARY

Received JUN 18 1914

